

**INTERNATIONAL
ASSOCIATIONS 11**

**ASSOCIATIONS
INTERNATIONALES**

1976



INTERNATIONAL ASSOCIATIONS INTERNATIONALES

The purpose of International Associations is to present significant contributions to understanding about the structure and functioning of the complex network of international organizations. The main concern is to focus attention on the roles and problems of the wide variety of transnational associations (NGOs: international nongovernmental, nonprofit organizations) in the international community. In this sense International Associations is the periodical of transnational associations and those interested in them. It therefore includes news, views, studies, statistics, activity and meeting information, as well as articles. The articles range from descriptions of individual organizations to academic investigation of groups of organizations and their problems. The focus of the selected articles is less on the substantive world problems on which they may act (which are extensively examined in other periodicals) and more on the present methods of international action and future alternatives which can usefully be envisaged and discussed. Related themes regularly treated are : relationship of NGOs to intergovernmental organizations, techniques of meeting organization, international information systems, multinational enterprises.

The readership therefore includes : international association executives, intergovernmental organization executives, scholars of the sociology of international action, organizers of international meetings, commercial organizations offering services to international bodies, and others interested in the activities of the whole range of international organizations.

International Associations is the organ of the nonprofit Union of International Associations, although the views expressed are not necessarily those of the UIAI. The periodical is self-financed through subscriptions and sale of advertising.

La raison principale d'« Associations Internationales » est d'apporter sa contribution à la vie et au développement du réseau complexe des associations, dans ses structures comme dans son fonctionnement.

Le premier souci d'« Associations Internationales » est de fixer l'attention sur les tâches et les problèmes d'un large éventail d'associations transnationales sans but lucratif — les organisations dites non-gouvernementales dans la terminologie des Nations Unies. En ce sens « Associations Internationales » est la Tribune des associations internationales et de tous ceux qui s'y intéressent.

Cette revue mensuelle contient des nouvelles, des études, des statistiques, des informations spécifiques sur les activités des associations, leurs congrès, leurs réunions. Aussi des articles, des chroniques ayant trait aux problèmes et aux intérêts communs aux associations.

Le sujet des articles choisis s'attache surtout à la méthode de l'organisation internationale considérée, notamment dans ses rapports avec le secteur privé des associations et dans la perspective des adaptations nécessaires aux temps nouveaux, plutôt qu'au fond des problèmes, qui sont le propre de chaque groupement et traités ailleurs dans des revues générales ou spécialisées.

Nos thèmes habituels sont les relations des ONG avec les organisations intergouvernementales, les techniques de l'organisation internationale, les systèmes d'information internationale, outre les entreprises multinationales.

« Associations Internationales » est l'organe de l'UIAI, association sans but lucratif, bien que les opinions qu'il exprime ne soient pas nécessairement celles de cet Institut. La revue est financée exclusivement par ses abonnements et sa publicité.

INTERNATIONAL ASSOCIATIONS : 28th year, 1976

illustrated monthly magazine, 10 issues per year, containing articles and studies on international organization, statistics, monthly columns, change of address for organizations, and the monthly supplements to the Annual International Congress Calendar.

The subscription rate is : BF 850 (TVA incl.), FF 110, FS 65, US \$ 24.00 per year (10 issues) + postage.

ASSOCIATIONS INTERNATIONALES : 28e année, 1976

Revue illustrée, 10 numéros par an contenant des articles et études sur l'organisation internationale, des chroniques, des statistiques, les changements d'adresse des organisations internationales et le supplément au Calendrier annuel des réunions internationales.

Le prix de l'abonnement est de : FB 850 (TVA compris), FF 110, FS 65, \$ 24.00 par an (10 numéros) + postage.

Method of payment :

Bruxelles : Compte-chèque postal n° 000-0034699-70 ou Compte n°210-0451651-71 à la Société Générale de Banque, 48 rue de Namur, 1000 Bruxelles.

London : Crossed cheque to Union of International Associations, 17, Anson Road, London N7 0RB.

Mode de paiement à utiliser :

Genève : Compte courant n° 472.043.30 Q à l'Union des Banques Suisses.

Paris : Par virement compte n° 545150-42 à la Banque de l'Union Parisienne, Boulevard Haussmann, 6-8 (C.C.P. de la Banque n° 170.09).

THE MAIN PUBLICATIONS OF THE UIAI

• YEARBOOK OF INTERNATIONAL ORGANIZATIONS

15th edition 1974

• ANNUAL INTERNATIONAL CONGRES CALENDAR :

(Calendrier des Réunions Internationales) 16e édition 1976

La liste complète des publications de l'UIAI peut-être obtenue en s'adressant au secrétariat : 1, rue aux Laines, 1000 Bruxelles, Belgique. Tél. 511.83.96-512.54.42.

LES PRINCIPALES PUBLICATIONS DE L'UIAI

• ANNUAIRE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

15e édition 1974

• ANNUAL INTERNATIONAL CONGRES CALENDAR:

(Calendrier des Réunions Internationales) 16th édition 1976

The complete list of UIAI publications can be obtained from the secretariat: 1 rue aux Laines, 1000 Brussels, Belgium. Tel. 511.83.96-512.54.42.

INTERNATIONAL ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS INTERNATIONALES

28th year

1976 - no 11

28e année

UNION DES ASSOCIATIONS
INTERNATIONALES
UNION OF INTERNATIONAL ASSOCIATIONS
COMITE DE DIRECTION
EXECUTIVE COUNCIL

President : F.A. CASADIO, Directeur, Societa Italiana per l'Organizzazione Internazionale (Italie)

Vice-Présidents : Vice-Presidents :
Mohamed Aly RIFAAT (R.A.U.)
Former Secretary-General of the Afro-Asian Organisation for Economic Cooperation.
S.K. SAXENA (India)
Director of the International Cooperative Alliance.

Trésorier Général : Treasurer General :
Paul E. HIERNAUX (Belgique)
Président de la Conférence Permanente des Chambres de Commerce et d'Industrie de la

Communauté Economique Européenne.
Members : Members :
F.W.G. BAKER (U.K.)
Executive Secretary, International Council of Scientific Unions.

Luis G. de SEVILLA (Mexique)
Président Doyen de l'Académie mexicaine de Droit international.
Mahmoud FOROUGHII (Iran)
Ambassadeur, Directeur de l'Institut des Affaires Internationales au Ministère des Affaires étrangères d'Iran.
Johan GALTUNG (Norvège)

Director, International Peace Research Institute, Oslo.
Nikola A. KOVALSKY (URSS)
Directeur adjoint de l'Institut du Mouvement Ouvrier International de l'Académie des sciences de l'URSS.
Marcel MERLE (France)
Professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Paris I.

Jef RENS (Belgique)
Président du Conseil National du Travail.
Andrew E. RICE (U.S.A.)
Executive Secretary of the Society for International Development.

Secrétaire Général : Secretary-General :
Robert FENALUX (Belgique)
Ambassadeur honoraire.

ASSOCIATIONS INTERNATIONALES -
INTERNATIONAL ASSOCIATIONS

novembre november

L'action internationale à Genève
International action in Geneva



Editorial	494
Message, de M. V. Winspeare Guicciardi	495
Le monde interétatique et le monde transnational, par F.A. Casadio	496
Journées Genevoises - Programme	499
The International Labour Organisation and the INGOs	500
WHO and NGOs	502
L'UIT et les associations internationales, par M. Mili	505
The role of the NGOs in the work of the UNCHR	506
The role of NGOs in natural disaster situations	507
La Fédération des Institutions Internationales de Genève, par Pierre L. Nicod	511
L'œuvre des ONG dans le domaine des migrations internationales, par Roger Walon	512
Conseil International des Femmes, par Maryvonne Stephan	515
Une OING - environnement ? par Jean-Paul Harroy	518
Un Centre Européen d'Etude et d'Information sur les Sociétés Multinationales, par Rik Vermeire	522
La CITI : Confédération Internationale des Travailleurs Intellectuels, par Claude-Laurent Genty	526
L'Assemblée Générale de l'UAI : Liste de candidats-membres à la cooptation	528
Vie des associations /News from associations	530
Bibliography / Bibliographie	533
IAPCO News	536
Supplement to the International Congress Calendar, 16th edition	541

Photo de couverture : Le jet d'eau du lac de Genève (photo : ONST, Bruxelles)
Cover photo : The spectacular Lake Geneva fountain (photo : SNTO, Brussels)

Published MONTHLY by
Union of International Associations (founded 1910)
Editorial and Administration : Rue aux Laines 1, 1000 Brussels (Belgium)
Tel. (02) 511.83.96.
UK Representation (including advertising): 17 Anson Road, London N7
ORB Tel. (01) 609 3677

Advertising : Roger Ranson, Advertising Manager, 9, av. de Lattre de
Tassigny, 92210 St. Cloud France. Tél. 602.5383.
or

International Associations, rue aux Laines 1, Bruxelles 1000 Belgium
Tel. (02) 511.83.96 — 512.54.42.
BENELUX : Média 4, av. du Pois de Senteur, 33
B-1020 Brussels, Belgium, Tel. (02)268.04.18
Switzerland : M. Gandur, Villa A plc, CH-1882 Gryon.

MENSUEL publié par
Union des Associations Internationales - UAI (fondée en 1910)
Rédaction, Administration : 1, rue aux Laines, 1000 Bruxelles (Belgique)
Tel. (02)511.83.96.
Publicité : Roger Ranson, Délégué-Directeur de Publicité, 9, av. de Lattre
de Tassigny, 92210 St. Cloud, France. Tél. 602.5383.

ou
Associations Internationales, rue aux Laines 1, Bruxelles 1000 Belgique
Tel. (02) 511.83.96 — 512.54.42.
BENELUX : Média 4, av. du Pois de Senteur 33
B-1020 Bruxelles. Tel. (02)268.04.18
Suisse : M. Gandur, Villa A plc, CH-1882 Gryon.



LES JOURNEES GENEVOISES DE L'UAI (8 - 9 et 10 novembre 1976)

Genève a magnifiquement accueilli l'UAI lors de ces trois journées autonomes chargées d'œuvres et de sens, dont le souvenir demeurera à l'esprit de tous ceux qui les ont vécues intensément. (1).

En prologue d'un programme très dense, un déjeuner de contacts au Club universitaire, sous la présidence du professeur Thorens, le doyen de la faculté de droit, entouré, d'une part, de ses collègues, dont les études juridiques et sociologiques traditionnellement vouées aux relations internationales, s'orientent désormais vers les problèmes transnationaux, et, d'autre part, de représentants de l'organisation des Nations-Unies, en particulier de l'Organisation Internationale du Travail — qui a obligeamment accordé à notre Institut l'hospitalité de son siège — outre le Représentant permanent de la Suisse auprès des OIG et des OING et son collègue de Belgique, l'Etat-hôte de notre Institut (2). Une compagnie de gens d'Etat, d'Université, d'Organisation et d'Association, unis pour leur beau souci de la solidarité internationale.

Suivirent deux réunions d'associations, l'une préparatoire au 7ème Congrès International sur l'Organisation des Congrès qui se tiendra à Hambourg en avril 1977, l'autre, la première du genre, entre représentants de la FIIG, la Fédération des institutions internationales semi-officielles et privées établies à Genève, de la FAIB, la Fédération des associations internationales établies en Belgique, et du Comité de liaison des associations internationales établies en France, le CLOING : une heureuse ouverture de coopération entre les grands foyers du réseau mondial des associations.

L'Assemblée générale de l'UAI, introduite par une réunion de son Comité directeur, a pris diverses décisions de principe et de fait, touchant à l'orientation de sa mission, à la révision de ses statuts, à la cooptation de nouveaux membres et, dans l'ordre pratique, à la constitution de trois comités de travail, l'un d'études, l'autre d'action, le troisième financier, destiné à trouver les ressources des efforts de notre Institut dans le sauvegarde de sa belle indépendance.

L'événement était le colloque sur « L'avenir des associations transnationales dans la perspective du nouvel ordre mondial ». Une réflexion générale de circonstance, à point nommée. Pourquoi Genève ? Pour la raison dite dans l'introduction au colloque : « Parce que ce foyer d'études et d'action internationales est peut-être le point de jonction le plus important au monde entre les organisations inter-gouvernementales et non-gouvernementales. La coopération universelle du Système des Nations-Unies y rayonne en institutions multiples autour du centre européen de l'ONU, comme nulle part ailleurs.

« Sans doute n'a-t-on pas assez remarqué cette singularité que l'établissement international de Genève repose principalement sur un fondement d'action sociale et humanitaire, si important aux associations. Ainsi de l'Organisation Internationale du Travail, la doyenne des grandes institutions spécialisées, de l'Organisation Mondiale de la Santé, du Haut Commissariat aux Réfugiés, de l'UNDRO, le Bureau pour la coordination des secours en cas de catastrophes, de la Division des Droits de l'Homme, du Comité intergouvernemental des migrations européennes en voie d'expansion universelle, d'autres encore.

« Si la consultation et la participation des OING ont porté d'excellents fruits, n'est-ce pas en ce lieu, en ce climat de Genève longtemps moins exposé qu'ailleurs aux intempéries de la politique militante ? Et d'abord dans cette maison (du BIT), la première à avoir donné l'exemple d'une intégration des partenaires sociaux à l'action inter-gouvernementale, de même à l'OIMS, dont l'ancien Directeur Général M. Candau nous disait un jour combien son institution avait besoin du concours des OING pour s'accomplir. La même constatation a été faite à propos des réfugiés, des catastrophes, des Droits de l'Homme, un domaine où la fonction internationale se plaît à reconnaître la compétence et la qualité exceptionnelles des contributions d'OING vouées à cette cause.

* D'autre part, Genève est, avec Paris, Bruxelles et Londres, un des quatre premiers centres mondiaux d'associations OING.

« Enfin, Genève étant l'un des postes de la stratégie internationale du Développement économique et l'un des chantiers des réformes envisagées, notre souci de voir insérer les forces sociales et d'opinion dans le Système en transformation nous faisait une raison de plus de choisir ce lieu de réflexion.»

Le présent numéro de notre Revue est un constat de l'action internationale actuellement en plein essor à Genève: On y trouvera l'hommage de la fonction internationale publique à la contribution mondiale des ONG, ces forces sociales et d'opinions éminemment représentatives des peuples en face de l'organisation des Etats..

Dix pleines heures de communications et de débats, entrecroisant les points de vue du juriste, du sociologue, du politologue, de l'économiste, du diplomate, du fonctionnaire international, du chef d'association ont au moins éclairé le phénomène transnational

de M. V. Winspeare Guicciardi

Directeur Général de l'Office des Nations à Genève

Alors que nous achevons de célébrer ses trente années d'existence, l'Organisation des Nations Unies a passé par bien des déconvenues. Par contre, elle a enregistré aussi des succès marquants. Elle a montré sa capacité d'agir dans des situations critiques même si dans des circonstances difficiles elle n'a pas toujours suscité l'unanimité de consensus nécessaire.

Et cependant, à cette époque de transition dans laquelle nous vivons, les Nations Unies ont empêché que les crises qui ont secoué la planète ne dégénèrent en conflits majeurs. Elle a montré son aptitude à faire face aux problèmes et aux changements sans sacrifier cependant ses principes et ses objectifs fondamentaux. Grâce à son aide, les deux tiers des pays du monde ont accédé à l'indépendance et elle a éveillé la conscience des hommes aux injustices criantes de notre époque. Avec ses institutions spécialisées, l'Organisation des Nations Unies s'est employée à réduire la misère et l'injustice là où elle le pouvait. Les programmes humanitaires comme ceux de développement sont devenus synonymes de la solidarité mondiale. Nul

ne peut contester aujourd'hui que grâce à son action, l'Organisation des Nations Unies n'ait joué un rôle essentiel dans l'élaboration d'un ensemble de principes et de normes destinés à régir le comportement des Etats dans leurs relations réciproques.

Bâtir la paix, instaurer un ordre économique plus équitable, telles sont les tâches essentielles dont elle a la charge. Cette tâche, elle doit s'efforcer de l'accomplir alors que la notion de souveraineté nationale n'a rien perdu de sa force et que la puissance économique et militaire sont des facteurs essentiels du monde actuel.

Affirmer l'interdépendance de plus en plus grande des peuples, concevoir une politique de l'ordre mondial, créer et faire œuvre d'un instrument de coopération internationale tout en harmonisant les politiques nationales suivies par 150 Etats souverains, voilà l'objectif auquel doit s'attacher la communauté internationale rassemblée sous le drapeau de l'Organisation des Nations Unies.

Pour arriver à réaliser cet objectif, il

est nécessaire que l'opinion publique mondiale y apporte sa caution et appuie de son immense pouvoir moral ceux qui ont la responsabilité de représenter les peuples dans les assemblées internationales. Le grand public connaît encore très mal les activités qui sont déployées sur le plan international en faveur de la paix, en particulier celles qui prennent comme moyen le développement économique et social ainsi que les services de caractère général qui sont fournis par l'ONU,

Beaucoup d'organisations non-gouvernementales considèrent aujourd'hui que l'un des buts fondamentaux qu'elles se donnent est de soutenir l'œuvre des Nations Unies. Comment ne pas souligner que ces organisations, chacune dans leur domaine propre, accomplissent un travail remarquable en s'attachant à montrer les limites comme les possibilités des Nations Unies, les réalisations accomplies et les lacunes à combler, créant de la sorte une compréhension plus profonde dans l'opinion publique de ce qu'est l'Organisation des Nations Unies et les espoirs qu'elle comporte.

des associations sans but lucratif dont les divers problèmes d'identité, de spécificité, d'intérêt commun, de solidarité, de participation à l'ordre mondial doivent d'abord être perçus, saisis dans leur ensemble, avant d'être abordés en particulier.

Les Actes du colloque, intégralement enregistrés, en feront apparaître l'étendue et la richesse d'idées et, d'ici là, notre Revue en publiera les textes, ceux qui ont été écoutés et bien d'autres encore.

Si nous devons résumer d'un mot notre impression, nous dirions que la réflexion fut une pressante invitation à changer de mentalité, on disait jadis d'état d'esprit.

La politique étrangère, chasse gardée des Etats, et l'Organisation intergouvernementale à l'image et au service de la diplomatie, c'est déjà le passé d'une société close qui s'éloigne, malgré les apparences; la souveraineté nationale sourcilieuse c'est l'héritage désuet de la vieille Europe, transmis par la colonisation; l'indépendance économique, c'est le mirage de l'illusion devant la réalité de l'interdépendance.

Dans une communication écrite ayant trait à « la signification sociologique » des associations internationales, le professeur Roger Mehl, de l'Université de Strasbourg, observe que « nous continuons à vivre sur une idée et un modèle qui nous viennent du 19ème siècle », alors que le champ des questions d'intérêt général que les associations embrassent s'étend progressivement à tous les grands problèmes mondiaux, en dernier lieu aux problèmes écologiques qui sont, par nature, transnationaux. « Chaque problème important aboutit à créer une association transnationale dès lors que c'est de la condition humaine qu'il s'agit ». C'est la société qui s'ouvre à la démocratie transnationale.

Le Professeur Galtung, toujours en avance d'une idée, a dit son dessein de faire du Séminaire de Dubrovnic sur la transnationalité l'Université transnationale par excellence, affranchie de la mentalité d'Etat. A quoi ses collègues ont répondu qu'ils agissent de transnationaliser les universités existantes. A la vérité ce n'est pas une affaire de structure, mais de mentalité. Nous avons de vieux maîtres éminents qui s'accrochent désespérément à l'Etat de leur génération, ceux-là même qui, naguère encore, jugeaient d'intérêt second la

sociologie des forces transnationales. Aujourd'hui le juriste de quarante ans rêve d'une chaire de droit transnational.

Au terme de la réflexion de Genève, l'essentiel nous apparaît moins de savoir ce que sera le rôle ou la participation des ONG dans un Système universel réformé selon la volonté politique des Etats, que d'imaginer la place de véritable *partenaire social* promise dans le nouvel ordre international, sous la contrainte des faits, à ces forces transnationales des associations indépendantes, qui sont l'expression de la volonté des peuples.

Robert FENAUX

naissance à son représentant permanent à Genève, M. Ch. A. Schussel, Conseiller spécial du Secrétaire Général de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, pour les soins fervents qu'il a apportés à l'organisation de nos journées genevoises. (2) Une chaleureuse réception, dans les salons de la Mission belge, a permis à tous les participants aux Journées genevoises de l'UAI de faire plus ample connaissance. Grâce en soit rendue à l'Ambassadeur et à Mme Noterdaemo.



par F.A. Casadio

Président de l'UAI



1. — Ces dernières années les mutations du réseau des relations internationales ont été rapides et profondes. Les tendances qui se sont dégagées n'ont fait que modifier leur orientation et leur intensité. Dans les années '50 l'institutionnalisation de la société internationale a été le facteur qui a le plus influencé le réseau des relations internationales. Des organisations interétatiques ont été bâties, sur une base universelle ou régionale. Les domaines de compétence des organisations internationales ont été élargis. De nouvelles formes d'action internationale ont été inaugurées.

Dans la décennie à cheval des années '50 et des années '60 l'événement le plus marquant a été la multiplication des Etats membres de la société internationale. La tension bipolaire sud-nord du monde est venue s'ajouter à la tension bipolaire est-ouest, dans un système beaucoup plus complexe que le précédent, caractérisé par le bipolarisme simple et « fermé ». Les relations interétatiques ont acquis, pour ainsi dire, une épaisseur plus haute, comme conséquence du plus grand nombre d'acteurs des relations internationales, d'occasions d'interdépendance et de raisons de solidarité.

2. — Les relations bilatérales et multilatérales des Etats et les organisations interétatiques ne sont qu'une partie du réseau des relations internationales. Dans le système général des relations internationales, le sous-système des relations transnationales occupe une place importante à côté du sous-système

des relations interétatiques. Beaucoup plus dense et articulé que le sous-système des relations interétatiques, celui des relations transnationales fait cependant et étrangement l'objet d'une conspiration du silence. La responsabilité d'une telle conspiration doit probablement être imputée à la mentalité liée à la conception de la souveraineté nationale. Il en découle par exemple que les organisations internationales non gouvernementales et les sociétés multinationales ont été considérées — et pour autant qu'on se souvienne d'elles — comme quelque chose de purement complémentaire aux Etats.

Le système des relations transnationales est au contraire tout à fait distinct par rapport au système des relations interétatiques. Il y a des cas où la structure des relations transnationales coïncide avec l'extension d'une organisation interétatique plus au moins correspondante (par exemple, une organisation internationale non gouvernementale européenne ou occidentale). Il y a d'autres cas où les systèmes des relations transnationales dépassent les regroupements d'Etats (par exemple, toutes les organisations internationales composées par des associations nationales de l'est et de l'ouest). Dans d'autres cas les systèmes de relations transnationales n'ont aucun lien avec les structures des relations interétatiques. Ils en font complète abstraction. Ils sont inspirés par des mobiles et attirés par des finalités de nature tout à fait différents. En tout état de cause, les formes transnationales des relations internationales ont progressive-

ment occupé tout l'espace laissé vide par les Etats et par leur système de relations.

3. — Dans les dix dernières années le système des relations internationales a été soumis à des pressions, à des forces et à des tensions accentuées. Les Etats et les autres centres de pouvoir politique et économique dénoncent une incompatibilité d'intérêts plus aiguë. Le système des relations internationales se présente comme un champ de tensions où les protagonistes ne sont pas seulement des Etats mais des groupes ethniques ou religieux, des mouvements d'opinion ou des groupes d'intérêt. Il s'agit de véritables centres de décision et d'action politiques et donc de sujets politiques. Les organisations internationales, créées par des Etats et constituées d'Etats, ne sont plus capables de représenter fidèlement la société réelle sous-jacente. Le monde des relations transnationales vient alors au premier plan. Les Etats et les organisations interétatiques ont l'air de ne pas savoir comment s'y prendre avec les organisations internationales non gouvernementales tandis que les sociétés multinationales font l'objet d'un véritable procès. Le grave problème des rapports et — souhaitons-le — de la comptabilité entre le monde interétatique et le monde transnational est loin d'être résolu : réjouissons-nous au moins qu'il ait été finalement posé.

4. — Le rapprochement entre le monde interétatique et le monde transnational

rencontre un premier obstacle dans la multipolarisation du premier. La dispersion du pouvoir économique en est un aspect. Encore, il y a dix ans, la société internationale pouvait-elle être représentée en utilisant le rapport est-ouest combiné avec le rapport sud-nord du monde. La crise monétaire du 1971 et la crise énergétique de 1973-1974 ont été suivies par la fracture de l'ouest en quatre sujets dotés désormais d'une politique individuelle : l'Amérique du Nord, le Japon, l'Europe communautaire et l'Europe non-communautaire. La crise énergétique a induit les pays de l'Occident à faire chacun sa propre politique. Le sud du monde s'est cassé en trois groupes : celui des pays en voie de développement riches, celui des pays pauvres et celui des pays très pauvres. Le groupement des pays en voie de développement riches s'est à son tour divisé entre les pays producteurs de pétrole et les pays producteurs d'autres matières premières. Les statistiques du commerce mondial font désormais état de ces deux catégories de pays, ainsi que d'une autre : celle des pays en voie de développement importateurs de pétrole. Le groupement des pays exportateurs de pétrole ne se présente cependant pas toujours de manière solidaire : des politiques différentes sont basées sur la région, les intérêts, parfois la religion. Les matières premières, autres que le pétrole, autour desquelles on a récemment essayé de bâtir des associations de producteurs, sont un peu moins d'une trentaine. Mais chaque pays producteur conçoit différemment sa manière de participer à l'exploitation des conséquences de la distribution inégale des ressources dans le monde.

5. — On comprend facilement que ce morcellement et cette dispersion du pouvoir économique aient rendu beaucoup plus difficile que par le passé la négociation politique et surtout la négociation économique. De par leur complexité certains problèmes — par exemple certaines négociations autour des matières premières — n'ont pratiquement plus de solutions possibles. Les pays en voie de développement pauvres et très pauvres avaient déjà été séparés en deux mondes lorsque un organe politique tel que l'Assemblée générale des Nations Unies avait choisi les moins développés parmi les pays en voie de développement. Certains pays ont ensuite été spécialement considérés comme appartenant à la catégorie des pays insulaires ou des pays sans littoral. D'autres, pour avoir été atteints par des guerres de libération du colonialisme. La sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, au moment d'énoncer le nouvel ordre économique international, définissait les pays étant spécialement sensibles et vulnérables à la crise économique. Chacun de ces divers regroupements — et les cen-

taines d'autres groupes, pouvant s'établir sur la base d'autres critères distincts — toute une liste d'intérêts et de besoins qu'il défend et qu'il cherche à imposer.

6. — La complexité toujours plus grande dénoncée par la société internationale actuelle est due aussi aux transformations accusées par les institutions de coopération interétatique. Le nombre des organisations internationales s'est ultérieurement accru. De nouvelles organisations ont été créées pour la défense des intérêts régionaux (mais très peu dans le domaine de la véritable intégration économique, que les pays en voie de développement hésitent à accepter) ou pour la défense d'intérêts sectoriels (comme dans le cas des associations de producteurs). Des fonds de financement nouveaux ont été imaginés dans l'espoir, parfois velleitaire, de parvenir à un redistribution de la richesse. Une autre tendance qui s'est fait jour dans les organisations internationales est celle de la politisation des problèmes techniques, par l'entremise des grandes conférences mondiales, de la population à l'alimentation, de l'environnement à l'emploi. Enfin la tendance à la globalisation, comme par exemple les sessions extraordinaires de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui auraient dû formuler les stratégies globales du monde et un nouvel ordre mondial.

7. — Et cependant la capacité de formuler et de réaliser de grandes stratégies au niveau mondial n'a jamais autant échappé aux institutions mondiales. Cette difficulté peut être expliquée en partie par le nombre excessif et ingouvernable des membres des organisations internationales. Le retard accusé par les réformes des institutions et de leur fonctionnement en est partiellement responsable. Cet état de choses s'explique surtout — et ad *abundantiam* — par la nature des problèmes que ces organisations seraient appelées à résoudre.

Dans le domaine politique et de la sécurité trois grands problèmes restent ouverts. Il y a le problème des racines profondes de la conflictualité lié au problème de la contagion entre conflits intérieurs et tensions internationales. Il y a le problème de la capacité limitée d'absorber les conséquences des tensions et des conflits, même lorsqu'il semble qu'ils soient résolus ou assouplis. Il y a, enfin, au niveau des principes, le problème du retard dans la création, dans l'invention, d'un nouveau droit international.

8. — Dans le domaine économique trois problèmes semblent défier toute solution. Il y a le problème de la distribution inéquitable ou inéquilibrée des ressources, potentielles ou déjà actuelles. Dans la géographie des ressour-

ces ce qui est absurde est surtout la distribution inégale de la capacité ou de l'aptitude à les exploiter ou à les échanger. Il y a le problème des lieux de négociation. Chaque fois qu'une négociation économique s'impose, une difficulté presque insurmontable consiste à trouver les couples d'intérêts complémentaires, en vue d'une possible composition. Il y a enfin le problème de la prévision, du relèvement, de l'orientation et du contrôle des stratégies économiques. Dans le domaine social les problèmes majeurs sont les suivants. Il y a le problème qui naît de la perception différente qu'ont, de la réalité sociale, les individus, les groupements, les catégories. Non seulement la réalité sociale est comprise et appréciée différemment, mais les tables de valeurs, les critères des comportements sociaux varient sensiblement. Il y a le problème de l'hétérogénéité des groupes sociaux et tous les problèmes conséquents qui affectent la communication entre les groupes. Il y a enfin le problème de combiner la rigidité des structures sociales avec les tendances innovatrices, voire les motivations révolutionnaires. Aucun de ces problèmes ne saurait être ni résolu, ni même présenté correctement, si le réseau des relations internationales n'avait pas la souplesse et l'efficacité indispensables.

9. — Or, le réseau des relations internationales est composé aussi bien de relations interétatiques que de relations transnationales. En partie — et on l'a déjà constaté — le rôle des relations transnationales consiste à intégrer, compléter et remplacer les relations interétatiques, à remplir les zones vides de ce système. Mais dans une mesure certainement plus vaste les relations transnationales sont telles de par leur nature, pour répondre à une logique propre à ces relations. Dans tous ces cas elles dépassent les relations interétatiques. Du point de vue des institutions de la vie internationale et des principes de son fonctionnement, rien ne s'oppose à penser que certaines relations transnationales soient en opposition ou en contraste avec certains types de relations interétatiques. Le code de comportement des relations interétatiques — le droit international général — est encore loin d'avoir été complété. On ne saurait pas s'étonner que le code de conduite des relations transnationales en soit encore à un stade embryonnaire.

Les dernières chances pour la solution des grands problèmes mondiaux résident dans l'amélioration des relations interétatiques, dans la mise en valeur des relations transnationales et dans l'harmonisation de ces deux grandes catégories de relations internationales. Le « code » du droit international est une création de la société des Etats. A qui revient la formulation du - code - des relations transnationales ?



498 ASSOCIATIONS INTERNATIONALES, 11-1976

SNT0, Brussels



JOURNEES GENEVOISES

PROGRAMME

Lundi 8 novembre

Arrivée des participants et contacts préalables.

15 h. — Consultation d'associations à propos de l'avenir des réunions internationales en vue du 7ème Congrès International sur l'Organisation des Congrès (Hambourg, 1977).

17 h. 30 — En marge : réunion d'échanges de vues entre représentants de la Fédération des Institutions internationales, semi-officielles et privées établies ad Genève (FIIG), de la Fédération des Associations internationales établies en Belgique (FAIB) et du Comité de liaison des Organisations internationales non-gouvernementales établies en France (CLOING).

Mardi 9 novembre

8 h. 45 — Comité directeur de l'UIA (BIT, Salle IX)

10 h. 30 — Assemblée Générale de l'UIA (BIT, Salle IX)

12 h. 45 — Déjeuner de travail du Comité de l'UIA

14 h. 30 à 18 h. — Colloque

18 h. 30 à 20 h. 30 — Réception par la Mission permanente de Belgique, Etat-hôte de l'UIA.

Mercredi 10 novembre

9 h. 30 à 12 h. 30 et de 14 h. 30 à 18 h. — Colloque :

L'avenir des associations transnationales dans les perspectives d'un nouvel ordre mondial

- Trois séances :*
1. — Introduction au Colloque. Identité des associations transnationales.
 2. — Modes de transnationalité.
 3. — Relations entre les associations transnationales (OING) et l'ordre international.

Monday 8th November

Arrival of participants and preliminary contacts.

3.00 pm — Association consultation concerning the future of international meetings in preparation for the 7th International Congress on Congress Organization (Hamburg, April 1977).

5.30 pm — Associated : contact meeting between representatives of the Federation of Semi-Official and Private International Institutions established in Geneva (FUG), of the Federation of International Associations established in Belgium (FAIB), and of the Liaison Committee of International Organizations established in France (CLOING).

Tuesday 9th November

8.45 am — Executive Council of the UIA (ILO, Room IX)

10.30 am — General Assembly of the UIA (ILO, Room IX)

12.30 am — Working lunch of the UIA Executive Council

2.30 to 6.00 pm — Colloquium

6.30 to 8.30 pm — Reception by the Permanent Mission of Belgium, Host-State of the UIA

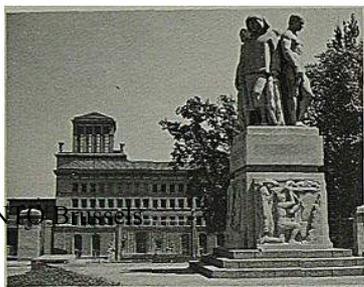
Wednesday 10th November

9.30 to 12.30 and 2.30 to 6.00 — Colloquium :

The future of transnational associations in the context of a new world order

- Three sessions :*
1. — Introduction to the Colloquium. The identity of transnational associations.
 2. — Methods of transnationality.
 3. — Relations between transnational associations (INGOs) and the international order.

THE INTERNATIONAL LABOUR ORGANISATION AND THE INGOS



ILO in 1919, when it was first established in Geneva.



ILO today.

In its 57 years of existence the International Labour Organisation and its secretariat, the International Labour Office, have pioneered in devising forms of collaboration, between official international institutions and the most varied types of non-governmental associations, voluntary and charitable agencies and institutions of learning.

It is only natural that the ILO should have established close working relations with non-governmental organisations, because the ILO itself stemmed partly from just such an organisation, the International Association for Labour Legislation established in 1900. The Association was founded by private individuals with the aim of promoting the adoption of improved and more humane labour legislation through parallel action in all countries, in the hope that in this way social progress would not be impeded by considerations of competitive economic power on the international market. The Association, which attracted subsidies from several European governments, set up a secre-

ariat in Basle known as the « International Labour Office », and not only the name but two of its major activities — the publication of national labour laws and regulations and the preparation of international labour Conventions — were taken over by the International Labour Office set up in 1919 under the Treaty of Versailles and the other peace treaties as part of the League of Nations.

The end of the first World War had been seen as an ideal opportunity to sweep away the evil and unjust labour conditions that had previously existed and were generally recognised to be the ferments of social unrest and class tensions, which in their turn imperilled governmental stability and peace. The working-class movement in the belligerent countries had grown stronger during the War, and at the international level it demanded that the Peace Treaty should guarantee minimum conditions of labour and establish an international body to frame and enforce social legislation. These non-governmental pres-

ures resulted in the nomination by the Peace Conference of a Commission on International Labour Legislation, which drew up the constitution of the ILO. The Commission included some of the leaders of the International Association for Labour Legislation but also a number of eminent trade unionists, under the chairmanship of the American Sam Gompers.

The distinctive — and at the time unheard-of — feature of the new Organisation was its tripartite character and structure, in which representatives of employers and of workers were given not only a voice but also voting power, on the same footing as government representatives, in determining the policies and activities of the ILO. This meant that the non-governmental organisations most directly affected by the work of the new body (the employers' associations and the workers' trade unions) were organically associated in the work of all its major decision-making organs, and this fact has imparted to the ILO's decisions over the years a

considerable measure of authority and legitimacy, as well as pragmatism and common sense. The support of the employers and workers for an organisation in which they had real power may be said to have assured the survival of the ILO during and after the second World War, when all the other agencies of the League were swept away.

From the outset it was realised, however, that it was of the utmost importance for the ILO to collaborate closely on matters of substance with other organisations and associations possessing competence in areas within the ILO's mandate. The ILO immediately established close relations with the International Co-operative Alliance and itself contributed, through its Co-operative Service, to the philosophy and the promotion of co-operation as a means to the advancement of the worker. The first Director, Albert Thomas, multiplied the ILO's contacts with humanitarian and youth organisations in connection with its fight to abolish child labour, night work and unhealthy work for young people, and with women's organisations in the promotion of protection for women workers and maternity protection. He perceived that the support and co-operation of non-governmental organisations was necessary to keep the ILO in the public eye, to make its work known in various countries, to channel suggestions from their members for development of ILO activities and in many cases to give active assistance to that development.

The international organisations of employers and workers were given full facilities for following the work of the ILO since its inception, and the ILO was in turn invited to their conferences and congresses. The International Federation of Trade Unions and the International Confederation of Industrial Employers sent representatives to act as the secretaries of the workers' and employers' groups of both the Conference and the Governing Body, a practice that continues with other organisations, the ICFTU and the IOE, to this day. Close relations were also maintained with non-governmental bodies in the field of social insurance, mutual aid and friendly societies, and at the present time the ILO stands in the closest relationship to the International Social Security Association, which has its headquarters in the ILO's own building in Geneva.

A number of non-governmental organisations have provided in their statutes that a seat on their councils is to be reserved for the Director-General of the ILO, as a means of ensuring collaboration between the two bodies. One such organisation is the International Association for Social Progress, a merger of three older organisations, one of which was the International Association for Labour Legislation, The Association

and the ILO are regularly represented at each other's meetings and conferences, and the Association helps the ILO by disseminating information in favour of the ratification of the ILO's Conventions.

The ILO has also received much assistance — and not a little criticism — from the great international women's organisations, such as the International Council of Women, the International Alliance of Women — Equal Rights, Equal Responsibilities, the World Young Women's Christian Association, the International Council of Nurses, the International Federation of University Women, the International Federation of Business and Professional Women, the International Confederation of Midwives and many others. Some of its staunchest supporters are the youth organisations, which include besides the WYWCA and the YMCA the International Young Christian Workers, ISMUN, the World Assembly of Youth and a Geneva-based co-ordinating committee known as the Geneva Informal Meeting of youth NGOs.

Consultative Arrangements

In the ILO's early days it was thought that all international non-governmental organisations might somehow be brought under the supervision of the League of Nations, but this did not materialise and the ILO had to devise own liaison arrangements. They were never very formal. Contacts were made when facts, advice or statistics were needed, or when an organisation wished its views to be taken into account in the preparatory work on an international instrument. A like informality prevailed regarding invitations to the International Labour Conference.

Since the end of the second World War there has been a great proliferation of INGOs, but the ILO has maintained its tradition of informal friendly co-operation with them on concrete issues. The ILO followed the United Nations lead in establishing a form of Consultative Status, but this has in practice been limited to the « Big Six », namely the World Federation of Trade Unions, the International Confederation of Free Trade Unions, the World Confederation of Labour, the International Organisation of Employers, the International Co-operative Alliance and the International Federation of Agricultural Producers, all of which are world-wide organisations with a particular interest in all of the ILO's activities. Regional Consultative Status was established a few years ago for the benefit of those organisations that have an interest in all the ILO's work in a given region (Asia, Africa, etc.). Most of the organisations which have substantial on-going rela-

tions with the ILO have been granted a third kind of recognition known as « admission to the ILO Special List of Non-Governmental Organisations », and there are at present just over 100 NGOs on this list. The privileges attaching to this form of recognition are not particularly extensive; they include the right to attend the annual International Labour Conference as « passive » observers, to receive a limited amount of basic documentation and on certain conditions to distribute short statements for the benefit of the Conference. These limited powers reflect the ILO's traditional willingness to co-operate on substantive matters with anyone who has got something constructive or useful to contribute, regardless of formalities. Admission to the Special List is regarded, however, as something of an honour, and it is granted rather jealously to organisations of recognised standing and solidity which have a manifest interest in some sector of the ILO's work and have collaborated with it in material respects. Their advice, expertise, experience and warnings greatly assist the Office in carrying forward its manifold tasks.

In addition to this, the ILO is in relations of one kind or another with about 800 other international associations and with hundreds of universities, colleges, professional bodies and religious institutions, which evince a particular interest in its activities. The ILO greatly values their interest and the support and publicity they give it. In addition, the ILO is always on the look-out for non-governmental ventures which can be related in some way to its programme, though it must be confessed that in operational matters there are not a very large number of instances of direct collaboration. This is no doubt due to the difference in methods of planning technical co-operation and the requirement that the ILO can only act on a request by a member State.

The International Labour Office, in common with other agencies, is going through a period of financial stringency, and is having difficulty in finding funds even for top-priority technical assistance projects. In the circumstances the ILO cannot be represented at all the NGO meetings to which it is invited, as it would like to do. Despite this, it is all the more open and receptive to suggestions for combined or complementary projects with those NGOs and Church bodies which have funds for such work and which often have grassroots experience that could usefully be pooled with the fund of technical knowledge that the ILO and its experts can muster. The ILO is fortunate in possessing a staff of dedicated career officials who are always glad to encounter the same devotion to public service that is shown by their friends and colleagues in the non-governmental sphere.

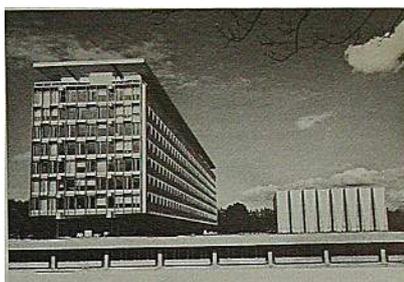


The value to WHO of maintaining a close working relationship with groups of professionals in fields that have a bearing on medicine and public health was recognized from the very inception of the Organization. Three months after WHO came into being in April 1948, the League of Red Cross Societies became the first non-governmental organization to enter into official relationship with it. Today the number of such organizations is 114.

The relationship with NGOs is governed by a series of principles formulated by the World Health Assembly. A primary condition is that any organization seeking to be admitted into official relations should be concerned with matters falling within the competence of WHO, and its aims should be in conformity with the spirit of WHO'S Constitution. It should normally be international in its structure and scope of work.

All application for admission are screened by a Standing Committee of the Executive Board. In making its recommendations, the Standing Committee takes into account the facts and information furnished by the NGOs as well as the comments of the WHO Secretariat members familiar with their work.

Unless an NGO obviously fulfils the criteria for admission, it is invited to a two-year period of working relations with WHO to demonstrate interest in fields of mutual concern and eligibility for admission. Once every year, the Executive Board admits new NGOs on the basis of the Standing Committee's recommendations. An NGO admitted into official relationship has the right to be represented, without the right of vote, in the Health Assembly, the Executive Board and Regional Committee meetings, and to freely participate in the Technical Discussions held in the course of Health Assembly or Regional Committee sessions. In tackling problems of mutual interest, WHO frequently seeks the collaboration of NGOs, which may range from advice on a specific question and preparation of basic documentation to carrying out long-term studies or projects on behalf of WHO. Depending on their field of interest,



WHO headquarters

WHO / T. Farkas

NGOs are invited to technical international conferences, expert committee meetings, and workshops convened by WHO. Sometimes, officers of NGOs with the necessary qualifications and experience are appointed to WHO'S Expert Advisory Panels. These panels consist of leading medical scientists and public health specialists from various parts of the world who serve WHO honorarily. NGOs receive from WHO its various technical publications, general circulars, press releases, background information to promote World Health Day, and other information material. In many cases the NGOs disseminate this information further through their own channels.

Every three years the Executive Board undertakes a review of WHO'S relationship with NGOs in order to strengthen it. The review in January 1975 showed, for instance, that cooperation should go beyond an exchange of information and attendance at meetings, and should include identification of areas of possible joint action, and finding ways of initiating such action. Contacts developed with NGOs at WHO Headquarters and Regional Offices have led to much fruitful collaboration and WHO has benefited from the wide range of the NGOs' experience and expertise. Many NGOs have their secretariat or representatives in Geneva or its vicinity, so that a close wor-

WHO / J. Mohr



king relationship with WHO Headquarters has developed. However, it has been realized over the years that NGOs could make an important contribution at the national and community levels by working more closely with local health authorities and WHO in efforts to strengthen national health services. This would mean association of NGOs in these efforts from the initial stages and their participation in the planning process. NGOs with particular interest in this field were invited to a series of meetings devoted to one of WHO's prime concerns: how to make primary health care available to the vast rural populations.

A new step forward in this connection was a meeting of NGOs called in Geneva, on 14 June 1976, by the International Union against Tuberculosis to discuss the role these organizations can play in the delivery of primary health care. The meeting, to which WHO and UNICEF were invited, was followed by the setting-up of an ad hoc group of NGOs to discuss the collective and individual role of the interested organizations in the delivery of primary health care. Another meeting in August formulated practical proposals for cooperation with WHO and for coordination of NGOs' own activities in this field at the national and international levels.

Meetings have also been held regularly with the representatives of the Red Cross Societies to explore the best ways of collaboration in implementing the primary health care programme. Efforts are also being made to bring national Red Cross Societies into closer contact with WHO Regional Offices, and WHO Representatives in Member Countries.

Another example of fruitful collaboration is the joint preparation by CIOMS and WHO of the World Conference on Medical Education and Health Care to be held next year. Organized by the World Federation for Medical Education, the conference will take a thorough look at the educational aspects of health manpower development, and will be an important predecessor to the WHO-sponsored Intergovernmental Conference on Health Care due to meet in the USSR in 1978.

The World Federation for Medical Education, along with the International Planned Parenthood Federation, is also working closely with WHO Regional Offices on plans to organize seminars on population changes and the role of the physician. The seminars are expected to promote effective participation of the physician and other health workers in national efforts in the fields of population dynamics and family planning.

The International Epidemiological Association is another NGO which is giving valuable support to WHO in its educational activities. It has worked

closely with a number of WHO Regional Offices in organizing training seminars, and has undertaken preparation of guides that would help teachers in schools for health professionals to a better understanding of epidemiology in all its aspects.

The WHO programme on Disability Prevention and Rehabilitation is of particular interest to a great many NGOs who collaborate with WHO in various ways, depending on their areas of interest.

These are only a few examples of what WHO and some of the NGOs have been doing together. However, they show not

WHO



Disabled children in Greece

only the value of the work done but the immense potential of this collaborative machinery. A new practical and functional approach to collaboration at the international, regional and national levels is now taking shape, and it is hoped that some of this promise will be realized in the years to come. WHO for its part will spare no effort to strengthen its relations with NGOs through better communication and regular exchange of technical information, and by associating them with its major undertakings whenever possible.



UIT

L'UIT ET LES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES

par M. Mili

Secrétaire général

L'Union Internationale des Télécommunications, devenue institution spécialisée des Nations Unies depuis 1947, a, dès sa création en 1865, coopéré avec des organismes non gouvernementaux dont les activités se situaient dans le domaine des télécommunications.

En effet, la fonction assignée à l'Union par ses pays Membres est de réglementer, planifier, coordonner et normaliser les télécommunications de toute sorte (y compris les radiocommunications spatiales). Or, si dans la plupart des Etats ce sont les Gouvernements qui contrôlent l'utilisation des télécommunications, la construction des équipements et une bonne part de la mise en œuvre des réseaux sont assurés par des organismes privés qui se regroupent souvent au sein d'associations internationales : Bureau International de l'Heure, Bureau International des Poids et Mesures, Comité International Radio-maritime, Comité International Spécial des Perturbations Radioélectriques, Comité Internationale de la Croix-Rouge.

La Convention Internationale des Télécommunications — qui est le traité intergouvernemental régissant l'U.I.T. — précise nettement les conditions de participation des associations internationales aux travaux de l'Union, qu'il s'agisse des conférences ou des réunions techniques. Ainsi, l'Article 61 précise :

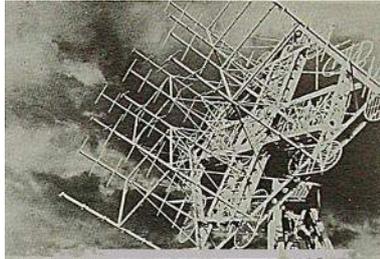
• Sont admis aux Conférences administratives :

e) les observateurs des organisations internationales agréées conformément aux dispositions des numéros 330 à 332 »;

L'Article 68, qui traite des conditions de participation aux Commissions techniques des Comités consultatifs internationaux de l'U.I.T. chargés de la normalisation en matière de téléphonie, télégraphie et radiocommunications, indique que :

« Les organisations internationales et les organisations régionales de télécommunications... qui coordonnent leurs travaux avec ceux de l'Union et qui ont des activités connexes, peuvent être admis à participer, à titre consultatif, aux travaux des comités consultatifs ».

De cette coopération, les organismes internationaux comme l'Union, tirent un avantage certain. En effet, parmi les missions confiées à l'U.I.T. par ses Membres, l'une d'elle consiste à centraliser l'ensemble des informations techniques nécessaires au fonctionnement des télécommunications internationales (informations qui proviennent des différents pays Membres) pour les rediffuser ensuite, dans leur totalité, à chacun de ces pays. On voit tout l'intérêt que cette diffusion d'information présente pour les associations internationales qui peuvent disposer d'une remarquable documentation.



5

En participant aux travaux des commissions techniques, les représentants des associations internationales suivent de très près l'élaboration des normes techniques indispensables aux constructeurs et aux organismes d'exploitation.

D'un autre côté, les associations internationales prenant part aux travaux de l'Union, font bénéficier ses Membres de leur expérience au niveau international.

Enfin, il faut noter que les conférences de l'Union tiennent le plus grand compte, dans leurs travaux, du rôle que jouent les organisations internationales non gouvernementales. C'est ainsi que la Conférence de plénipotentiaires de l'U.I.T., organe suprême de l'Union, a adopté en 1973, une résolution relative à la collaboration de l'U.I.T. avec les organisations internationales intéressées aux radiocommunications spatiales. Plusieurs conférences mondiales de radiocommunication ont aussi adopté des textes relatifs, par exemple, à l'utilisation des liaisons radiotéléphoniques et radiotélégraphiques par les organisations de la Croix-Rouge, à la collaboration avec l'Union Radioscientifique Internationale ou le Bureau International de l'Heure.

C'est donc une coopération des plus actives qui, depuis quelque 110 ans, se poursuit entre les organisations internationales non gouvernementales et l'U.I.T.

THE ROLE OF THE NGOS IN THE WORK OF THE UNHCR

The Activities of the UNHCR

The problem of refugees has probably existed as long as mankind for it is inextricably linked with the development of human societies in which evolving and often disruptive forces have caused people to become refugees by seeking asylum in other lands. The humanitarian character of the problem was already recognised half century ago when international action for refugees was started by the eminent Norwegian statesman Fridtjof Nansen. At that time the non-governmental organisations including many religious circles were combining their efforts in bringing relief to refugees. To-day the NGO community has expanded tremendously and over one hundred agencies are involved in the manifold task of assisting refugees. The Office of the High Commissioner was established in 1950 by a Resolution of the General Assembly of the United Nations which set forth in a statute the responsibilities of UNHCR namely to provide protection to refugees and to seek permanent solutions to their problems through assimilation in new communities or through voluntary repatriation.

Since that time the UNHCR's activities have greatly expanded and are presently carried out through a network of representatives based in 50 countries. In recent years the competence of UNHCR to deal with problems involving persons displaced as a result of man-made disasters has been extended by various resolutions of the General Assembly which call on the High Commissioner to intervene on the basis of what has come to be known as - the good offices >.

The Role of Voluntary Agencies

The partnership of the voluntary agencies with UNHCR dates from the creation of the Office. Through their wide support from their national constituencies, the agencies provide a great reservoir of funds, skilled personnel and public backing which has proved

indispensable to UNHCR in carrying out its world wide tasks. This partnership takes the following basic forms :

- (a) as operational partners which implement specific UNHCR programmes,
- (b) as major sources for contributing towards UNHCR programmes and as focal points for the dissemination of information about UNHCR.
- (c) as representing community conscience in the field of protection,
- (d) as the counsellors and field workers who are in daily contact with the refugees.

An exhaustive account of the work of voluntary agencies would run into many volumes and is consequently beyond the scope of this article. However, to illustrate the scope of this important partnership, we will focus on some specific examples of agency participation in the above sectors.

Implementation of UNHCR Programmes

One of the most significant examples is the role played by an agency in implementing the programme, for some 120,000 Burundi refugees in the settlements of Ulyankulu and Katumba in the United Republic of Tanzania. Another is the work of an agency in Buenos Aires which groups all the major religious agencies and is responsible for assisting some 15,000 Latin American refugees in Argentine.

Financing of UNHCR Programmes

In many countries national refugee committees have been established in order to co-ordinate community support for refugees. These bodies organise in many cases regular fund-raising campaigns and also serve as channels for publicising the work of UNHCR. Despite the economic recession which has complicated the task of the agencies in raising funds, it is significant to note that in 1975 they contributed an amount of around \$2 million to UNHCR.



International Protection

The agencies working through the International Council of Voluntary Agencies (ICVA) and the Conference of Non-governmental Organisations in Consultative Status with ECOSOC represent essentially the voice of public opinion in the vital task of protection of refugees. Recent examples of this concern are the consultation on Refugees and Exiles- in Europe which was organised by an agency in January 1976 and the Working Group of NGOs on the Draft Convention on Territorial Asylum which was set up in June 1976.

Conclusion

This complex and vital partnership between the agencies and UNHCR rests basically on a long tradition of working together towards common objectives. Formal consultation is covered by contacts such as the participation of the NGOs in the Executive Committee of the High Commissioner's Programme and in the sessions of the General Assembly. In addition, UNHCR works closely with the International Commission of Voluntary Agencies (ICVA) in Geneva and the Conference of NGOs in Consultative Status with ECOSOC. In a less formal manner, briefing sessions and general consultations are frequently organised with the agencies in order to keep abreast with the rapidly changing refugee situations in various parts of the world.

It will be apparent that this long-standing partnership with the agencies is one of the main cornerstones on which UNHCR will continue to base its efforts to assist refugees in returning to a normal life.

THE ROLE OF NGOS IN NATURAL DISASTER SITUATIONS

Report by the Office of
The United Nations Disaster Relief Co-ordinator, Geneva

Since its inception the Office of the United Nations Disaster Relief Co-ordinator (UNDRO) has benefitted greatly by the advice, assistance in research and active collaboration in all its activities from a broad spectrum of international non-governmental organizations. UNDRO welcomes the opportunity of contribute to this issue devoted to the activities and services of non-governmental organizations to the international community. The Colloquium on The Future of International Associations (NGOs) in the Perspective of the New International Economic Order also provides an occasion at the mid-point in the Second United Nations Development Decade to express UNDRO's appreciation for the substantive collaboration of numerous non-governmental organizations in disaster relief, disaster preparedness and prevention. It also offers an opportunity to review the co-operation of NGOs with the United Nations in the area of natural disasters, and to suggest ways of strengthening these valuable ties and enhancing the effectiveness of mutual collaboration for the benefit of the world community. Several areas are suggested for increased attention by the NGOs in disaster relief and disaster prevention and mitigation, including the potential contribution of NGOs to the dissemination of the international strategy for disaster prevention, a proposal of UNDRO approved by the General Assembly of the United Nations which would provide the conceptual framework for national and international action in disaster prevention and mitigation. It cannot be over-emphasized that natural phenomena have caused heavy loss of life, serious injury and widespread physical destruction in virtually all areas of the world in every century. The heaviest toll of direct and indirect damage from natural disasters is felt by the same developing countries that are already burdened by lack of resour-

ces, low productivity, limited educational development and inadequate social and economic growth. While natural disasters are obviously not the only factor hindering development, they do play a decidedly important role in disrupting the economic and social fabric of disaster-prone countries throughout the world. One need only recall the recent cataclysms in the Philippines and the Peoples' Republic of China, the extremely devastating earthquake in Guatemala, the frequent cyclones of Asia, the succession of tremors this year in the Central Asian region of the Soviet Union, the severe earthquake in Turkey one year ago and the similar devastation this year in north-eastern Italy. The constantly accumulating evidence of the impact of disasters demonstrates irrefutably that the effects of natural phenomena should be viewed not only in humanitarian and broad social terms, but also, and primarily, in economic terms. The economic impact of disasters in some disaster-prone developing countries outweighs many times the value of total development assistance from bilateral and multilateral sources, in terms of the percentage of gross national product, the losses caused by disasters in many disaster-prone countries more than cancel out any real economic growth. Natural disasters are a formidable obstacle to economic and social development. The economic impact of natural disasters is a neglected variable in national development planning and has rarely, if ever, been accorded the importance it deserves. These conclusions show once again the necessity of applying the collective human and material resources of the international community toward removing the scourge which disasters represent for many developing countries. In this effort, the international non-governmental organizations are an important part of the complex in-

ternational framework of response to all aspects of disaster situations in every region of the world. In the light of the above conclusions on the impact of disasters on development, NGOs have an additional incentive to expand the resources and personnel devoted directly to disaster matters, and in collaboration with United Nations agencies concerned with disaster situations.

The Office of the United Nations Disaster Relief Co-ordinator has had two main functions since its establishment : (a) the mobilisation and co-ordination of international emergency relief for disaster-stricken countries; and (b) the promotion of pre-disaster planning and prevention to reduce and eliminate the impact of natural phenomena on disaster-prone countries. Toward these ends UNDRO also provides advice to Governments on pre-disaster planning through technical advisory missions, and disseminates information concerning technological developments.

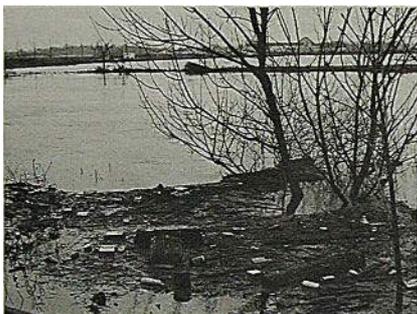
In the area of disaster preparedness and disaster prevention, UNDRO has a mandate of promote the study, control, prevention and prediction of natural disasters. UNDRO also disseminates information relevant to planning and co-ordinating relief in the immediate aftermath of a disaster, including the improvement and establishment of stockpiles in disaster-prone areas, the organization of transport and communications, the provision of funds and also provides suggestions to ensure the most effective use of available resources.

UNDRO has been designated the focal point of the United Nations system for disaster relief matters by the General Assembly, which also took note of the key role which the Resident Representatives of the United Nations Development Programme play at the country level. Arrangements have been made with the UNDP for their Resident Representatives in more than one hundred countries throughout the world to also represent the United Nations Disaster Relief Co-ordinator. The Resident Representatives are requested to make advance co-ordination arrangements with the Govern-

ment of the country where they are located, as well as with the field representatives of United Nations agencies, such as UNICEF, the World Food Programme (WFP), and the World Health Organization (WHO). They are also requested to contact the national Red Cross, local representatives of other international organizations and voluntary agencies, and the embassies of countries which traditionally give relief assistance. It should be noted that the responsibility of the Resident Representatives includes pre-disaster planning as well as mobilization and co-ordination of emergency relief. In the case of a major disaster, UNDR0 staff with a specialized knowledge or relief operations are sent to the field to help in assessing the situation and in setting priorities for relief measures in co-operation with the Government and the UNDP Resident Representative.

and are continuing to make, a significant contribution to predisaster planning, especially at the local level. UNDR0 collaborates with non-governmental organizations in both disaster preparedness and disaster prevention. NGO contributions have included cash, goods in kind and a variety of services for a disaster-stricken country. Many NGOs receive regular situation reports from UNDR0 during the emergency relief phase, and have responded effectively through their own field offices or representatives at the site in providing UNDR0 with information on donor assistance as well as their own assessments. NGO activities in disaster-related matters depend on the requirements of the particular situation, the resources of the NGO, its local organizational structure, the consultative arrangements and the skills and effort which the organization is able to make available. The NGOs, sometimes in

Government, including, in particular, the voluntary agencies and /or non-governmental organizations. Some examples will show the co-operation between UNDR0, as a United Nations body, and the League of Red Cross Societies, as an international non-governmental organization. In co-ordinating disaster emergency relief, UNDR0 checks information received from the field against the information received from the League, while seeking to systematize the establishment of priorities. Sometimes when mutual agreement is reached between UNDR0 and the League on the needs of a particular disaster situation, each will concentrate attention on a group of requirements. This co-ordination is extremely effective in providing what is necessary and avoiding oversupply of certain items. The League of Red Cross Societies has also been actively participating in the



A joint steering committee, formed in 1972 in Geneva, comprises five major international relief agencies : the Oxford Committee for Famine Relief, Catholic Relief Services, the World Council of Churches, the Lutheran World Federation and the League of Red Cross Societies. This informal group functions as a central co-ordination body for private relief activities throughout the world and maintains frequent contact and co-ordination with UNDRO. The members of this group, as well as other non-governmental organizations, regularly receive UNDRO situation reports and also exchange information on disaster emergencies with each other and with UNDRO. This committee performs a valuable role in the international disaster relief framework, and also contributes effectively to preparedness activities and disaster-related research.

While UNDRO has traditionally depended on NGOs during the emergency relief phase after a disaster, these organizations have also made,

collaboration with universities and research institutions, have co-operated in specific UNDRO projects on disaster preparedness and prevention.

The League of Red Cross Societies

UNDRO has co-operated closely since its establishment with one of the oldest non-governmental organizations in consultative status with the Economic and Social Council, the League of Red Cross Societies. The League plays a major role in all phases of a disaster situation and has been an active and close collaborator in virtually every aspect of UNDRO's activities. From the start, the actions of the League and of UNDRO have proved completely complementary, since UNDRO works at the governmental level. UNDRO has recommended that emergency plans established by Governments spell out clearly the roles of all agencies involved, both within and outside the

improvement of disaster preparedness, through its headquarters and the efforts of its national societies in disaster-prone countries. UNDRO collaborates with the League through seminars and training programmes in disaster preparedness, and regularly draws upon the League's knowledge of a particular area for briefing its technical advisory missions in disaster preparedness and prevention. In practice, all preparedness activities of UNDRO and the League are co-ordinated before and during any technical co-operation mission; briefings and frequent exchanges take place as a matter of routine. UNDRO is also co-operating with the League of Red Cross Societies, as well as other United Nations bodies, in the preparation of a volume of guidelines for disaster preparedness and prevention, with special reference to tropical cyclone areas. The League of Red Cross Societies, with the support of UNDRO, organized the South Pacific Preparedness and Relief seminar in Fiji in September 1976.

In carrying out its responsibility to disseminate information on scientific and technological developments, UNDRRO collaborates with non-governmental organisations, *inter alia*, in disaster preparedness and disaster prevention, including the preparation of studies on the technical, social and economic aspects of adjustment of natural hazards. The International Union of Local Authorities, for example, together with other individuals and organisations, contributed to the preparation of three manuals. Guidelines for Disaster Prevention, which contain checklists of basic preventive measures at the planning, building and management stages of human settlements. The UNDRRO newsletter, recently inaugurated, contains news of the activities of all units of the United Nations system concerned with disaster-related matters, including non-governmental organisations. These publications have been widely distributed to non-governmental organisations and to other members of the international community.

Other non-governmental institutions and organisations which play a role in disaster matters and collaborate with UNDRRO include the Oxford Committee for Famine Relief, Catholic Relief Services, CARE, The World Council of Churches, Caritas Internationalis, le Corps Mondial de Secours, the Lutheran World Federation and Norwegian Church Relief. Specialised international bodies which also assist UNDRRO following disasters are the International Council of Voluntary Agencies and the International Union for Child Welfare. The World Council of Churches also performs a valuable service in sending out information on emergency situations, the needs resulting therefrom, and the responses obtained.

UNDRRO currently* has working relationships and frequent contacts with, *inter alia*, the International Union of Architects, the International Geographical Union, the International Union of Local Authorities, the International Council of Societies of Industrial Design, the International Association of Engineering Geology, and the International Association for Earthquake Engineering.

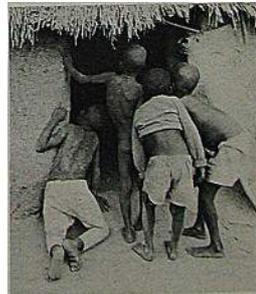
It should be emphasized that UNDRRO, in addition to its co-operation with other units of the United Nations system and continuous exchanges with numerous non-governmental organisations, also maintains contact with national research institutes, universities, and private firms concerning disaster-related problems, such as the development of emergency shelter and related facilities, a legal framework for international disaster relief operations, the use of insurance schemes for disaster prevention, and exploration of the future application of satellite technology in remote-sensing of the earth for disaster prevention, preparedness and relief

purposes, as well as communications. These few examples demonstrate the broad basis of UNDRRO's co-operation with non-governmental organisations and their valuable contribution toward the alleviation of natural disaster situations. The collaboration is becoming more effective in view of the accumulating experience of NGOs in disaster emergency relief, as well as disaster preparedness and prevention. The growing importance of UNDRRO in international disaster emergency relief matters is being recognized by donor and recipient countries alike. The enhanced capability of UNDRRO to respond quickly and effectively to disaster situations', in addition to its on-going projects and programmes in disaster preparedness and prevention, provides additional opportunities to explore new avenues of co-operation and assistance from NGOs. The role of UNDRRO in disaster preparedness and disaster prevention calls for further research, training and exchange of information on the development and application of suitable measures and technologies to reduce and eventually eliminate the impact of natural disasters on human activities and on economic development.

There are several areas where the already significant contributions of the NGOs could be enlarged and where their expertise, resources and organisational structure can be of considerable value for disaster-stricken developing countries. First, the NGOs have a considerable pool of scientific and technological expertise and experience which could be of importance to UNDRRO's research activities, technical assistance projects and publications programme; second, the NGOs could have an expanded role in the dissemination of information on scientific and technological developments relating to all aspects of natural disasters, particularly at the local level. This would involve the mobilization of public opinion, stimulating public participation, improved disaster warnings, and public information. Third, the NGOs, in co-operation with UNDRRO, can increase their participation in and support of special training seminars and similar meetings for personnel in disaster preparedness and relief. This undertaking would also include instruction beginning in primary school and for special groups, such as construction workers, architects, and industrial designers. Fourth, there should be improved channels for the NGOs to have frequent exchanges with substantive units of the UN, especially UNDRRO, on an informal basis to appraise the effectiveness of UN programmes and their own collaboration. A valuable aspect of this activity is transmitting the views of the country concerned, particularly a recipient of disaster assistance. Fifth, the NGOs, by virtue of their access to areas where there is little knowledge or appreciations of UN programmes, can

advise and assist in improving public awareness of the activities and programmes of United Nations agencies. Sixth, the NGOs, by virtue of their organisational structure and impact in many parts of the world, especially disaster-stricken areas, would also be able to assist in the eventual dissemination and application of the international strategy for disaster prevention mentioned above. The NGO units within disaster-prone countries, together with the national preparedness or national disaster relief organisation, could co-operate in ways to help apply elements "of the strategy, especially at the local level, for the direct benefit of the affected populations.

Numerous agencies and units of the United Nations system have an important part to play in the broad fields of disaster relief, preparedness and disaster prevention. UNDRRO, as the focal point for the mobilization and co-ordination of international emergency relief, also has the task of promoting the study, promotion, control and prediction of natural disasters. With the resources and expertise at its disposal, UNDRRO will endeavour to assist countries to formulate a long-term policy of disaster prevention, and through its continuing collaboration with other units of the United Nations system, as well as international non-governmental organisations and voluntary agencies, help make available the technology and expertise to all disaster-prone countries for disaster-related activities. UNDRRO welcomes suggestions and initiatives by NGOs to expand and enhance their contribution and collaboration in all phases of disaster situations. Effective steps will not only save lives and diminish physical damage, but — equally important — help safeguard the economic development of the country concerned. The contribution of non-governmental organisations to this over-all goal is an excellent example of the fruitful results of collective endeavour to assist the world community in an area critically important for social and economic development.



WH/ J .Moht



ONST. Bruxelles

Le monument de la Réformation

LA FEDERATION DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES DE GENEVE

Par Pierre L. Nicod

Ancien président, conseiller technique

La Fédération des Institutions internationales semi-officielles et privées ayant leur siège à Genève — plus connue sous le sigle de F.I.I.G. — a été créée en 1929. A l'instigation des autorités genevoises d'alors, des organisations non-gouvernementales étaient venues s'établir dans la ville de Calvin, afin de se rapprocher du siège de la Société des Nations et du Bureau International du Travail. Ce sont des hommes comme Bertram Pickard, William Rappard, Guillaume Fatio du côté des ONG et Albert Picot, Frédéric Martin et Louis Casai du côté du gouvernement genevois qui furent les artisans et les soutiens de cette jeune Fédération.

Outre le besoin de se grouper pour discuter de problèmes communs et de coordonner leurs efforts, les membres de la F.I.I.G. avaient aussi en vue la possibilité de présenter un front commun dans leurs relations avec les autorités du pays hôte, sur le plan communal, cantonal ou fédéral. Lorsque la seconde guerre mondiale éclata, la F.I.I.G. comptait une quarantaine de membres dont une partie avaient leurs bureaux dans des immeubles loués par l'Etat de Genève à des taux préférentiels.

La Suisse ayant pu rester neutre durant la tourmente de 39 à 45, cette situation favorisa tout particulièrement les organisations philanthropiques et caritatives dont l'activité se déroulait au bénéfice des prisonniers de guerre, des personnes déplacées et de toutes les autres victimes de la guerre. La F.I.I.G. servit de trait d'union entre toutes ces organisations et vis-à-vis des autorités.

L'après-guerre qui vit se fixer à Genève, outre le Bureau Européen de

l'ONU et le BIT (déjà en place dès longtemps), l'OMS, l'OMM, et bien d'autres offices dépendant de l'ONU, amena également un grand nombre d'ONG à y prendre pied. Pour devenir membre de la F.I.I.G. les candidats doivent répondre aux critères suivants :

1. avoir une existence réelle
2. avoir son siège ou une représentation effective à Genève
3. justifier de son titre ou de son caractère international par sa composition ou son activité
4. ne poursuivre aucun but lucratif
5. avoir le caractère d'une institution semi-officielle ou privée.

L'admission de nouveaux membres est décidée par le Comité. En cas de refus de celui-ci, le candidat peut faire appel à l'Assemblée générale.

Le nombre des membres de la F.I.I.G. est de 103 à fin septembre 1976.

L'augmentation du nombre des ONG résidant à Genève a nécessité de la part des autorités un effort d'accueil qui s'est traduit par la construction dans le voisinage immédiat du Palais des Nations d'un Centre international dans lequel un assez grand nombre d'organisations purent s'établir. Il serait évidemment nécessaire de l'agrandir ou de le compléter par une nouvelle construction, mais la conjoncture ne s'y prête guère actuellement. L'Etat de Genève a aussi consenti à exonérer d'impôts une bonne partie des ONG et accordé au personnel non-suisse une légère réduction des impôts personnels, pour autant que leur employeur ait été accepté comme membre de la F.I.I.G. La Fédération s'occupe aussi de représenter ses membres dans les discussions souvent ardues touchant au ré-

gime des assurances sociales et à celui de l'engagement de personnel étranger (non suisse). Bien que les membres de la F.I.I.G. soient, en regard de la loi, assimilés à des entreprises suisses * nous avons souvent pu obtenir qu'il soit tenu compte du statut particulier des ONG et de leur caractère d'internationalité. Nous devons souligner que les autorités tant fédérales que cantonales s'efforcent de nous soutenir et examinent nos demandes avec le maximum de bienveillance. Dans son activité la F.I.I.G. s'abstient de toute prise de position politique, confessionnelle, raciale ou même culturelle. Elle s'efforce de rester strictement neutre.

Les membres sont informés de l'activité de leur Comité lors de l'Assemblée générale annuelle, et par des communications écrites en cours d'année si le besoin s'en fait sentir.

Un secrétariat permanent est aussi à la disposition des membres pour les aider à résoudre des problèmes individuels. Des conseillers juridique et technique font également partie du Comité à titre consultatif et peuvent apporter leur concours en cas de besoin. La F.I.I.G. peut également intervenir pour reclasser du personnel licencié pour des motifs honorables ou pour aider des étrangers « en panne » à Genève à trouver un emploi. Ceci, bien entendu, dans les limites légales.

La F.I.I.G. qui va dans un peu plus de deux ans célébrer son 50ème anniversaire a donc largement prouvé son utilité et continuera à exercer un rôle utile à tous ses membres dans les années à venir. *



par Roger Walon

Chef des Services Presse et Information
du CIME à Genève

860.000 émigrants européens et réfugiés ont été les bénéficiaires d'une étroite collaboration entre les Organisations non-Gouvernementales et le Comité Intergouvernemental pour les Migrations Européennes (CIME) qui s'est poursuivie sans relâche depuis 1952. C'est un bilan positif, qui pourrait certes se passer de commentaires, mais qui mérite que l'on s'y arrête quelques instants pour reconnaître la valeur des services rendus par les groupes de personnes de bonne volonté qui se dévouent au sein de ce que l'on nomme aussi les « Agences bénévoles », dans le monde entier.

Créé il y a vingt-cinq ans, le Comité Intergouvernemental pour les Migrations Européennes, dont le siège est à Genève, a assumé des tâches qui lui ont été confiées par les 33 gouvernements membres, en vue de faciliter l'émigration de quelque 2.250.000 personnes dans diverses parties du monde; la moitié d'entre eux étaient des migrants européens et l'autre moitié des réfugiés provenant aussi bien d'Europe que d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. C'est donc près du tiers de ceux-ci dont se sont occupées les organisations non-gouvernementales qui collaborent avec le CIME :

Aide suisse à l'étranger
American Fund for Czechoslovak Refugees Inc.
American Joint Distribution Committee
American National Committee for Homeless Armenians
Commission catholique internationale pour les migrations
Conseil oecuménique des Eglises
Fédération luthérienne mondiale
International Rescue Committee
Polish American Immigration & Relief Committee Inc.
Service Social International.
Tolstoy Foundation Inc.
United HIAS Service
United Ukrainian American Relief Committee.

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale les mouvements migratoires vers les pays d'immigration traditionnels outre-mer se font soit dans le cadre d'un programme gouvernemental, soit sur une base individuelle.

Dans le premier cas, ce sont les gouvernements qui ont la responsabilité de procurer un emploi aux émigrants et qui financent en grande partie les frais de migration de groupes importants de personnes. Dans le second cas, le migrant doit obtenir la garantie d'un répondant dans le pays d'accueil et supporter la charge des frais relatifs à son émigration.

Dès le début des opérations du CIME, en 1952, les dirigeants de cette organisation internationale ont compris le bien qui pourrait résulter pour les migrants et réfugiés « individuels ».

860,000 European migrants and refugees have benefited from a close and fruitful cooperation between the Non-Governmental Organizations and the Intergovernmental Committee for European Migration (ICEM) since 1952. This is a positive balance of action which could be considered as self-sufficient but which, nevertheless deserves a few words of comment to acknowledge the value of the services rendered by men and women of good will have devoted time and efforts to work with the Voluntary Agencies in the whole world.

During the past 25 years, the Intergovernmental Committee for European Migration (ICEM) has performed tasks entrusted by 33 Member Governments, aimed at facilitating the emigration of some 2,250,000 persons to different parts of the world, half of whom were European nationals and the other half refugees originating from Europe, Africa, Asia and Latin America. Nearly one third of them have received a useful assistance from the NGOs collaborating with ICEM :

Aide suisse à l'étranger
American Fund for Czechoslovak Refugees Inc.
American Joint Distribution Committee
American National Committee for Homeless Armenians
Commission catholique internationale pour les migrations
Conseil oecuménique des Eglises
Fédération luthérienne mondiale
International Rescue Committee
Polish American Immigration & Relief Committee Inc.
Service Social International
Tolstoy Foundation Inc.
United HIAS Service
United Ukrainian American Relief Committee

Since the end of World War II, migration movements to the traditional overseas immigration countries have been organized either within the framework of Government-assisted programmes, or as individual migration. In the first instance, the Government of the receiving countries is responsible for the employment of the migrants and also finances to a large extent the cost of emigration of the persons concerned. In the second case, the migrant must himself obtain the guarantee of a sponsor in the immigration country and finance the cost of emigration for himself and his family.

The first ICEM Administration immediately realized the benefits which individual migrants and refugees would desire through an active partnership on an international scale between the ICEM Member Governments and the Non-Governmental Organizations working in the field of migration, it there-

d'une collaboration active, à une échelle Internationale, entre les gouvernements membres du CIME et les organisations non-gouvernementales. Des contacts furent établis immédiatement avec celles-ci et un accord général de coopération fut conclu en 1953, définissant les bases d'une action pragmatique et de relations de travail qui se sont développées avec succès au fil des années.

Grâce à l'action qui s'effectue par l'entremise du réseau international des Agences Bénévoles, les migrants — qu'ils soient des nationaux européens ou des réfugiés — bénéficient d'une aide et de conseils individuels particulièrement utiles lorsque s'imposent des choix parfois dramatiques mais toujours d'une très grande importance pour leur avenir et celui de leur famille.

Par exemple, les ONGs, par l'intermédiaire de leurs représentants dans les pays d'immigration, peuvent trouver un répondant qui accueillera les nouveaux venus et les aidera à s'installer. Ceci est le gage d'une intégration accomplie avec succès.

De cette manière, le migrant ou le réfugié se sent aidé, conseillé, guidé tout au long du chemin souvent difficile, qu'il doit parcourir entre son pays d'origine et le pays où il a choisi d'émigrer. C'est un réconfort moral et une aide matérielle qui comptent beaucoup dans de telles circonstances.

Il existe un secteur où la collaboration entre les ONGs et le CIME a été — et demeure — d'une utilité particulière celui de la gestion des Fonds de prêts aux migrants et aux réfugiés, créés par le CIME. Ces fonds servent à leur accorder des prêts sans intérêt pour financer leur voyage et les frais d'émigration lorsqu'ils ne peuvent bénéficier des facilités accordées dans le cadre des programmes gouvernementaux de migration assistée. Ce sont les Agences bénévoles qui expliquent les termes et conditions d'octroi aux intéressés, établissent les documents nécessaires et perçoivent les sommes remboursées, pour le compte du CIME. Ainsi s'opère un roulement de fonds qui permettent de faire bénéficier en permanence de nouveaux migrants et réfugiés de la même aide financière que celle qui fut accordée jadis à ceux qui les ont précédés outre-mer. En rémunération des services qui lui sont ainsi rendus, le CIME verse chaque année aux Agences bénévoles concernées des contributions « par capita » à titre de participation aux frais d'administration et de compensation aux Fonds pour les frais non-récupérables.

Aujourd'hui, la participation des ONGs au programme de migration de réfugiés demeure d'une importance capitale à une époque où — hélas — des crises internationales se succèdent dans le monde, dont sont victimes des milliers d'êtres humains jetés sur les chemins de l'exode.

Les ONGs font également entendre leur voix dans les assemblées internationales. Elles participent aux sessions du Conseil du CIME, ainsi qu'aux séminaires sur l'adaptation et l'intégration des migrants permanents organisés par le CIME à Genève. Il est indéniable que l'œuvre qu'elles accomplissent a permis aux Gouvernements et aux Communautés — particulièrement dans les pays d'accueil — d'avoir une meilleure compréhension des problèmes et des besoins des migrants, qu'ils soient titulaires d'un passeport national ou d'un titre de voyage de réfugié. Ainsi, l'action des ONGs s'exerce à la fois au plan individuel et au plan collectif, et l'on se doit de reconnaître la grande valeur de cet apport à l'œuvre de solidarité internationale entreprise en faveur des migrants et des réfugiés.

C'est donc avec juste raison et en pleine connaissance de cause, que Mr. John F. Thomas, Directeur du CIME, prenant la parole récemment à une réunion organisée à Copenhague, déclarait que le CIME n'aurait jamais pu accomplir son œuvre en faveur de deux millions de migrants et de réfugiés, depuis 25 ans, sans la collaboration constante et efficace des organisations non-gouvernementales. « Leur force, a-t-il affirmé, (ait la force du CIME) »

fore sought the cooperation of the Voluntary Agencies as soon as it began to operate. In 1952, a general Agreement was signed in 1953, on the basis of which there developed practical and successful working arrangements.

The international network of the Voluntary Agencies bring them into contact with the people applying for migration. Nationals or refugees benefit through this channel of individual aid and counselling which is particularly useful when they have to make a difficult choice, sometimes dramatic but always of great importance for the future of their family. For example, the Voluntary Agencies are in a unique position to provide sponsorships through their representatives in the immigration countries who will also welcome the migrants on arrival in the new country and help them in their resettlement. This aid is an important element of the successful integration of the migrants.

European national or refugee, the people concerned are efficiently and individually assisted by the Voluntary Agencies on the long way between their country of origin and the country where they have decided to resettle. For them it is a moral support and a material aid which is of great importance in these circumstances.

One area in which the Cooperation of the Non-Governmental Organizations with ICEM has been and remains of special value is the utilization of loan funds for migrants and refugees created by ICEM. These funds are used to give interest-free loans to migrants and refugees to transportation and other incidental costs related to their emigration. This applies to persons who cannot avail themselves of facilities granted to persons emigrating under Government assisted passage schemes. The Voluntary Agencies explain to prospective migrants the terms and conditions of the loans, establish promissory notes and collect repayments on behalf of ICEM. The sums re-imbursed are returned to the loan fund so that other migrants and refugees can receive the same financial aid which was previously granted to those who have migrated overseas. ICEM for its part makes per capita contributions to meet the Agencies' administrative costs and to compensate for losses of non-recoverable collections.

The participation of the NGOs to refugee migration programmes remains of paramount importance today when — alas ! — international crisis happening around the world, forces its unfortunate victims to involuntary exodus.

But the NGOs, in the field of international migration, exercise a useful activity in cooperating with governments and international organizations, which has proved to be extremely useful. There is a close cooperation between the Voluntary Agencies and ICEM in matters relating to development of migration opportunities and the promotion of a fuller understanding by Governments and host communities of the special problems and needs of migrants. NGO representatives participate in the work of consultative organs studying migration problems. Meetings are held regularly in Geneva, as well as in countries where the Voluntary Agencies and ICEM cooperate. The NGOs have observer status at the sessions of the ICEM Council, and take an active part in the Seminars for the adaptation and integration of permanent immigrants organized by ICEM.

It is without doubt that NGO action, both at an individual and collective level, has been a considerable asset to the assistance granted to migrants and refugees by the international community in the past twenty-five years.

Thus it was fully justified for Mr John F. Thomas, Director of ICEM, in a recent speech made in Copenhagen, to state that ICEM would never have been able to fulfil its task on behalf of more than 2 million migrants and refugees without the collaboration received from the Voluntary Agencies.

« Their strength », he stated. « is ICEM's strength ».

CONSEIL INTERNATIONAL DES FEMMES

Congrès de Vancouver

Par Maryvonne Stephan

Après un parcours de 4.700 km, en 4 jours et 5 nuits, ponctué par le sifflet joyeux et romantique de la locomotive, le long Transcontinental, parti de Montréal, dépose sa charge devant le décor superbe de Vancouver, glaciers et mer, tours et jardins, au bord du Pacifique.

Le Conseil National des Femmes du Canada avait invité le Conseil International des Femmes à tenir son Congrès triennal dans cette ville du milieu du monde où devaient se réunir du 21 juin au 2 juillet dernier, les membres des Conseils du Canada lui-même, des Etats-Unis et d'Amérique latine, d'Asie (Corée, Japon, Inde, Pakistan, Australie, Nouvelle Zélande, Indonésie, Philippines, Fidji, etc.), de l'Europe libérale, de l'Afrique francophone et anglophone.

Le Commonwealth était amplement présent, solide, efficace, univoque; il importait donc que, dans ce congrès d'une des plus importantes associations féminines internationales, les vues et l'expérience des Conseils francophones, ou utilisant de préférence le français : Grèce, Italie, Suisse, Belgique, France, Allemagne, Colombie, Canada, Cameroun, Liban, Haïti, etc., puissent enrichir la discussion de leur extrême diversité. Ce qui eut lieu. Quant à l'Afrique, aux Africains, la vigueur de leur intelligence et de leurs interventions — la majesté de leurs robes — ajoutent désormais leur utile particularité aux travaux internationaux.

L'Asie, jusqu'aux lointaines Philippines, jusqu'à la Corée, « civilise » toute assemblée par sa finesse, sa discrétion, sa force enveloppée. Le Congrès de Vancouver devait le confirmer. Trois cent cinquante membres du Conseil avaient fait ce lointain voyage, migration triennale, tout d'abord pour se retrouver et, en se retrouvant, reconstituer l'unité de ce vaste corps qu'est le Conseil International des Femmes, fait de 70 cellules éparpillées en ce vaste monde, constater sa vie et sa vitalité, les renforcer, en confirmer l'esprit, les buts, la volonté, éliminer ce qui en gêne l'essor. Les

amitiés renouées, les souvenirs communs, les fêtes, y contribueraient. Des observateurs se trouvaient là aussi : Comités des Femmes soviétiques et hongroises, déléguées de l'Unicef, de la Commission économique pour l'Afrique, d'organisations féminines internationales.

Dans le concret, elles procéderaient, en premier lieu, à l'examen critique de l'activité des 70 Conseils nationaux depuis le dernier Congrès (Vienne 1973); à l'examen de l'activité de ses 14 Commissions internationales (1); de ses groupes régionaux, en particulier le Centre Européen du CIF membre du Collège des ONG du Conseil de l'Europe, en liaison permanente avec les Communautés Européennes. Elles examineraient les rapports de leurs Représentations près les organisations intergouvernementales (Assemblée générale de l'ONU, Conseil Economique et Social de l'ONU — New York et Genève —, Unesco, Unicef, FAO, près la Commission Economique de l'Onu, respectivement pour l'Europe, pour l'Afrique, pour l'Amérique latine, pour l'Australasie et le Pacifique; la participation du CIF aux travaux de la Commission pour le Développement Social et au Comité des ONG pour le Développement; enfin au Programme des Nations Unies pour l'Environnement.

Cette importante équipe près les OIG est animée et coordonnée par Mrs Mary Craig-Schuller McGeachy, ancienne Présidente du CIF.

En second lieu, les congressistes auraient à décider des orientations de l'Association qu'exprimeraient des Résolutions de portée nationale et internationale, comme aussi le « Plan de travail » 1976-1979 de chacune des Commissions internationales dont les projets leur étaient soumis. La finalité du CIF, depuis sa création en 1888 est, tout bien considéré, le progrès, le développement des êtres et des sociétés. Mais à cette époque, s'il s'agissait déjà d'aider la lente et difficile parturition du monde à venir, le CIF porta ses efforts sur le problè-

me enfoui, et à vrai dire inconnu, de la condition féminine (52 % de la population mondiale), dont il dénonçait, non seulement l'indignité, mais l'absurdité philosophique, économique et sociale. L'ONU en proclamant 1975 Année Internationale de la Femme l'a rejointe lors du vote du 18 décembre 1972. Les pionnières du féminisme surent organiser un rassemblement d'énergies féminines — mais non exclusivement — en fondant ses Conseils nationaux constitués d'associations féminines diverses, d'où sa capacité de sonder profondément une importante fraction de l'opinion, à agir sur elle, et par elle sur les institutions. L'architecture de ses Congrès découle de ses buts. De quoi s'agit-il en effet ? D'assurer la bonne montée de la sève populaire », venue des associations de base vers le sommet : gouvernements, ONU et autres OIG par l'intermédiaire des Conseils et Représentations du CIF près ces dernières; en sens inverse, d'assurer la diffusion vers la base, de pensées, programmes, projets, travaux effectués au sommet, mouvement propre à permettre un progrès social, économique, humain. Aussi bien, les Congrès du CIF consistent-ils essentiellement à examiner si cette alimentation et cette circulation se font bien. Son efficacité en dépendant.

Le Congrès de Vancouver prévoyait donc, comme à l'habitude, des réunions des Présidents des Conseils nationaux, des Présidentes des Commissions internationales et des groupes régionaux. L'Assemblée Générale aurait à connaître le résultat de leurs analyses et leurs recommandations. Devant elle également seraient lus outre les rapports de toute Assemblée générale : Rapport de la Présidente internationale, de la Secrétaire générale, de la trésorière, deux des Représentantes du CIF près les OIG; seraient aussi débattus les thèmes du Congrès : (1) Accès des femmes aux postes de responsabilité publics et privés; 2) La femme facteur économique dans la communauté; 3) Jeunes gens et jeunes femmes moteurs

du développement, seraient diffusés et peut-être élaborés de nouvelles conceptions de la femme au plan philosophique, de son image, de son rôle, où se définirait par quelques grandes voix, et s'approuverait, la future politique du CIF.

Les Conseils nationaux opèrent sur deux plans : national et international. Leur tâche première est de participation au progrès national et d'y faire participer les femmes; de faire connaître leur point de vue et celui des associations affiliées, quand l'actualité l'exige, à la presse et au législateur, mais aussi d'étudier les textes parlementaires, d'en introduire de nouveaux. Leur travail international consiste, d'une part, à traiter, au sein des Commissions nationales correspondant aux Commissions Internationales, les sujets inscrits au plan de travail de chacune d'elles. D'autre part, à exploiter et diffuser les documents que leur transmettent les Représentantes du CIF près l'ONU, Conseil de l'Europe, Communautés européennes, etc. Il revient aux Présidentes des Commissions Internationales d'analyser les travaux des Commissions nationales et d'en tirer des conclusions. Par exemple, la Commission d'Action Sociale put, au terme de son examen des travaux des Commissions d'action sociale nationales, sur les - Mesures Pratiques à préconiser au bénéfice des jeunes travailleurs migrants » thème majeur du Plan de Travail 1975-76 de cette Commission, constater que certains pays en voie de développement avaient pris par l'introduction de ce thème, une conscience claire de l'ampleur et de l'importance dans leurs pays respectifs des problèmes de la migration rurale, constitué un Comité ad hoc pour en débattre, suggéré à leurs Pouvoirs Publics certains moyens d'améliorer la situation. La constitution d'un tel Comité fut recommandée à tous les Conseils où les jeunes migrants ne bénéficiaient pas encore d'un train d'aides suffisant, en vue essentiellement de la création d'équipements collectifs et de mesures d'information préalablement au départ (radio) et à l'arrivée en ville. Ces travaux procédaient de recherches sur le terrain, mais aussi de documents intergouvernementaux au sujet des migrants, reçus de New York et Genève; les recommandations de la Commission Internationale d'Action Sociale pouvaient être communiquées aux organes des Nations Unies si on le jugeait utile.

Cet exemple, pris entre plusieurs dizaines, souligne l'interdépendance des organes du CIF et le mouvement décrit plus haut.

La Conférence des Présidentes des Conseils nationaux, présidée par le Dr. Solange Troisier, Présidente du Conseil français, se félicita des résultats, déjà acquis, de l'Année Internationale de la Femme, énorme surgis*

sément, visible de tous, sensible à la conscience d'un grand nombre et qui a définitivement imposé un problème loin d'être résolu. Les Conseils y avaient travaillé et ce travail avait absorbé une partie du triennium écoulé. A côté des bilans positifs : des points faibles : les réticences des jeunes femmes à s'engager bénévolement. « Tout est fait » disent certaines, ou bien elles pensent le travail volontaire, bénévolé, dépassé; ou que le travail rétribué seul à un poids; les ambitions de beaucoup d'autres; l'insuffisance des relations entre grandes et petites associations féminines internationales; la préférence excessive donnée par les Conseils aux travaux d'ordre national, dont pourraient se plaindre les Représentations du CIF près l'ONU; les difficultés financières, etc.

La Conférence des Présidentes des Commissions Internationales (Présidente Mrs. J. Scotford, présidente de la Commission arts et lettres et membre du Conseil néo-zélandais) admettait l'efficacité de l'étude des sujets inscrits dans les Plans de Travail et traités de 1973 à 1976. Ces travaux, en particulier, ont donné aux membres des Commissions des Conseils nationaux et aux Conseils eux-mêmes, une meilleure possibilité d'avoir et d'exprimer une opinion valable sur des questions difficiles tels que le désarmement, la dissuasion, le droit de la mer, l'environnement, l'habitat, les tribunaux familiaux etc.; et donc de justifier l'ambition féminine à participer à l'action politique nationale et internationale à tous les niveaux et dans tous les domaines. Des blocages néanmoins; bien perçus, dus sans doute à l'utilisation abusive des questionnaires, ou trop simples ou trop savants; ou bien au manque de pertinence ou de précision de certains sujets d'étude : d'où moisson moindre. Un document français recommanda d'effectuer un choix sévère des thèmes à traiter, ou mieux l'adoption de 3 thèmes, chacun d'eux pouvant être étudié par un nombre important de Commissions, chacune l'examinant sous son angle spécifique; par exemple : la Prévention, l'Eau; ceci, au lieu des 3 thèmes imposés par chaque Commission internationale, soit au total 3 X 14. De cette méthode pourrait sortir 3 ouvrages de synthèse susceptibles de compléter les études faites par les Nations Unies sur les mêmes thèmes. Le CIF œuvrerait ainsi selon l'esprit des textes régissant le Statut Consultatif I de collaboration avec l'ONU dont il bénéficie. Il en sortit une expérience. La Conférence des Présidentes des Commissions internationales proposa avec succès à l'Assemblée Générale d'adopter un thème qui sous-tendrait tous les Plans de Travail et en ceux-ci tous les sujets où il serait applicable. L'ONU semblant devoir proclamer 1979 Année Internationale de l'En-

fant, le Conseil International se propose de contribuer à cette Année par l'intermédiaire des travaux de ses Commissions, qu'un Comité de rédaction, dirigé par Mrs. Scotford, constituera en ouvrage pour la fin 78 au plus tard.

Les Groupes régionaux avaient également confronté leurs expériences. Le CIF accorde une considérable importance à ces Groupes, chacun d'entre eux ayant des problèmes spécifiques graves, que seuls les Conseils nationaux d'une seule région, aidée directement ou indirectement, par les organismes régionaux intergouvernementaux et leurs gouvernements respectifs, peuvent tenter de résoudre. C'est pourquoi le CIF a organisé dans les toutes dernières années un certain nombre de Séminaires régionaux : Yaounde, Lima, Sydney, etc. et prépare celui qui aura lieu en novembre 1976 à Freetown Sierra Leone. Un Groupe régional des Amériques fut mis sur pied. Sa première réunion aura lieu en 1977.

L'Assemblée Générale, de son côté, poursuivait ses travaux. Elle avait écouté les rapports de son bureau et aussi de ses représentations, pris note des analyses des conférences des Conseils, Groupes régionaux et Commissions, examiné les projets de résolutions.

Pourquoi ne pas parler de l'intime satisfaction et de l'encouragement des congressistes qui parcoururent les deux gros volumes des Résolutions du CIF prises depuis 1888, rassemblées par Mrs Munro du Conseil Sud-africain, en constatant la constante modernité. Sur quoi allait porter le prochain effort ?

Mme Helvi Sipilä, Secrétaire Générale adjointe de l'ONU pour le Développement et les Affaires humanitaires (elle a autrefois rempli d'importantes fonctions dans le Conseil), et qui était venue de New York à Vancouver malgré la grève d'Air-Canada, en car par conséquent depuis Seattle, fit un remarquable exposé sur les conséquences de l'Année Internationale de la Femme et la nécessité, au plan social, national et international, de travailler et de veiller à la réalisation du « Plan d'Action » élaboré par la Conférence de Mexico : le programme des Conseils devrait lui être lié pour la décennie à venir et tout au moins jusqu'à 1980 date d'une deuxième Conférence intergouvernementale avec participation des ONG, qui fera suite à celle de Mexico. Proposition retenue. Mme Sipilä souligna l'ignorance où l'on est encore des relations exactes entre la condition féminine et la situation du monde, ses problèmes de population, de nutrition, de santé, d'agriculture, d'environnement, etc.; l'étude en sera confiée à l'International Research and Training Institute for the Advancement of Women; l'Inter-

dépendance des facteurs est, en tout état de cause, devenue évidente. A sa suite, l'Assemblée Générale entendit Mme Esmeralda de Cuevas, ancien Ministre et ancien Ambassadeur de Colombie près l'ONU; le Sénateur H.Z. Benitez des Philippines qui voit le milieu féminin devenir une force, à mettre au service du développement féminin et l'énorme effort Tsanga, Ministre des affaires sociales du Cameroun, Mme Hamm pour l'Europe.

De leurs propos naissait une vue plus claire de rétendue du gâchis des ressources humaines dû au sous-développement féminin et l'énorme effort attendu des femmes elles-mêmes, des associations féminines et autres ONG, des organisations inter-gouvernementales, des gouvernements, pour remédier à une situation millénaire et responsable d'une partie des maux actuels. - Notre passivité, dit l'une des oratrices, serait de participer à l'éclosion des maux du futur ». Ce ne doit pas, pour autant, faire de la femme un être unidimensionnel, de travail hors foyer cette fois, comme elle l'a été pour la majorité des cas, dans son univers domestique d'autrefois. Faire d'elle-même une harmonie, mettre de la grâce sur la vie, demeurent l'un de ses devoirs. Tout ceci est relié à une recherche au plan profond comme à l'organisation des sociétés. Les discours, les réunions convergeaient vers de nouveaux espoirs, de nouvelles prises de conscience et de responsabilités; le CIF espère pouvoir mettre à la disposition des nations et OIG la compétence des femmes, là où elle est particulière et profonde, spécifique. Il appelle toutefois ses membres à parfaire leur éducation politique et plus particulièrement leur formation en politique internationale, en économie; comme à élever constamment leur niveau professionnel, afin d'être aptes à occuper les postes de responsabilité qu'ils revendiquent, mais plus encore à participer aux débats les plus graves. Car le CIF croit que les femmes y mettront un poids de sagesse, de volonté de paix, susceptible d'emporter certaines décisions parmi les plus importantes. Il veut, en outre, augmenter le nombre de ceux, valables et désintéressés, qui se mettent au service du monde.

Des Résolutions adoptées, citons-en quelques unes. Elles concernent le nouvel ordre économique mondial (ses finalités), le droit de la mer, la nationalité des femmes mariées et des enfants adoptés, le statut souhaité des femmes chefs de famille, l'éducation aux problèmes de l'environnement, l'action anti-porno et anti-prostitution, le viol, la ratification de Conventions internationales (Convention de Genève contre la traite des êtres humains et la prostitution — liée au crime et à la drogue —), et autres instruments internationaux, les cargaisons dangereu-



WHO

ses, la pollution, les prisonniers politiques, la solitude, le recyclage des femmes, etc.

Les Plans de Travail des Commissions concernent, entre autres sujets : l'eau, l'abus des médicaments, les maladies de l'enfant et ses problèmes sociaux, les migrations internes et externes, le droit d'asile, l'humanisation des hôpitaux, les mesures propres à organiser une vie familiale et de travail intégré, l'image de la femme, le désarmement, l'aide au développement, l'exploitation des océans, etc. Les élections avaient eu lieu. La Présidente, internationale du CIF, Mme le Dr. M. Dolatshahi devenue Ambassadeur d'Iran à Copenhague, ne pouvait cumuler les deux fonctions. Lui a succédé la Princesse Prem Purachatra, de Thaïlande, auparavant Vice-Présidente d'Honneur du CIF. On notait le nombre important de postes confiés aux Asiatiques, à l'Afrique, aux Amériques.

Tout était fait de ce qui était à faire. Chacune portait alourdie de projets, reliée aux autres par ces projets. Le CIF venait de faire une sorte de cure qui lui promettait une nouvelle jeunesse.

On était allé à Victoria capitale de la Colombie britannique, à trois heures de bateau de Vancouver; pris le petit Royal Hudson Steam Train pour visiter les fjords, joui de la chaude hospitalité canadienne, dîné ensemble, échangé des cadeaux, fait des emplettes, activités classiques sans lesquelles il n'est pas de Congrès, et l'on quittait le magnifique campus de l'Université qui l'avait abrité.

Le Congrès était fini; le prochain aurait lieu au Kenya.

(1) Relations Internationales et paix (la première créée en 1889). Lois, Education, Economie, Santé, Environnement, Habitat, Mass Media, Migration, Action sociale, Travail et Emploi, Arts et Lettres, Famille et Enfant.

par Jean-Paul Harroy

Professeur à l'Université de Bruxelles

Après avoir, pendant des milliers de siècles, connu, en tant qu'espèce, une totale sécurité de survie, seuls des accidents locaux — guerres, épidémies, famines — faisant parfois disparaître dans la douleur des communautés il est vrai importantes, l'humanité se trouve actuellement confrontée avec des menaces toutes nouvelles capables de mettre en question son existence même, ou tout au moins de provoquer des situations catastrophiques qui tue-

un demi-siècle à un rythme croissant le milieu naturel dont et dans lequel vivent les hommes du Tiers Monde, peuvent continuer à s'aggraver selon le rythme en exponentielle qu'ils connaissent depuis quelques décennies et conduire à des situations de crise très graves. Le déboisement finira par priver de bois, notamment de bois de feu, des populations intertropicales incapables de s'en passer. L'érosion de leurs sols mènera à la famine de nombreux pays du Tiers Monde. L'aridification s'accroîtra chassant de leur habitat actuel les habitants des zones pré-désertiques. Maintes autres ressources s'épuiseront, tant renouvelables — faune sauvage, baleines, poissons de mer — que non renouvelables : pétrole, minerais. Tandis qu'en régions industrialisées, des pollutions pourront atteindre des seuils intolérables : atmosphère, eaux douces, eaux marines, côtières, radioactivité dans le milieu, bruit, enlaidissement du cadre de vie, stress, entassements urbains, et tant d'autres.

La lutte contre ces dangers peut parfois être livrée efficacement au niveau national : protection des sols, des forêts et des eaux, campagnes d'épuration de l'eau douce et de l'air, élimination des excès de bruit, aménagement rationnel du territoire, etc. Mais il est d'autres périls parmi les plus graves que seule une action politique à l'échelle planétaire, ou à tout le moins largement internationale, pourrait écarter. On songe évidemment en premier lieu au désarmement nucléaire. Des menaces « science-fiction », comme les dégagements excessifs de CO₂ par les combustions des industries, des villes et des engins de transports, ne pourraient à leur tour être atténuées que par des mesures adoptées au niveau mondial. Enfin, sur le plan des réalités incontestables, l'accord international constitue la condition sine qua non pour que des processus récessifs délétères puissent être enrayerés sinon redressés. On n'en veut pour preuve que les nombreuses conférences convoquées par l'ONU depuis quatre ans sur des thèmes comme l'Environnement (Stockholm) où l'on a beaucoup parlé Baleine notamment, la Population (Bucarest), le Droit de la Mer (Caracas, etc.), l'Alimentation (Rome),

WHO/B. RI



raient des centaines de millions d'humains tout en compromettant pour longtemps la « qualité » de la vie de tous les autres.

Le péril peut-être le plus grave correspond à l'entassement, chaque année plus démesuré, de bombes nucléaires. D'autres dangers dénoncés par des experts relèvent peut-être de la science-fiction, mais peut-être pas : altération de l'atmosphère, échauffement général suffisant pour provoquer la fonte des calottes glaciaires, élever le niveau des océans et inonder tous les habitats humains de localisation côtière, etc. Enfin, sous l'effet d'un surpeuplement démentiel, les actuels appauvrissements et pollutions, dont pâtit depuis

l'Habitat humain (Vancouver), auxquelles on peut ajouter quatre CNUCED (la dernière à Nairobi) et l'actuelle laborieuse conférence Nord-Sud (Paris). Pour que ces luttes nécessaires, à ampleur planétaire, puissent s'amorcer et réussir, il faudrait que l'Humanité dispose de trois atouts : des instances internationales conscientes du danger et politiquement efficaces, des gouvernements à leur tour conscients du péril et prêts à sacrifier au bien mondial quelques bribes de souverainetés nationales, et enfin des opinions publiques également conscientes de ce qui les menace et prêtes, elles aussi, à certains sacrifices indispensables, de comportement comme de fiscalité. Si elle veut éviter les zones de crises catastrophiques dès la fin du présent siècle — vingt ans, c'est vite passé — l'Humanité doit absolument pouvoir compter au plus vite sur ces trois atouts que vient de définir le paragraphe précédent.

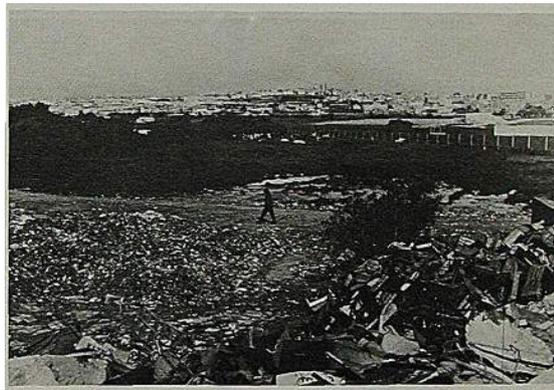
Or, que voyons-nous ? Alors que les nationalismes et le jeu nuancé des « blocs » rejettent très loin l'espoir d'une opinion publique mondiale, on sait combien insouciantes se montrent encore la plupart des opinions nationales envers les dégradations que subit leur environnement avec une rapidité et une gravité croissantes. Les masses rurales du Tiers Monde courent à la famine sans s'en douter, sauf — mais on les rassure en affirmant que leurs souffrances sont purement accidentelles et passagères — là où, comme au Sahel, les catastrophes ont commencé. L'opinion nord-américaine est probablement la mieux sensibilisée, avec celle de l'Europe septentrionale. Les O.N.G. nationales jouent un rôle très important dans cette sensibilisation : dans le n° 2-1976 d'Associations Internationales « (pp. 78 et seq.) nous avons eu l'occasion de commenter à ce propos le rapport qu'avait rédigé pour les Communautés Européennes un groupe de travail animé par le Professeur Marc Pierini.

Après ce constat de grande carence des opinions publiques face aux exigences de la sauvegarde de l'environnement — malgré les efforts de quelques ONG nationales spécialisées — on en vient tout naturellement au second volet de notre triptyque des gouvernements conscients du péril et prêts à sacrifier au bien mondial quelques bribes de souverainetés nationales. A nouveau, que voit-on ? A peine une petite vingtaine de gouvernements, ceux-là même des pays où l'opinion est alertée, sont devenus « environnement-minded », mais encore le sont-ils surtout dans les limites de leurs frontières nationales, où ils peuvent espérer que leurs actions d'épuration, impopulaires et coûteuses,

auront quelque efficacité. En dehors de leurs frontières, sauf des actions très régionales comme celles de l'Europe des Communautés, ces gouvernements aimeraient probablement voir se signer des conventions à l'échelle mondiale, mais leur bonne volonté, leur propension à la concession sont malheureusement découragées par l'accueil, mélange d'incompréhension pour le vrai problème et d'hostilité systématique, à leurs propositions, qu'ils reçoivent de la part de l'immense majorité des autres gouvernements du monde.

Et ce raccourci nous conduit tout droit au dernier panneau du triptyque des instances internationales conscientes du danger et politiquement efficaces. L'échec à peine camouflé de tant de grandes conférences : Population, Droit de la Mer, Alimentation, Habitat, Commerce et Développement et autres en vue d'un nouvel Ordre mondial, plus juste, peut laisser sceptique quant à l'efficacité politique de ces énormes assises. Ces dernières, qui coûtent très cher, commencent malheureusement à perdre de plus en plus

UN



de temps en début de leurs sessions à discuter de problèmes politiques contingents, avant d'entrer dans le vif du sujet qui les a rassemblées. Puis, après des affrontements stéréotypés entre représentants de pays riches et représentants riches de pays pauvres (auxquels depuis peu s'ajoute le point de vue des producteurs de pétrole), les derniers jours et surtout les dernières nuits de ces conférences sont employés à maquignonner une cote de compromis mal taillée, qui renvoie à d'autres calendes la solution des grands problèmes mais permet à chacun de ne pas perdre la face sur le moment. Des conférences précitées, la plus utile fut probablement celle de Stockholm



1972 sur l'Environnement, où quelques volontés communes s'expriment sur d'importants points de détail, et dont naquit le P.N.U.E. (Programme des Nations Unies pour l'Environnement) qui a fixé sa base à Nairobi et doit encore faire ses preuves. Et des critiques formulées ci-dessus : délibérations longuement déviées de leur objet par des exigences politiques particulières incapables posés à l'humanité en péril, la plupart peuvent de plus en plus être également adressées aux conférences générales des agences spécialisées des Nations Unies concernées qui devraient logiquement appréhender et surtout commencer à résoudre ces problèmes.

Prochainement se tiendra à Genève sur l'initiative de l'U.A.I. un colloque important relatif à l'avenir des associations (OING) transnationales dans la perspective d'un nouvel ordre mondial.

Dans le cadre de réflexions qui est ici le nôtre, la conviction naît aussitôt que si les responsables politiques au plus haut niveau de l'avenir de la Planète marquent à l'égard des périls urgents à combattre une telle insouciance ou une telle incapacité, c'est parce que manquent désespérément une ou plusieurs associations (OING) capables d'imiter efficacement les ONG nationales qui ont, dans une vingtaine de pays, réussi à conquérir une certaine influence politique amenant leurs dirigeants à agir davantage pour empêcher la détérioration de l'environnement du pays. Ces OING devraient parvenir à se charger d'assez de force politique pour pouvoir influencer ces « responsables au plus haut niveau » et les amener à prendre en réelle considération leur cri d'alarme : L'Humanité est menacée de catastrophes. Que faites-vous pour nous en préserver ? Jusqu'ici, rien... ».

Les associations (OING) qui se préoccupent des divers aspects de la dégradation de l'environnement (y compris de celle de la qualité de la vie) et des mesures aptes à redresser la situation, sont de divers ordres, mais aucune ne paraît disposer d'un poids politique suffisant pour provoquer l'adoption à l'échelle mondiale de l'une ou l'autre des mesures dont l'efficacité eût pu être démontrée.

On sait qu'une « nuisance » ne peut être maîtrisée que si sept phases successives ont été couvertes correctement : l'étude du mécanisme exact de la nuisance, celle des effets dommageables de celles-ci sur l'Homme, la mesure de son extension, l'évaluation du coût que paie la société du fait de cette nuisance, la mise au point de techniques de nature à contrer la nuisance, la connaissance du coût de la mise en œuvre de ces techniques et

enfin, phénomène finalement essentiellement politique, la prise de décision, le passage à l'exécution avec les financements, les organisations, les contrôles et éventuellement les sanctions nécessaires. Des associations (OING) à caractère scientifique, dont beaucoup se retrouvent dans l'UISB (l'Union Internationale des Sciences Biologiques), font progresser les connaissances dans les quatre premières phases, celles du diagnostic du mal, mais avec davantage d'attention aux deux premières d'entre elles, le mécanisme de la nuisance, dont connaissent principalement les écologistes, et les effets de celle-ci sur l'Homme, où le médecin et l'hygiéniste tiennent probablement le rôle primordial.

Un second groupe d'associations (OING), à caractère davantage technique, se soucie alors des modes de lutte à mettre en œuvre (outillages épurauteurs, etc.) pour combattre les nuisances, la possibilité d'en standardiser l'emploi, celle de créer des réseaux transnationaux. Accessoirement, elles couvrent aussi la phase six, celle de l'appréciation des coûts de mise en œuvre. Mais à nouveau leur poids politique, capable de peser pour que leurs recommandations soient suivies d'effets, reste faible ou nul. Exemples de ces organisations : une I.A.W.P.R. (International Association on Water Pollution Research) ou un W.E.R.C. (World Research Environment Center).

Enfin, pratiquement sans partenaires, se retrouve le tandem UICN-WWF (Union Internationale pour la Conservation de la Nature et de ses Ressources, Fonds Mondial de la Nature connu par son sigle anglais World Wildlife Fund), fraternellement associés avec des sièges contigus à Morges (Suisse), seuls groupements internationaux non gouvernementaux à se soucier globalement et exclusivement des effroyables menaces pesant sur l'Humanité du vingt-et-unième siècle. Qui connaît ces deux institutions sait que, malgré leurs mérites, elles disposent d'un potentiel de Pygmée pour affronter une cohorte de géants. Déjà le fait que l'UICN — jugée s'occupant de problèmes — dont les gouvernements avaient à prendre la charge — a toujours vécu dans l'impécuniosité depuis ses débuts en 1948, n'obtenant que rarement du mécénat des appuis appréciables, est un indice de ce que l'Humanité menacée n'a pas reconnu en elle le seul organe transnational qui se consacre actuellement à provoquer des coups d'arrêt à ces processus mortels dans lesquels le monde se trouve entraîné. Inutile, dès lors, d'ajouter que le poids politique de l'UICN est dérisoire, que son incidence sur les tout grands problèmes se limite à l'énoncé périodique de quelques recommandations sans lendemain, que ses meilleures réussites ne concernent que des aspects mineurs

d'une tâche immense qu'il lui est impossible de seulement ébranler. De son côté, le succès nettement plus convaincant du W.W.F. est à son tour significatif. Tel qui refuse de distribuer quelques fractions de sa richesse à l'UICN, qui besogne au sauvetage

acceptera de signer un chèque pour sauver de l'extinction le Panda, le Rhinocéros ou la Vigogne. La sentimentalité à l'égard du Bébé-Phoque ou d'un sympathique lémurien malgache, déclenche des générosités que ne provoque pas la raison lorsqu'il s'agit de la survie du genre humain. Pour des centaines de projets spécifiques concernant des espèces menacées et, notamment, l'instauration de sanctuaires naturels assurant leur protection, le W.W.F., en une dizaine d'années, a distribué près d'un milliard de francs belges. C'est beaucoup en regard de ce dont a disposé l'UICN pendant la même période. C'est peu, comparé à ce que dans ce seul secteur de la faune menacée il y aurait comme autres actions de conservation à entreprendre de toute urgence. C'est surtout tragiquement peu si l'on admet que cette conservation — nécessaire — de la faune n'est qu'une très petite facette du problème global qu'il nous incombe de résoudre en quelques décennies.

De ce qui précède, une conclusion pessimiste se dégage, qui s'inscrit exactement dans le cadre du colloque U.A.I.

Les responsables au niveau mondial de l'avenir de la Planète sont, par leur ignorance parfois, par les priorités politiques qui les contraignent surtout, à mille lieues de se préoccuper d'un péril mortel qui menace à brève échéance des centaines de millions d'humains dont le sort est entre leurs mains.

Les dirigeants de la plupart des pays, tout comme ceux des mécanismes internationaux, font quotidiennement la preuve de leur insouciance à l'égard de ce péril et de l'absence de toute pression qu'exerceraient sur eux les futures victimes de ces catastrophes, pour les contraindre à quitter cette insouciance. Les agences spécialisées des Nations Unies, les gigantesques conférences des dernières années ont, elles aussi, fait la preuve de leur échec à prévoir lucidement autant qu'à faire agir en cette matière de salut public mondial.

Il ne resterait donc qu'aux victimes actuelles, du Sahel par exemple, et potentielles — la planète entière est concernée — de trouver le moyen de se liquer en une association (OING) puissante, capable de convaincre ou d'exiger.

Formuler l'idée déclencher de prime abord comme toujours le reproche d'utopie.

Et pourtant ce serait la dernière chance.

CEEIM

EEISM

UN CENTRE EUROPEEN
D'ETUDE ET D'INFORMATION
SUR LES COSIETES MULTINATIONALES

Par Rik Vermeire

Directeur



Introduction

Les sociétés multinationales ne sont pas une création du XXème siècle. Elles ont pourtant connu, depuis deux décennies, un développement spectaculaire, et ont contribué, dans une très large mesure, à l'internationalisation des économies. L'exportation de capitaux et de techniques industrielles par leur intermédiaire a succédé à la simple circulation des marchandises comme fonction dominante d'échange. Ce phénomène peut notamment s'expliquer par le mode de développement de l'entreprise multinationale qui s'implante dans les marchés où elle peut vendre ses produits et, en même temps, s'installe dans les pays où se trouvent les matières premières à exploiter. Cette internationalisation non seulement des modes de production concerne non seulement les pays développés mais aussi les pays en voie de développement. Elle constitue une forme primordiale de la mondialisation des affaires.

La poursuite probable de ce processus revêt, pour l'économie mondiale de demain, une importance considérable.

L'entreprise multinationale influence et ressent en même temps, par interaction, la nature et les tendances fondamentales d'une société en mutation. Elle se voit ainsi confrontée simultanément :

- aux réalités économiques : inflation, chômage, crise monétaire, sous-développement, efforts d'industrialisation, transfert de technologies, recherche d'une croissance équilibrée, intégration économique régionale, élaboration d'un nouvel ordre économique international, etc.
- aux structures et réalités politiques et sociales : Etats-nation, régions, organisations économiques et politiques internationales, partis politiques, syndicats, critiques des structures sociales traditionnelles, nouvelles aspirations démocratiques, etc.

Introduction

Multinational corporations' are not a 20th century creation. However for the past two decades they have seen spectacular development and have contributed largely to the increasing internationalisation of economic life.

Their transfer of capital and industrial technologies across national boundaries has taken the place of the simple buying and selling of goods as the main activity of trade. This can be explained mainly by the manner in which the multinational corporations have developed, choosing markets where they can sell their products and settling in countries where there are raw materials to be transformed. Thus the internationalisation process involves both industrial and developing nations. In fact it is at the root of the world growth of business.

International corporations influence and are sensitive to the basic trends in a changing world. Thus the multinationals see themselves as simultaneously confronted by :

- economic reality : inflation, unemployment, monetary crisis, underdevelopment, industrialisation programmes, technological transfer, attempts at balanced growth rates, integration of regional economies, the elaboration of a new international economic order, etc.
- political and social structures and realities : nation-states, regions, international economic and political organisations, political parties, trade unions, critics of the traditional social structures, new democratic aspirations, etc.

In the opinion of many specialists, this reciprocal influence between a rapidly changing society and the multinational corporation is still not, in many of its aspects, well known. Therefore it is no surprise that this state of affairs gives rise to emotional, even heated, reactions both for and against the multinational corporation.

Cette influence réciproque entre la société contemporaine en rapide évolution et l'entreprise multinationale est, de l'avis de nombreux spécialistes, encore mal connue dans beaucoup de ses aspects. M n'est donc pas surprenant que cette situation ait déclenché des réactions émotives, voire passionnelles, aussi bien contre l'entreprise multinationale qu'en sa faveur. L'insuffisance d'information et d'une connaissance approfondie concernant les interférences entre sociétés multinationales et le cadre économique et social actuel justifie une initiative visant à apporter des réponses aux questions posées. C'est dans cet esprit que s'est créé le Centre Européen d'Etude et d'Information sur les Sociétés Multinationales.

La finalité du C.E.E.I.M.

La C.E.E.I.M. vise à mieux faire comprendre le phénomène de la multinationnalité de l'entreprise, dans un monde en mutation, par les milieux spécialisés et l'opinion publique. Pour répondre à son objet, le C.E.E.I.M. est destiné à développer et promouvoir une réflexion qui porte d'une façon générale sur :

- les apports et les méfaits de l'activité des entreprises multinationales; les avantages et les menaces qui en résultent;
- la nature de leurs structures et leurs mécanismes de développement;
- leur impact dans les domaines politique, économique, social et culturel;
- les effets de la mise en place progressive de politiques et d'institutions nationales et internationales régulatrices de leurs activités.

Chacun de ces points fait l'objet, sur le plan national et international, non seulement d'un examen des faits et des tendances mais aussi d'une analyse causale et prospective.

Son origine

Depuis quelques années, des personnes aussi bien que des organismes privés et publics se consacrent à l'examen de problèmes propres aux entreprises multinationales tels que les mouvements de capitaux et les investissements, la fiscalité, le transfert de technologies, le commerce international, l'emploi, la politique sociale.

Simultanément naît, dans plusieurs pays, le besoin d'une réflexion fondamentale plus globale prenant en considération les défis de notre temps.

C'est pour étudier le phénomène de la multinationnalité de l'entreprise et ses conséquences que Nestlé Alimentana a voulu promouvoir la création du Centre Européen d'Etude et d'Information sur les Sociétés Multinationales et en assurer, dans un premier temps, son financement, étant entendu que le Centre est autonome.

Le caractère européen, l'autonomie et la vocation de carrefour de réflexion et d'action sont les traits essentiels du C.E.E.I.M.

* Européen : le C.E.E.I.M. aborde le phénomène de la multinationnalité de l'entreprise à partir de l'étude de la réalité des sociétés multinationales européennes. Ce choix s'explique, en premier lieu, par la constatation de la diversité des entreprises multinationales à travers le monde et par l'impossibilité de s'engager dans une recherche exhaustive. Il se comprend, en second lieu, par la possibilité du C.E.E.I.M. d'accéder aux informations en provenance de sociétés multinationales européennes.

Toutefois, le C.E.E.I.M. oriente aussi ses recherches dans un cadre plus large que l'Europe en se penchant sur les activités

The shortage of information and in-depth thinking concerning interrelations between multinational corporations and economic and social frameworks justify an initiative aimed at furnishing answers to the questions posed.

It is against such a background that the European Centre of Study and Information on Multinational Corporations was established.

Its objectives

The E.C.S.I.M. aims at improving the understanding of meaning and implications of multinational corporations in a changing world by both specialised circles and public opinion. In order to achieve its objectives, the E.C.S.I.M. plans to develop and promote thinking on :

- the positive and negative effects of multinationals' activities; resulting opportunities and threats;
- their structure and mechanisms of growth;
- their impact on political, economic, social and cultural areas;
- the effects of the progressive introduction of policies as well as national and international institutions regulating their activities.

Everyone of these items will be examined in the light of facts and trends and also be subject to causal and prospective analysis, both at a national and international level.

For some years individual people, as well as private and public bodies, have been looking into problems relating to multinational corporations. These include subjects such as the movement of capital and investment, taxation, the transfer of technologies, international trade, employment and social policies. The need of a fundamental and wider-meaning reflection that takes into account the challenges of the present age was realised at the same time in several countries.

It is with this background that Nestlé Alimentana decided to promote the foundation of the E.C.S.I.M. and to guarantee it with financial aid from the outset, being understood that the Centre is autonomous.

Description

The dominant traits of the E.C.S.I.M. are its European character, its autonomy, and its vocation as a meeting point for thought and action.

* European : the E.C.S.I.M. is European in the way that it tackles the phenomenon of multinationality by taking the European multinationals as a starting point. This choice has been made firstly by the impossibility of carrying out research of an exhaustive nature and bearing in mind the diversity of multinational companies across the world. Secondly, it is understandable in view of the opportunity the E.C.S.I.M. has in obtaining data originating from the European multinationals. European, because it concentrates more particularly on the study of European multinational corporations. The E.C.S.I.M.,

de ces entreprises dans tous les continents où elles les exercent.

• **Autonomie** : Organisme autonome par rapport à ses sources de financement et aux entités qui l'encouragent, le C.E.E.I.M. n'est, en aucun cas, un centre de relations publiques et encore moins de publicité en faveur des sociétés multinationales. Son autonomie, qui doit assurer sa crédibilité, se traduit dans la composition de ses organes (Conseil d'Administration, équipe de collaborateurs, Comités d'Etudes) et s'exprime dans sa vocation de carrefour de réflexion et d'action.

• **Carrefour** : Le C.E.E.I.M. recherche la collaboration des personnes et organisations qui, à des titres variés, se préoccupent de l'activité et de l'évolution des entreprises multinationales. Toute conception philosophique, politique ou idéologique doit pouvoir s'exprimer en son sein pourvu que l'échange et la confrontation des opinions soient acceptés comme outils de la recherche.

Ouvert à tous les concours, le C.E.E.I.M. a néanmoins sa personnalité propre. Il se reconnaît dans toute prospection ayant comme prémisses :

- la reconnaissance de la démocratie politique et économique;
- la nécessité d'une plus grande solidarité internationale;
- la primauté de l'homme sur l'économique;
- la prédominance de l'intérêt général sur l'intérêt particulier;
- la responsabilité sociale de l'entreprise, privée et publique.

Son expression

La réalisation de l'objet du C.E.E.I.M. s'exprime par :

- la rédaction et la diffusion de textes, la publication de livres, brochures, rapports, documents et informatipns se rapportant à ses études;
- l'organisation de colloques et de conférences;
- l'établissement de contacts suivis avec les milieux politiques, économiques, syndicaux, professionnels, universitaires, à l'échelle nationale et internationale;
- l'instauration de liens avec les organismes et institutions d'autres continents qui s'occupent des entreprises multinationales. Ceci, pour deux raisons : d'une part, pour éviter les doubles emplois, au niveau de l'étude, d'autre part, pour élargir et approfondir la réflexion et l'action. •

however, directs its research in a framework larger than Europe, taking into account activities of these companies in all continents concerned.

* **Autonomy** : organised to be independent, by agreement with its financial backers and other supporters, the E.C.S.I.M. is, by no means, a public relations organisation and is still less an advertising organisation promoting multinational corporations. Its autonomy, which must ensure credibility, is expressed in its various components (board of directors, working team, study committees) and is shown in its vocation as a meeting point of thought and action.

* **Meeting Point** : the E.C.S.I.M. is open to cooperation from all individuals and organisations concerned with the activity and evolution of multinational corporations. Every philosophical, political or ideological conception can be expressed, provided the exchange and confrontation of opinions are acceptable as tools of research.

Open to all areas of thought, the E.C.S.I.M. nevertheless has a personality of its own. In its research it is characterised by the following tenets :

- the recognition of political and economic democracy;
- the need for greater international solidarity;
- the prime place of Man in the economy;
- that general interest should be placed before individual interest;
- the social responsibility of the company in both private and public enterprises.

Ways and means

The E.C.S.I.M. achieves its goals by :

- the writing and distribution of articles, the publishing of books, brochures, reports, documents and other information resulting from its studies;
- the organisation of discussions groups and conferences;
- the establishment of close contact with political, economic, trade union, professional and academic circles at national and international levels;
- the forging of links with bodies and institutions concerned with multinational corporations in other continents. This is for two reasons : on the one hand, to prevent duplication at study level and on the other hand to enlarge and deepen both thought and action. •

Dénomination	<i>Centre Européen d'Etude et d'Information sur les Sociétés Multinationales</i>	Conseil d'Administration	<i>Composition actuelle :</i> <i>MM. P. Liotard-Vogt :</i> <i>MM. G. Altweg :</i> <i>MM. R. Vermeire :</i>	<i>Président</i> <i>Vice-Président</i> <i>Administrateur</i>
Title	<i>European Centre of Study and Information on Multinational Corporations</i>			
Sigle /Logo	<i>C.E.E.I.M. / E.C.S.I.M.</i>	Collaborateurs	<i>M. Rik Vermeire :</i> <i>Melle Antonietta Coni :</i> <i>M. Eneko Landaburu :</i>	<i>Directeur</i> <i>Information</i> <i>Etudes</i>
Adresse	<i>Avenue Adolphe Lacombé 66-68</i> <i>(Boîte 6) 1040 Bruxelles</i> <i>Téléphone: 02/735.24.48</i>			

* Il n'existe pas de définition unique et admise de l'entreprise ou de la société multinationale. Dans un premier temps, il peut suffire d'admettre que sa nature essentielle réside dans le déploiement de son activité dans plusieurs pays, bien que sa direction générale soit située dans un pays donné, le plus souvent désigné : pays d'origine. Nous retiendrons aussi comme autre caractéristique la grande taille de l'entreprise. Le terme même de « multinational » ne fait pas l'accord général. Parmi d'autres expressions retenues, signalons : « sociétés transnationales », « firmes multinationales », « entreprises multinationales », « entreprises internationales », voire « sociétés supranationales ». Le choix, ici, de la formule « sociétés multinationales » s'explique par la constatation que ce terme est le plus communément utilisé.

* There is no single definition of « multinational corporation or enterprise ». However its basic characteristic is the deployment of its activity in several countries, but with overall control in one, usually called country of origin. Another feature is its large size. Even the element « multinational » is not a standard expression. Among others are : « trans-national corporation »; « international corporation »; and even « supra-national corporation ». The term « multinational corporation » is used here simply because it is the most usual.

LA CITI :
CONFEDERATION
INTERNATIONALE DES
TRAVAILLEURS
INTELLECTUELS

par Claude-Laurent Genty

Secrétaire général du CIEPI



Ce qu'est la C.I.T.I.

La C.I.T.I. est composée de Fédération professionnelle internationale, de Confédérations nationales ou de Comités nationaux d'entente de travailleurs répondant à la définition ci-dessus et même, provisoirement, de collectivités intellectuelles autonomes, à la condition de ne pas être dissidentes des grandes organisations déjà affiliées. Elle respecte l'autonomie de tous les groupements affiliés.

La C.I.T.I. est aussi un organe de documentation technique et sociale, et de coordination.

Elle veut aider l'action syndicale et intersyndicale des travailleurs intellectuels salariés et indépendants pour tout ce qui est exclusivement du domaine des intérêts propres au Travail Intellectuel.

Le but de la C.I.T.I.

Le but de la C.I.T.I. est d'assurer la défense du Travail Intellectuel sous toutes ses formes, afin de réaliser l'amélioration générale des conditions morales, sociales et économiques de la vie professionnelle des travailleurs intellectuels indépendants et salariés (article 1^{er} de ses statuts). En particulier, la C.I.T.I. s'efforce :

- 1) de sauvegarder, par son action sur le plan international, les intérêts communs à tous les travailleurs intellectuels;
- 2) d'encourager le développement de la culture et de l'éducation permanente, et de faciliter les échanges internationaux de personnes et d'œuvres.

Pour atteindre ces objectifs, la C.I.T.I. favorise :

- la création des Organisations Nationales de Travailleurs Intellectuels et leur adhésion à la C.I.T.I.;
 - l'action des Organisations membres en ce qui concerne les problèmes de caractère international, la diffusion parmi elles de toute documentation sur les questions les intéressant, et leur représentation sur le plan international.
- La durée de la C.I.T.I. est illimitée. La C.I.T.I. s'interdit toute action d'ordre politique, idéologique et confessionnel.

L'histoire de la C.I.T.I.

Fondée en 1923, la C.I.T.I. avait été reconnue par la Société des Nations et le Bureau International du Travail comme étant l'Organisation la plus représentative du Travail Intellectuel. C'est ainsi qu'elle avait son siège en territoire jouissant de l'extraterritorialité diplomatique à l'Institut de Coopération Intellectuelle de la S.D.N. à Paris.

- Un Travailleur Intellectuel est celui dont l'activité exige un effort de l'esprit, avec ce qu'il comporte d'initiative et de personnalité prédominant habituellement sur l'effort physique ».

Définition adoptée par le Congrès de la C.I.T.I. de Paris en 1952.

Dès 1924, la C.I.T.I. obtint une représentation au sein de la Commission de Coopération Intellectuelle de la S.D.N. En mai 1927, le Conseil d'Administration du Bureau International du Travail (B.I.T.) décida la création d'une Commission consultative des Travailleurs Intellectuels, composée d'experts, dans laquelle la C.I.T.I. avait obtenu cinq sièges. La C.I.T.I. a adopté dans ses Congrès d'avant 1940 (vienne 1926, Paris 1927, Varsovie 1928, La Haye 1929, Londres 1930, Bruxelles 1931, Paris 1932, Genève 1933, Londres 1934, Bruxelles 1935, Genève 1936, Paris 1937, Helsinki 1938) des résolutions qu'elle a portées à la connaissance des Pouvoirs Publics, dans chaque pays, par le canal des Organisations affiliées, et directement devant les Organismes officiels internationaux. La C.I.T.I. avait également constitué une Conférence permanente avec les Fédérations internationales professionnelles; aujourd'hui, elle les admet dans son sein.

En 1940, la C.I.T.I. se vit obligée d'interrompre son activité, mais, dès la fin des hostilités, plusieurs de ses anciens militants rétablirent le contact entre eux, et décidèrent, en octobre 1948, de reconstituer la C.I.T.I., en constatant que les circonstances qui l'avaient faite créer en 1923 étaient toujours valables : les travailleurs intellectuels salariés d'une part, même organisés syndicalement, n'ayant plus d'organisation coordinatrice propre

* C.I.E.P.I. : Comité Interprofessionnel Européen des Professions Intellectuelles.

au Travail Intellectuel et se trouvant noyés dans la masse des autres travailleurs; les travailleurs intellectuels non salariés, d'autre part, restant isolés du monde du travail. Une Conférence internationale réunie en mai 1949 des représentants d'une vingtaine d'Organisations de Travailleurs Intellectuels de divers pays, de trois grandes Fédérations internationales professionnelles, et ceux des Gouvernements et des Ambassades de dix-huit pays; l'O.N.U., le B.I.T. et l'U.N.E.S.C.O. y étaient représentés.

La Conférence décida que le Secrétariat International serait reconstitué et que la C.I.T.I. de France, qui l'avait dirigé de 1923 à 1940, en serait de nouveau chargée.

Comme suite à cette Conférence, un Congrès d'information eut lieu à Genève en octobre 1949; et, en juin 1950, se tint dans cette même ville une seconde réunion d'information qui permit de dégager un certain nombre de principes destinés à reconstituer la C.I.T.I. sur des bases nouvelles. En janvier 1952, une nouvelle Conférence internationale des Travailleurs intellectuels, qui s'est transformée en Congrès de la C.I.T.I., a été clôturée par la mise au point de ses statuts et l'élection de son Comité. En mars 1955 a eu lieu une Assemblée Générale-Congrès au siège de l'U.N.E.S.C.O.; cette manifestation consacra la renaissance de la C.I.T.I. dont le cinquantenaire fut célébré à Paris, en 1973, au cours d'une Assemblée Générale Extraordinaire. La signature, le 25 mars 1957, du traité de Rome, instituant la Communauté Economique Européenne, dont l'un des objectifs a l'égard des professions indépendantes, libérales et intellectuelles instaurait la liberté d'établissement et la liberté des services, amenait la C.I.T.I. à tenir à Berlin son 29^e Congrès en octobre 1959. Des résolutions et des vœux importants, engageant l'avenir économique, social et culturel des professions libérales et des professions de la création intellectuelle, furent adoptés et adressés aux plus hautes instances nationales et internationales.

Le Congrès de Berlin a été le point de départ d'actions qui, aujourd'hui encore, ont leur prolongement au sein de la C.I.T.I. et des Organisations nationales adhérentes.

Les Reconnaissances officielles de la C.I.T.I.

La C.I.T.I. collabore avec les Organisations Internationales : O.N.U., U.N.E.S.C.O., O.I.T., Conseil de l'Europe. C.E.E., ainsi qu'avec les Organisations régionales intergouvernementales et les autres Organisations

internationales non gouvernementales (O.I.N.G.).

En particulier, la C.I.T.I. est inscrite au Registre du Secrétariat Général de l'O.N.U., comme Organisation non Gouvernementale internationale; elle bénéficie du Statut consultatif de l'U.N.E.S.C.O. et de celui du Conseil de l'Europe. Elle est admise comme Observateur à la Commission consultative des Employés et des Travailleurs Intellectuels du Bureau International du Travail.

Elle possède également le statut d'« Observateur » :

- auprès du Comité exécutif de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (Union de Berne);
- auprès du Comité intergouvernemental créé par l'article XI de la Convention universelle sur le droit d'auteur, révisée en 1971;
- auprès du Comité intergouvernemental institué par l'article 32 de la Convention internationale pour la protection des artistes interprètes de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (Convention de Rome).

La place qu'occupe aujourd'hui la C.I.T.I. parmi les grandes Organisations Internationales

La C.I.T.I. conserve un caractère particulier : celui de ne grouper uniquement que des travailleurs intellectuels qui doivent établir entre eux une solidarité de défense et promouvoir ensemble les moyens de développer la Culture intellectuelle.

En tant que travailleurs ils ont à se défendre, comme les autres travailleurs, contre tout avilissement de l'exercice de leurs professions et de leurs conditions matérielles. Ils doivent revendiquer leur place dans la hiérarchie des valeurs et faire respecter leur dignité de travailleur quel que soit leur employeur.

En tant qu'intellectuels ils ont à se défendre contre toute atteinte à leur droit moral, à l'indépendance de leur pensée et au caractère spirituel de leur travail.

A la C.I.T.I. une profession intellectuelle est défendue par l'ensemble des professions intellectuelles. Il y a, en effet, un intérêt certain à étudier, d'abord entre travailleurs intellectuels qui ont une mentalité et des affinités voisines, les grands problèmes que pose l'actualité économique et sociale.

La C.I.T.I. s'est donnée une mission, celle de sauver l'intelligence dans un climat qui est surtout utilitaire, de préparer un avenir meilleur de vérité, de justice et de paix. Elle veut conserver à chacun son libre arbitre, signe d'in-

dividualisme en même temps que de liberté.

La C.I.T.I. se place ainsi aux côtés des organisations syndicales dont elle respecte scrupuleusement les prérogatives, toujours soucieuse de prolonger leur action. Elle est, au surplus, le défenseur naturel des intellectuels indépendants dont le rôle capital dans la société moderne est de plus en plus gravement compromis par leur isolement et l'insécurité qui en découle.

L'action de la C.I.T.I.

L'activité de la C.I.T.I. est consacrée à l'étude des conditions du Travail intellectuel et des conditions morales et matérielles des Travailleurs Intellectuels.

C'est ainsi qu'elle se préoccupe de la défense des droits généraux et moraux: Charte Sociale Européenne; de la défense des droits en matière de propriété intellectuelle : droit d'auteur, droit de suite, droit des savants, brevets d'invention, etc.; de l'équivalence des diplômes universitaires; de la réglementation et de l'exercice des professions intellectuelles, libérales et techniques. Elle assure la coopération intellectuelle internationale afin de faire occuper aux travailleurs intellectuels la place qu'il leur revient dans la Société moderne. Elle étudie et coordonne l'action de l'ensemble des travailleurs intellectuels auprès de l'O.I.T., de l'U.N.E.S.C.O. et du Conseil de l'Europe.

Elle cherche à créer une solidarité intellectuelle entre Travailleurs intellectuels salariés et travailleurs intellectuels indépendants.

Elle recherche une collaboration directe avec les Centrales syndicales internationales et nationales, notamment en ce qui concerne les revendications des travailleurs intellectuels salariés. Elle organise un Centre international de documentation technique et sociale en vue de coordonner et d'harmoniser les revendications des travailleurs intellectuels. Elle se met au service des différents groupements d'intellectuels afin de procéder à des enquêtes pour pouvoir leur fournir la documentation nécessaire à leur action. Elle appuie par des résolutions toute initiative d'intellectuels en vue de la sauvegarde de leurs droits moraux et de leurs intérêts matériels légitimes les plus divers.

Enfin, elle travaille à la pacification du monde par le développement de la culture, l'éducation populaire, les échanges intellectuels des personnes et des œuvres, la compréhension mutuelle :

« Se connaître pour se comprendre, se comprendre pour s'entendre ».

Liste des candidats-membres à la cooptation

Faruk BERKOL
(Turquie)



Secrétaire Général Adjoint, Coordon-
nateur des secours en cas de catastro-
phes aux Nations-Unies.

Emmanuel COPPIETERS
(Belgique)



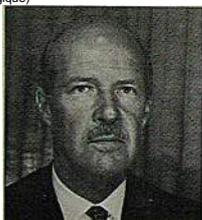
Directeur Général de l'Institut Royal
des Relations Internationales.

Christian DE LAET
(Canada)



Adjunct Professor in Science and
Human Affairs, Concordia Univer-
sity, Montreal.

Theodore d'OULTREMONT
(Belgique)



Chef du Protocole à l'Office européen
des Nations-Unies à Genève.

Jacques FREYMOND
(Suisse)



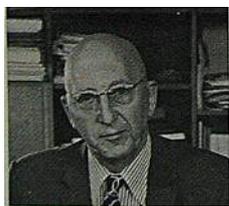
Directeur de l'Institut Universitaire de
Hautes Etudes Internationales.

Joseph HANSE
(Belgique)



Président du Conseil International de
la langue française. -

Arthur HAULOT
(Belgique)



Commissaire Général au Tourisme,
Ancien Président de l'Union Interna-
tionale des Organismes Officiels de
Tourisme, Président de l'Organisation
mondiale du Tourisme.

Robert HENRION
(Belgique)



Ancien Ministre des finances, Profes-
seur à l'Université Libre de Bruxelles.

Roger MEHL
(France)



Professeur à l'Université de Strasbourg.

Miss Elizabeth PALMER
(UK)



General Secretary, World Young Women's Christian Association.

Cyril RITCHIE
(UK)



Executive Director of the International Council of Voluntary Agencies.

Mlle Moryvonne STEPHAN
(France)



Présidente de la Commission d'action sociale du Conseil International des Femmes (CIF) et Présidente de la Commission Internationale de l'Union des Foyers de Jeunes Travailleurs (UFJT).

Dr. Borhan AL DAJANI
(Jordanie)
Secrétaire Général de la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture dans les Etats arabes.

Hendrik BEER
(Suède)
Secrétaire Général de la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge.

H. BENDIMERS
(Algérie)
Ministre plénipotentiaire du Ministère des Affaires étrangères.

Jr. BOURGUIBA
(Tunisie)
Ancien Ministre des Affaires étrangères.

Luis G. DE SEVILLA
(Mexique)
Président de « Peoples for the United Nations », Président Doyen de l'Académie Mexicaine de Droit International.

Mahmoud FOROUGH
(Iran)
Directeur de l'Institut des Affaires internationales du Ministère des Affaires étrangères d'Iran.

Robert JUNCK
(Autriche)
Professeur d'université et Auteur.

Abdul MADJID
(Algérie)
Conseiller à la Présidence.

Auguste VANISTENDAEL
(Belgique)
Président de Caritas Catholica.

La Vie Des Associations

Inter-organisational action L'action interorganisationnelle

- A new structure for central volunteer committees of the International Planned Parenthood Federation will go before the Governing Body for approval. These committees lay down Federation policy and supervise its management* The following central committee structure was recommended following a special meeting of the Management and Planning Committee on 27 and 28 July: « A Members' Assembly, meeting every 3 years, formed of one representative from each FPA; a Central Council (replacing the present Governing Body), which will meet every year and direct the policy of the Federation; an Executive Committee (replacing the M & P Committee) consisting of the following honorary officers: The President of the IPPF, the Chairman of the Central Council, the Treasurer and a Vice-chairman of the council from each region (two from each of the double regions).
- La CCI a créé une Commission des Pratiques Déloyales. Des précisions à ce sujet ont été rendues publiques par le Secrétaire Général le 2 mars, alors que s'ouvrait à Lima la Session 1976 de la Commission des Nations-Unies sur les Sociétés Transnationales. Le premier Président du nouvel organe est Lord Shawcross, avocat britannique et ancien Ministre d'Etat.
- A la suite de nombreuses démarches entreprises depuis mai 1974, le Comité régional de l'OMPSA (l'Organisation Mondiale pour la Promotion Sociale des Aveugles) pour les affaires africaines a obtenu en été 1976 le statut d'observateur auprès de l'Organisation de l'Unité africaine. En faisant entendre directement sa voix aux hautes instances des pays africains groupés au sein de l'OUA, le Comité sera ainsi en mesure d'encourager tes gouvernements à attacher une attention plus profonde aux problèmes culturels, économiques et sociaux que rencontrent les aveugles du continent et de développer la coopération avec l'OUA sur le plan technique et matériel.
- The Airport Associations Coordinating Council (AACC) held its 21st meeting in Madrid on June 12, 1976, under the chairmanship of Mr. Norman Payne, President of WEAAs and Chief Executive of the British Airports Authority. The Council expressed its satisfaction with the strengthening of wor-

News From Associations

king relationships between AACC and IATA. A top-level meeting held in Geneva on March 26 laid the groundwork for future effective collaboration between the two organizations on matters of mutual interest. These included: 1) night curfews and operational restrictions at airports; 2) forecasting and consultation for airport planning purposes; 3) airport construction costs; and 4) traffic peaks at airports. Steps are now being taken to begin discussions on these topics.

* Au début de 1976 l'Association catholique internationale pour la radio et la télévision et l'Union catholique internationale de la presse ont ouvert un bureau commun UNDA-UCIP à Ibadan, Nigeria, sous le patronage de Monseigneur F.A. Job, évêque du lieu. Le Secrétaire du nouveau Bureau est M. Emmanuel Makinde.

* Le Comité du Conseil des Nations Unies chargé des organisations non gouvernementales a accordé le 15 avril 1976 le statut consultatif à cinq organisations:

le Comité européen des matériels de génie civil; le Comité européen de fabricants de conteneurs; l'Institut ibero-américain du droit aéronautique et de l'espace et de l'aviation commerciale; le Conseil mondial de coopératives d'épargne et de crédit; et le Mouvement de développement mondial.

* Dans les conclusions de sa deuxième session, tenue à Genève du 6 au 14 avril, la Commission paritaire de l'Organisation Internationale de Travail sur la fonction publique a tenu compte d'une déclaration de politique dans laquelle la Confédération mondiale des organisations de la profession enseignante demandait que la recommandation UNESCO/OIT concernant la condition du personnel enseignant soit plus largement mise en œuvre. La Commission a précisé que l'OIT envisageait de créer une commission paritaire permanente des conditions de travail et de service des enseignants, avec la participation des membres gouvernementaux et travailleurs. Reprenant également un point soulevé par le CMOPE, la Commission a limité « l'obligation d'obéir aux ordres d'un supérieur » aux « instructions concernant le travail officiel de l'administration publique concernée ». Le CMOPE avait demandé en effet comment le devoir d'obéissance, mentionné dans l'un des rapports, pouvait être concilié avec le devoir de l'enseignant, qui est d'en-

seigner selon sa conscience.

• Un stage d'études d'éducation pour un nouvel ordre mondial a eu lieu à Erdiston College, Bridgetown (La Barbade) du 4 au 10 avril, organisé sur le plan international par la Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies (FMANU), avec la collaboration de la Confédération mondiale des organisations de la profession enseignante (CMOPE). En ouvrant les travaux, le Ministre des affaires étrangères, M. George Moe, a souligné la nécessité d'arriver à une plus grande équité entre pays développés et pays en voie de développement, sur le plan tant psychologique qu'économique, dans l'établissement d'un nouvel ordre mondial.

• In March the Latin American Association of Finance Institutions for Development instigated a Working Group to outline a Plan of Action and Strategy for the adoption and execution of the Permanent Integrated System of Education and Training for the Development Bank of Latin America. This was in response to the invitation of the Bank of North-East Brazil, which proposed the System at the Seminar on Human Resources and Training held in Lima in July 1975, and to the offer of collaboration from the German Foundation for International Development (DSE).

Projects /Projets en cours

• A World Directory of organizations concerned with leisure and recreation as basic elements in the quality of life, is a result of the World Leisure and Recreation Association's involvement with Habitat, the United Nations Conference on Human Settlements. Using its present records as a base, WLRA will undertake the preparation of a comprehensive world directory of organizations and institutions concerned with leisure and recreation - governmental, non-governmental, national and international - down to state, province and major city levels. This will be the first time that a directory of this scope has been attempted.

• Une nouvelle norme ISO relatives à la documentation sont parues au printemps. La norme ISO 690 *Documentation - Références bibliographiques - Eléments essentiels et complémentaires* spécifie les éléments qui, dans les références bibliographiques, sont indispensables à l'identification ainsi que les éléments complémentaires

qui peuvent y être adjoints pour Indiquer la nature, l'objet, l'autorité ou la disponibilité de l'ouvrage visé.

* La dernière réunion du Comité Exécutif de l'Union internationale des associations d'alpinisme a décidé de créer un « passeport alpin » pour faciliter une réciprocité généralisée de traitement (taxes) dans les cabanes. Cette réciprocité généralisée remplacera progressivement la réciprocité bilatérale existant actuellement entre quelques associations. Il a été également décidé que le label UIAA, qui existe pour les cordes et les mousquetons, va s'étendre très prochainement aux piolets et ensuite aux baudriers. Ceci intéresse un nombre de plus en plus grand de fabricants, ce qui implique une centralisation de la surveillance pour que les normes exigées soient strictement respectées. L'attribution du label ne peut intervenir qu'après l'envoi des documents voulus à la commission d'agrément (donc au Bureau de l'UIAA qui transmettra).

Anniversaires / Anniversaires

* La Fédération Internationale de Football Association a été fondée à Paris le 21 mai 1904 par les associations nationales suivantes : France (USFA), Belgique (UBSFA), Danemark (DBU), Pays-Bas (NVB), Espagne (Madrid FC), Suède (SBF) et Suisse (ASF). Elle a donc fêté son 72e anniversaire le 21 mai 1976. A l'heure actuelle, elle compte 142 associations nationales affiliées. En outre, 12 associations nationales ont envoyé des demandes d'affiliation. Avec 142 associations nationales membres, la FIFA vient au 3ème rang des fédérations internationales sportives. La Fédération d'athlétisme (IAAF) a 150 membres, la Fédération de basket-ball (FIBA) 143. Viennent ensuite : Tennis de table (ITTF) 126, Volley-ball (FIVB) 120, Tir (UIT) 114, Boxe (AIBA) 112, Tennis (ITF) 103, Natation (FINA) 101, Haltérophilie (IWF) 100. Le Comité International Olympique (ICO) compte 131 pays affiliés.

* 1976 marks the thirtieth anniversary of the reorganization of the International Hotel Association in 1946, following the close of the Second World War. One of the main articles in its founding charter is « to raise the standard and reputation of the international hotel industry ». In the boom years this was accomplished with an increase in membership and in the importance of the tourist industry. In years to come it is to be hoped that this position can be consolidated.

A book entitled International Prisoners Aid Association : Its first 23 Years > has recently been published. It is written by Ruth P. Baker, founder and pioneer executive director of the IPAA, tracing the story of the organization since its birth in 1950.

Personalia

* Le deuxième Congrès statutaire de la Confédération européenne des syndicats, qui s'est tenu à Londres du 22 au 24 avril 1976, a réélu Heinz Oskar Vetter (DGB, Allemagne) comme président, Mathias Hinterscheid (CGT, Luxembourg) a été élu secrétaire général et S.E. Stemer (TCO, Suède) secrétaire général adjoint. Il a été décidé de former un Comité des finances et de gestion générale, composé du président et des sept vice-présidents, ces derniers étant : A. Bergeron (FO, France), G. Debunne (FGTB, Belgique), L. Murray (TUC, Grande-Bretagne), T. Nielsen (LO, Danemark), W. Spit (NKV, Pays-Bas), Bruno Storti (CISL, Italie) et A. Stroer (OGB, Autriche).

* Le Comité directeur de la Confédération européenne de l'agriculture, en sa réunion du 16 décembre 1975, a nommé M. H. Mows conseiller de la CEA en reconnaissance des services qu'il a rendus en défendant les intérêts non seulement de l'agriculture allemande mais avec la même passion ceux de l'agriculture européenne.

* The Board of the International Council for Building Research Studies and Documentation met in London on 11-12 March 1976. Messrs. C. Crappe (INL, Belgium), I. Koizumi (BRI, Japan) and B. Triebel (IFB, Germany FRG) resigned their functions and Messrs. H. Menkhoff (IFB, Germany FRG), Msangani (NHBRU, Tanzania) and K. Shirayama (BRI, Japan) have been coopted until the end of the mandate of the present Board, which is September 1977.

* At a meeting of the Permanent Commission of the Pan American Railway Congress Association held on 8 April, the following Executive Committee was elected to serve until the next Congress : President-General de . Div. Ing. Juan Carlos de Marchi; 1st Vice-President - Ing. Roberta Agostini Centeno; 2nd Vice-President - Doctor Pedro Chiriboga Founes; Secretary General - Ing. Cayetano Marietta Rainieri; Treasurer - Ing. Jose Luis de Pabon.

* Depuis le 1er juin 1976 Jean Bruck a cessé d'exercer ses fonctions de secrétaire général de la Confédération mondiale du travail pour des raisons de santé. Pendant 14 ans, il a consacré son activité à l'épanouissement de la CMT. Par décision du Comité Confédéral, Jan Kulakowski succède à Jean Bruck en tant que secrétaire général, Jan Kulakowski est depuis 25 ans dans le mouvement syndical; sa dernière tâche a été celle de secrétaire de la Confédération européenne des syndicats.

* Le Comité international de la Croix-Rouge réuni en assemblée plénière a élu M. Alexandre Hay Président. Celui-ci a pris ses fonctions le 1er juillet 1976, succédant au Dr. Eric Martin.

* Mr. Derek Harington Hawes retired as Director General of the International Hospital Federation on June 30, 1975. His post has been taken over by Mr. Miles Hardie. At the Federation's Zagreb Congress (June 1975), M. Louis Veyret assumed the Presidency after his two-year term as President-designate. This position has now been taken over by Dr. jur François Kohler, who will take over the Presidency at the Tokyo congress in 1977.

* Le Conseil international de la Musique, créé en 1949, compte 57 Conseils nationaux de Musique et 16 organisations internationales, dont la Fédération Internationale des Musiciens. A l'Assemblée générale de la FIM, tenue à Toronto du 27 au 29 septembre 1975, Yehudi Menuhin, le Président du CIM depuis un certain nombre d'années, s'est retiré et sa place a été offerte à Narayana Menon (Inde). Au Secrétaire général Ladislav Mokry (Tchécoslovaquie) a succédé le Bulgare Dimitri Christoff. L'Assemblée générale a créé un poste nouveau au sein de son organe directeur, celui d'un Trésorier, poste attribué à John Morton, Secrétaire général de la Fédération syndicale des musiciens britanniques et qui est en même temps Président de la FIM.

* Peter Allebeck (Sweden) and Havam Appadurai (Sri Lanka) were elected vice-presidents of Service Civil International on 3rd June by postal vote, to replace Hans Dietz (FRG) and S.A. Seshan (India) whose term of office had expired.

On 19 and 20 June 1976 the SCI International Executive Committee met at the new International Secretariat in Luxembourg. The emphasis was on Europe and Africa, although activities in Asia were also discussed at length.

Membership

* The Executive Committee of the International Seed Testing Association is now composed of 11 members in order to insure a better geographic representation. This number should now remain constant. The Secretariat has been set up in As, Norway, for a seven-year period. Discussion is under way for its transfer to Zurich in 1977. ISTA members now total 56 countries with 126 laboratories and 165 accredited members.

* At the end of February 1976 the radio and television service of the Kingdom of Saudi Arabia took up its entitlement to full membership of the Asian Broadcasting Union, thus becoming the Union's 26th full member.

* ALIDE, the Latin American Association of Finance Institutions for Development, has become an affiliate member of the International Federation for Documentation, through the intermediary of its Centre for Teaching Documentation and Material.

Meeting reports /Comptes rendus

International North Pacific Fisheries Commission. *Symposium on evaluation of methods of estimating the abundance and biological attributes of salmon on the high seas, report*. Vancouver, 24-25 October, 1972. Bulletin No. 32, 284 pages including tables, graphs, charts, maps, diagrams and photos (black-and-white).

Rehabilitation International. *Conférence : « Integration of the severely disabled into the community », report*. Lisbon, 23-27 September, 1974, 467 pages including tables, graphs, diagrams and photos (black-and-white).

Comité International des Poids et Mesures.
63e session, *procès-verbaux des séances*. Sèvres, France, 24-26 septembre, 1974. 2e Série — Tome 42, 174 pages.
64e session, *procès-verbaux des séances*. Sèvres et Paris, 26 mai — 2 juin, 1975. 2e Série — Tome 43, 80 pages.

Institute Centroamericano de Administracion Publica. *Primer seminario regional sobre adiestramiento para el sector publico del istmo centroamericano, informe*. Panama, 2-6 junio, 1975. 366 paginas.

Union Académique Internationale. 49e session, *compte rendu*. Munich, 15-21 juin, 1975. 206 pages.

UNESCO/ICES/SCOR/AFPSO. *7th report of the joint panel on océanographie tables and standards*. Grenoble, France, 2-5 September, 1975. UNESCO technical papers in marine science no. 24, 61 pages, including tables, map and graphs.

Union Médicale Balkanique. *3e congrès interbalkanique d'hygiène — santé publique — épidémiologie, rapport*. Sofia, 22-27 juin, 1975. Dans les « Archives de l'Union Médicale Balkanique », tome XIV, No. 1, janvier-février 1976, 133 pages avec tableaux, graphiques, diagrammes et photos (noir et blanc).

Fédération Internationale des Associations d'Apiculture. *XXVe congrès international d'apiculture, rapport*. Grenoble, France, 8-14 septembre, 1975. Dans « *Apiacta* ». 3/1975, 46 pages avec photos (noir et blanc).

International Federation of Workers' Educational Associations. *Seminar : « The role of adult education and cultural organisations in Europe », report*. Stockholm, 5-10 October, 1975. 55 pages.

International Institute for Peace. *Symposium : « Social aspects of ecology », report*. Bratislava, 17-18 October, 1975. Series : « Peace and the Sciences » No. 2 June 1976, 145 pages including diagrams; English and German editions.

Office International de l'Enseignement Catholique. *Conférence : « La culture africaine, une vocation », rapport*. Accra, 27 octobre — 6 novembre, 1975. Dans le « Bulletin » n° 20, février 1976, 17 pages avec sommaires en anglais et espagnol.

UNESCO. *Consultative meeting : « Marine sciences in the gulf area », report*. Paris. 11-14 November, 1975. UNESCO technical papers in marine science No. 26, 66 pages including charts.

College of Europe. *Symposium : « Education and in-service training of international and European civil servants », report*, edited by Y. Chapel. Bruges, Belgium, 1975. Bilingual English-French, 234 pages.

Confédération Internationale des Cinémas d'Art et d'Essai. *Assemblée générale extraordinaire et ordinaire, rapport*. Cannes, France, 12-24 mai, 1976. Dans le « Bulletin d'Information de la C.I.C.A.E. », 2/76, 43 pages.

International Seed Trade Federation. *18th Congress, report*. Amsterdam, 29 May — 2 June, 1976. In the « Bulletin » No. 36, 43 pages including tables and photos (black-and-white); English and French editions.

Fédération Internationale des Editeurs de Journaux et Publications. *XXIXe congrès, compte rendu et rapports*. Bologna, Italie, 1-4 juin, 1976. Dans le « FIEJ-Bulletin », n° 109, juillet 1976, 34 pages avec photos (noir et blanc).

Preparatory documents/Documents préparatoires

International Organization for Standardization. *Conférence : « Consumer standards today and tomorrow / Normes de biens de consommation aujourd'hui et demain »*. London. 9-10 October, 1976.
— *Summaries of papers to be delivered*. 91 pages; English and French editions.
— *National experiences on the subject of consumer participation in standards work*. 26 pages; English and French editions.

Annual reports and anniversaries/
Rapports annuels et anniversaires

Comité International de la Croix Rouge. *Rapport d'Activité 1975*. 71 pages avec tableaux et photos (noir et blanc).

Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier. *Rapport financier pour l'année 1975*. 48 pages avec tableaux, et graphiques et photos en couleur.

Council for Mutual Economie Assistance. *The Council for Mutual Economie Assistance: 25 years*. 106 pages including tables, clothbound.

Conseil de l'Europe. 20 ans de fonds de rétablissement de Conseil de l'Europe: *Une preuve de solidarité*. Dans « Ici l'Europe », 2/1976, 17 pages avec tableaux, graphique (couleur) et photos (noir et blanc).

Association européenne de libre-échange. *Seizième Rapport annuel, 1975-1975*. 68 pages.

Federacion de Universidades Privadas de America Central y Panama. *Memoria 1975,47* paginas.

Inter-American Development Bank. *Economie and social progress in Latin America — Annual Report 1975*. 420 pages including tables.

Inter-American Tropical Tuna Commission. *Annual Report 1975*. 176 pages including tables graphs, charts and maps; bilingual English-Spanish.

International Chamber of Commerce. *Annual Report 1976*. 42 pages including colour tables, graphs, diagrams and photos; English and French editions.

International Commission for the Northwest Atlantic Fisheries. *Annual Report, Vol. 25, for the year 1974/75*. 116 pages including tables, charts and map.

International Cooperative Alliance. *Report on Activities 1975*. 32 pages.

International Investment Bank. 1975. 24 pages including colour tables, map and photos.

International Tin Research Council. *Annual Report 1975*. 36 pages, including tables, graphs, maps and photos (black-and-white); summaries in English, French, German, Spanish, Italian, Chinese and Dutch.

International Wheat Council. *World wheat statistics 1976*. 71 pages.

OECD Nuclear Energy Agency. *Fourth Activity Report 1975*. 77 pages, including graphs; English and French editions.

World Federation of Jewish Journalists. *Three hundred years of world Jewish press, 1675-1975*. 75 pages.

World Pheasant Association. *Journal 1975-1976*. 144 pages, including tables, graphs, maps, diagrams, line drawings (black-and-white) and photos (black-and-white and colour).

Third IAPCO seminar on professional congress organization



Manila as seen from Fort Santiago.



Philippines rice terraces.

Since 1974 IAPCO has organized two very successful seminars on Professional Congress Organization. As many partici-

thought it only fair this time to choose a venue in that region. We therefore gladly accepted the invitation of the Philippines to host our 3rd Seminar.

Participants in these previous seminars came from the Far East, where it will be held at the Development Academy of the Philippines at Tagaytay City, a new purpose-built training center one hour's drive from Manila. It is situated in wonderful countryside overlooking Lake Taal and its volcanic island.

Basically, this 3rd Seminar has the same set-up and programme as the previous one. As we want to maintain the characteristics of a workshop, no more than 40 participants will be accepted. Experienced experts will lead the discussions dealing both with theory and practice, with emphasis on the latter. Modern audio-visual tools and methods will be used, as a demonstration of their vast possibilities and to increase the impact of the proceedings.

Organising our 3rd Seminar in the Far East is a new challenge for all of us. May it prove to be a stimulating factor in the rapidly developing conference industry in that part of the world.

Defining your objective : what are we talking about ?

The Professional Congress Organizer (PCO) as a consultant.

What does the PCO expect from the client ?

What does the client expect from the PCO ?

Minimum facilities in various types of meeting places.

Language problems; their financial and psychological implications re

- a. interpretation
- b. printed matter
- c. staff

Administrative techniques and procedures.

Book-keeping, allocation of hotel rooms, registration, administrative data re chairmen, rapporteurs, speakers, etc. Computerization.

Documentation as an integrated part of both promotion and production.

The internal organization of the PCO's office.

For further information please contact the IAPCO Secretariat :
1 rue aux Laines, 1000 Brussels, Belgium. Tel. 511.83.96 - 512.54.42.

Social events : the law of leisure.

Some basic rules on set-up and techniques of receptions, excursions, programme for family members.

Finances.

Budgeting and budget control.

Pre-financing.

Grants, loans and guarantees.

Exhibitions as part of an international congress.

Promotion — finances — techniques.

The Scientific Programme :

organizational aspects of the implementation of the programme.

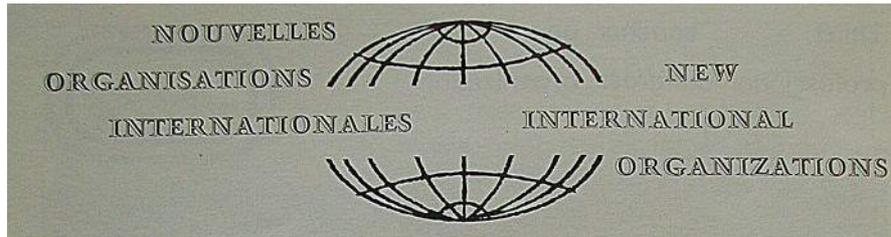
Promotion.

- a. Identifying the market
- b. How to get more congresses
- c. How to get more participants

Definition of the terms applicable to meetings.

The PCO as a manager.

Communication : the tool of leadership.



Andean Group

The creation of an Andean Monetary Fund (FMA), with the main objective of financing the deficits in the balance of payments of the member States of the Andean Group, was agreed at a meeting of the Presidents of the respective Central Banks, with the exception of Bolivia, in Santa Maria, Peru, last February.

The founding document, based on a project drafted by the Junta del Acuerdo de Cartagena, was approved by the Central Banks and will have the status of an international treaty once it is signed by the Governors of the Andean Group.

The FMA will have an initial capital of 300 million dollars, distributed as follows : Colombia, Chile, Peru and Venezuela will each contribute 60 million dollars over 4 years; Bolivia and Ecuador, a 30 million dollar contribution each over 8 years. The choice of a headquarters for the Fund will be decided finally when the international agreement is signed by the governors.

The document constituting d'un Fonds Monétaire Andin a été approuvé au mois de février dernier par les Présidents des Banques centrales des pays membres du Groupe andin, à l'exception de la Bolivie. Le but principal du Fonds sera de financer les déficits budgétaires des pays membres du Groupe andin. Le capital initial est établi à 300 millions de dollars. Le document constitutif prendra effet en tant que traité international dès la signature par les gouverneurs des banques centrales.

Afrique centrale

A la suite d'un accord signé le 3 décembre 1975 par le Cameroun, la République Centrafricaine, le Congo et le Gabon, il a été décidé de créer la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) dans le cadre de l'Union douanière et économique de l'Afrique Centrale. Les statuts ont été approuvés le 30 avril

1976 au cours de l'assemblée générale constitutive à Brazzaville. La Banque a un capital de 16 milliards de frs CFA. Outre les Etats signataires de l'accord du 3 décembre, sont également participants le Tchad et le Koweït ainsi que la Banque des Etats de l'Afrique Centrale et la Banque Africaine de Développement. La direction générale est à Brazzaville. Le Directeur général temporaire est M. Pierre Tchanque (Cameroun).

On 30 April 1976 statutes of the Bank for Development of Central Africa States were approved.

Professeurs d'Italien

L'Association internationale des professeurs d'italien a été fondée à Montecchio-Maggiore (Italie) le 21 septembre 1975, pour répondre à un vœu du Conseil de l'Europe qui désirait voir se regrouper, au sein d'associations internationales, les professeurs enseignant une langue étrangère en Europe, c'est-à-dire autre que la ou les langues nationales. L'AIPI se propose de promouvoir les contacts et la collaboration entre les personnes morales ou physiques s'intéressant à l'enseignement de la langue et de la culture italienne, à tous les niveaux d'enseignement. Le Président est le Professeur H.W. Smith (GB) et le Président honoraire le Professeur A. Ricklin (France). Le Dr. K. Meijer (Pays-Bas) et le Professeur J. Sarda (France) sont respectivement secrétaire et trésorier de l'AIPI. L'association compte actuellement des membres en Allemagne, Fédérale, Belgique, Danemark, France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Malte, Suisse, Yougoslavie (Secrétariat : Dr. K. Meijer, Standermolén 5, Harmelen, Pays-Bas).

The International Association of Teachers of Italian was founded on 21 September 1975 in Italy.

Islam en Afrique

A conference convened by the Rabitah-al-Alam-al-Islam at Nouachkot in

May was attended by representatives of 35 African States. The conference discussed the subjects of education and training of muslim teachers. It made 13 recommendations for establishing schools and institutes. The conference also laid great stress on the teaching of Arabic as a language of both worship and Islamic culture. Fourteen recommendations were made for the teaching of Arabic and the training of Arabic teachers. The conference emphasised the need for the coordination of the various Islamic organisations and recommended the formation of an Islamic Co-ordinating Council for Africa with regional bodies for the Eastern, Northern, Western, Central and Southern Africa. An executive committee for the Council was formed. A la conference des musulmans africains la création d'un Conseil de coordination islamique pour l'Afrique a été décidée.

Sociétés multinationales

Les statuts du Centre européen d'étude et d'information sur les sociétés multinationales ont été publiés au Moniteur belge du 26 février 1976. (Voir nos informations détaillées dans ce numéro, page 522).

A European research and information center on multinational societies has been formed with headquarters in Brussels. (See article page 522).

Télécommunications en Afrique

Intervenant à la 2e Conférence des administrations africaines des télécommunications (Kinshasa, décembre 1975), le Secrétaire Général de l'UIT y retraça les étapes de la création du réseau pan africain de télécommunication. Cette intervention fait l'objet d'un résumé sous forme d'éditorial dans le Journal des télécommunications (publié par l'UIT) d'avril 1976. On ne peut rester indifférent à la lecture d'une histoire relativement courte et cependant tellement significative de l'évolution des relations internationales. Le réseau PANAFTEL ébauché en 1962 est aujourd'hui opérationnel.

La conférence de Kinshasa a fait un pas de plus en décidant la création d'une Union panafricaine des télécommunications. Un groupe de travail a été constitué en vue de définir la forme et le contenu d'une telle Union. A Panafican Union of Telecommunications will be formed within the framework of the International Telecommunications Convention.

Protéines de soja

Créé en 1974 sur le plan français pour étudier les problèmes scientifiques, techniques, documentaires et promotionnels relatifs à l'emploi des protéines d'oléagineux en général et de soja en particulier dans l'alimentation humaine, le GEPS — Groupe d'études des protéines de soja — s'est constitué en association selon la loi française de 1901 en juin 1976. Le président est M. Guy Deneck et le secrétaire trésorier M. Michel Durand. Le GEPS s'était déjà manifesté en 1975 en prenant part à l'organisation de journées d'information sur les protéines d'oléagineux en alimentation humaine et en apportant son concours à l'étude et la préparation de la réglementation française sur l'utilisation des protéines végétales dans les denrées alimentaires. Il vient récemment de créer un symbole, image de marque des protéines de soja. Le siège est établi 5 Bd de Latour-Maubourg, F-75007 Paris. A research group on oleaginous proteins has been set up in Paris.

Habitat

La Conférence des Nations Unies sur les établissements humains qui s'est tenue à Vancouver du 31 mai au 11 juin dernier a adopté la « Déclaration de Vancouver sur les établissements humains » et un programme en 9 points sur la coopération internationale dans ce domaine. Le texte de ce programme comprend une disposition visant à créer une agence ou un organisme des Nations Unies pour les établissements humains. Cette agence ou cet organisme comprendrait un organisme intergouvernemental de 58 Etats au maximum et un secrétariat qui servirait de point de convergence pour les activités des Nations Unies dans le domaine des établissements humains actuellement réparties entre le Département des affaires économiques et sociales à New York et les Programmes des Nations Unies pour l'environnement à Nairobi. Un dixième point du programme, portant sur l'emplacement géographique et le statut de l'organisme proposé, a été renvoyé à la session d'automne de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui prendra une décision finale à son sujet. The programme adopted at the UN Conference on Human Settlements includes the decision to create an UN agency or body for human settlements.

Publications scientifiques

EDITEAST a été fondée à l'occasion d'une réunion de rédacteurs en chef de publications scientifiques qui s'est tenue au Service géologique indonésien, à Bandung en novembre 1975. La réunion était organisée par l'Union internationale des sciences géologiques. Cette association a pour objectif de favoriser une meilleure communication dans le domaine des sciences grâce à la collaboration entre rédacteurs en chef de publications périodiques, notamment revues primaires, collections de monographies et de mémoires, services d'analyse et d'indexation s'occupant de ce type de publications primaires, services de microreproduction périodique de ces mêmes publications et moyens analogues spécialisés dans la diffusion périodique du savoir scientifique. L'Association contribuera également à améliorer la formation théorique et pratique des rédacteurs de publications scientifiques de la région. Contrairement aux associations pré-existantes de cette nature qui font partie intégrante d'un réseau placé dans une large mesure sous l'égide de l'Unesco (Editerra, AESE et Alegeo pour les sciences de la terre, ELSE et CBE pour les sciences de la vie, etc.) la nouvelle association a pour dessein d'étendre son champ d'application à toutes les branches de la science afin de ne laisser de côté aucune activité menée dans la région et d'accueillir des membres représentatifs d'un éventail suffisamment large de disciplines. M. K.A. Townley, P.O. Box 63, O'Connor Act 2601, Australie et M. B. Abbas, LIPI, Medan Merdeka Selatan 11, Jakarta, Indonésie ont été élus respectivement premier président et secrétaire d'EDITEAST. EDITEAST is a new grouping of science editors in South East Asia, founded in Bandung in November 1975.

Transport de valeurs

Les statuts de l'Association européenne du transport et convoyage de valeurs sont publiés au Moniteur Belge du 24 juin 1976. Le siège de cette association est fixé à Bruxelles. Peuvent devenir membres effectifs les sociétés d'Europe occidentale dont l'objet social comprend les transports de valeurs, leur convoyage et l'escorte et qui présentent les garanties morales et professionnelles compatibles avec les buts de l'association. Peuvent devenir membres adhérents les sociétés productrices, en Europe occidentale, de biens indispensables à l'activité des transports susdits, ainsi que le convoyage et l'escorte. La cotisation annuelle des membres effectifs est fixée par l'assemblée générale selon 4 catégories établies en fonction du nombre de véhicules utilisés par les sociétés. Le conseil d'administration comprend notamment : M. Louis Pottier (France) comme président, MM. Carlo Barab-

bino (Italie) et John L. Patoux (Grand-Bretagne) comme vice-présidents, M. Charles Rebmann (Suisse) comme trésorier et M. Jean-Pierre Roose comme secrétaire général. L'adresse de ce dernier est la suivante : Nouvelle Société de Surveillance et de Sécurité, avenue de l'Émeraude 41-45, B-1040 Bruxelles.

Enseignants dentaires

Au cours d'une réunion tenue dans le bâtiment du Conseil de l'Europe à Strasbourg, le 9 décembre 1975, 39 délégués représentant 18 pays européens ont décidé la création de l'Association européenne des enseignants dentaires (AEED). Ont été élus (jusqu'à la prochaine réunion de l'Association en décembre 1976) : Professeur R.D. Farmer (RU) comme président, Professeur H. Sahel (France) comme vice-président, Professeur K.G. König comme secrétaire. L'Association est composée de deux représentants de chacune des associations nationales d'enseignants dentaires dans les pays membres.

A European association of teachers of dentistry has been formed in Strasbourg.

Fruit marketing

IFAP News in its 3,1976 issue announced that a new industry-wide international and non-governmental organization is in the process of being established. The provisional name is: International Norcofel Association (NORCOFEL is the French acronym for fruit and vegetable marketing standardization). At the present stage, the Association is essentially an ad hoc group meeting approximately monthly at the headquarters of OECD in Paris. At their mid-February meeting in Paris, the members discussed early plans and objectives for the Association. It was first noted that there is a gap between day-to-day market information provided by press agencies and other private sources and the quarterly or six-monthly data collated from official sources. In the first case, the information available does not give a global picture; in the second, data is usually somewhat out of date when finally made public and cannot be questioned by officials because it comes from official sources, even though for various reasons, it is not always altogether precise. A suitably conceived industry-wide body could fill this gap and in this respect reference was made to the excellent work of the Liaison Committee for Mediterranean Citrus Fruit which might serve as a model. Dans le domaine de la normalisation dans le commerce des fruits et légumes une nouvelle ONG internationale est en voie de formation. Son titre provisoire est : International Norcofel Association.

Aviation civile arabe

Au cours de sa 14e session qui s'est tenue à Tripoli (Libye) au début de décembre dernier, le Conseil de l'aviation civile des Etats arabes (CACAS) a accepté une offre de participation de l'OACI à une étude de la possibilité de créer un Institut de l'aviation civile arabe. Le CACAS qui comprend maintenant 17 Etats membres, a été institué en 1967 dans le but de développer et d'encourager dans la région la transport aérien intra-régional et international.

A study will be made about the practicability of setting up an Institute for arab civil aviation.

Seafarers' Welfare

Over fifty representatives from a broad cross-section of national and international bodies active in the field of seafarers' welfare, among them : the International Transport Workers' Federation (ITF), the International Christian Maritime Organization (ICMA), the International Council for United Services to Seamen (ISF), the International Labour Office, as well as various national and governmental welfare agencies, shipowners' associations and voluntary organizations, met in London on 18 and 19 May to consider how achieve maximum cooperation and utilization of resources in connection with welfare schemes for seafarers. It was agreed to set up a working group on which the ITF, the ISF, ICMA and the ILO and certain national and governmental agencies and voluntary agencies would be invited to be represented. The group will appoint its own chairman and its secretariat will be provided by the ITF. The main task of the working group will be to consider the establishment of an international body which would pursue the coordination and financing of seafarers' international welfare services and facilities where necessary. The working group will report back to and seek a mandate from its constituent organizations, as well as reporting subsequently to a new international conference to be convened within one year.

Un groupe de travail a été constitué Londres en mai 1976 en vue de développer la coopération entre institutions s'occupant du bien être des marins. Les organisations suivantes étaient représentées à Londres et sont invitées à faire partie du groupe : la Fédération internationale des ouvriers du transport, l'Organisation internationale chrétienne maritime, le Conseil international de coordination des services pour les marins, le Bureau international du travail.

Banana export

On 20 April 1976 the Republic of Guatemala ratified the founding Convention of the Union of Banana Exporting Countries (UPEB), thus becoming the fifth country to do so. The others : Colombia, Costa Rica, Honduras and Panama signed the Convention in Panama City on 17 September

1974. The project to create such a Union was put forward by the Permanent Secretariat of the General Treaty on Central American Economic Integration in February 1974. The aim of the Union is to obtain a more equal economic share in the benefits of banana exportation and to coordinate banana-growing policies among the member countries. At the inaugural meeting, the Costa Rican Minister of Economic Affairs, Industry and Commerce emphasized the link between greater economic control of this basic product and a more balanced and « just » internal development for the countries concerned, which will in turn raise their international status from a past of degrading uncertainty at the hands of exterior commercial forces to one of greater independence. (See also *International Associations*, no. 2 1975 p. 112).

La République de Guatemala en ratifiant la Convention constitutive de l'Union des Pays Exportateurs de Bananes le 20 avril 1976, est devenue le cinquième pays membre de l'Union créée le 17 septembre 1974 à Panama. Les autres pays membres sont la Colombie, Costa Rica, Honduras et Panama. Le projet de fonder cette Union a été élaboré par le Secrétariat Permanent du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale. Le but est d'obtenir une répartition plus équitable des bénéfices sur l'exportation des bananes ainsi qu'une meilleure coordination des politiques entre les pays exportateurs.

Partis libéraux

Quatorze partis d'inspiration libérale se sont réunis à Stuttgart (Rép. Féd. d'Allemagne) et y ont jeté les bases de la première fédération des partis au niveau de l'Europe : la Fédération des partis libéraux et démocratiques de la Communauté Européenne. Cette réunion a également adopté une charte demandant notamment une déclaration des droits de l'homme et des libertés fondamentales directement applicable dans la Communauté européenne, la participation des travailleurs et des cadres à la gestion de l'entreprise, la création d'une banque centrale commune et la mise en commun des réserves comme antidote au chaos monétaire, l'adoption d'un code de bonne conduite pour les sociétés multinationales et nationales. L'objectif le plus immédiat de la Fédération est la

création d'une plate-forme commune en vue de l'élection au suffrage universel du Parlement européen. Un congrès de ratification de la Fédération se tiendra cet automne à La Haye. A Federation of liberal and democratic parties of the European Community will be officially founded next Autumn at The Hague.

Safaris

Le Comité européen de la grande chasse a été fondé en février 1976 à Nice (France) où il aura son siège. Ce comité réunit un certain nombre de personnalités européennes ferventes de safaris et de chasse en Afrique. Son président est le prince Alessandro Borghese (Italie). L'Espagne, la Suisse, la France, l'Allemagne, la Belgique sont représentées dans le comité. M. Jacques Henrijean (Belgique) est vice-président. Le comité se propose essentiellement de contribuer à l'organisation de la chasse, en aidant les autorités responsables à faire respecter les réglementations et en fournissant le moyen aux chasseurs d'Europe de se connaître, de se consulter et d'échanger leurs informations et leurs suggestions. Ceci afin de permettre de moraliser et d'améliorer la grande chasse et de contribuer ainsi à la sauvegarde de la faune et de la nature. Le comité se propose aussi d'aider à l'implantation ou à la réimplantation d'espèces nouvelles dans les pays de grande chasse y compris l'Europe. Avec le concours des gouvernements concernés et des Nations Unies il veut aussi contribuer à peupler d'animaux provenant d'Asie ou d'Afrique des zones du globe dépeuplées, comme certaines régions d'Amérique du Sud.

A European safari committee has been founded in Nice.

New UIA appointment

The Union of International Associations has appointed International Conference Promotions Ltd., London, as marketing consultants. M. Robert Fenaux, Secretary General of the UIA expressed his appreciation and looks forward to a successful collaboration with ICP.

Geoffrey Gray-Forton, Managing Director of ICP, expressed his delight at the appointment, saying how much he had admired the work of UIA over the years. Further information may be obtained from : Geoffrey Gray-Forton, International Conference Promotions Ltd, 52/54, High Holborn, London WC1V.

New International Meetings Announced

Les informations faisant l'objet de cette rubrique constituent les suppléments au « Annual international congress calendar » 16^e édition, 1976.
Le signe * indique un changement ou complément aux informations publiées précédemment.

This calendar is a monthly supplement to information listed in the « Annual International Congress Calendar » 16th edition 1976.
The sign * indicates supplementary information of modification to previous announcements.

1976 Nov 3-5 Dijon (France)
9^e Congrès int NORCOFEL- Normalisation et commercialisation des fruits et légumes : équilibre du marché des fruits et légumes, place des producteurs et de leurs organisations.
Foire Int et Gastronomique, BP 108, Boulevard de Champagne, F-21003 Dijon cedex.

1976 Nov 10-11 Copenhagen (Denmark)
Baltic and Int Maritime Conference. Twice-yearly meetings of BIMCO Executive Committee and BIMCO documentary council. P: 125. C: 15. (YB n° 183)
BIMCO, 19 Kristianiagade, 2100 Copenhagen.

1976 Nov 11-17 Melbourne (Australia)
Australian Telecommunication Corporation and Telecommunications Development Association/Int Advisory Council of the Int Telegraphic Congresses. 8th int teletraffic congress : Application of the theory of probability to the traffic problems of telecommunication engineering and administration. P: 200-250. C: 25-30. (YB n° 4096)
The Secretary, 8th Int Teletraffic Congress, Communication House, 119 William Street, Melbourne 3000.

1976 Nov 13-26 Singapore (Singapore)
1st Asian Pacific congress of pain and anxiety control in dentistry. P: 300.
1st Asian/Pacific Congress, 218 West Street, Crows Nest 2065, NSW, Australia.

1976 Nov 15-18 Liège (Belgium)
European Federation of Chemical Engineering/Association des Ingénieurs Electriciens/Int Association for Hydrogen Energy/CCE/FICB/Société Chimique de Belgique. Journées int d'étude sur l'hydrogène et ses perspectives. (YB n° 720)
AIM, 31 rue Saint-Gilles, B-4000 Liège.

1976 Nov 22-26 Charleroi (Belgium)
Inter-University European Institute on Social Welfare. Session : Professions associated with social welfare.
179 rue du Débarcadere, B-6001 Marcinelle, Belgium.

1976 Nov 22-27 Cairo (Egypt)
Int Co-ordinating Committee for the Presentation of Science and the Development of Out-of-School Scientific Activities. 6th General assembly. (YB n° 1714)
rue de Veeweyde 125, 8te 7, B-1070 Brussels, Belgium.

1976 Nov 23 Hamilton (Bermuda)
Airport Associations Coordinating Council. 22nd meeting. (YB n° 4015)
P O Box 125, CH-1215 Geneva 15.

1976 Dec 1-3 Geneva (Switzerland)
5th Annual Int Finance conference.
Management Centre Europe, Avenue des Arts 4, B-1040 Brussels.

1976 Dec 5-7 Punta del Este (Uruguay)
Latin American Society for Pédiatrie Research. Annual meeting (congress). P: 110. C: 11. (YB n° 2891)
Casilla de Correo 1138, Montevideo, Uruguay.

1977 Jan 6-9 Singapore (Singapore)
South East Asian and Western Pacific regional meeting on sexually transmitted diseases. P: 200.
Singapore Dermatological Society, c/o Middle Road Hospital, Singapore 7.

1976 Dec 7 Monte Carlo (Monaco)
1^{er} Congrès int et européen du contrôle moderne de la douleur.
Exec. Sec. Teh American Society for the Advancement of Anesthesia in Dentistry. Dr A Reyes-Guerra, 475 White Plains Road, Eastchester, New York, USA.

1977 Jan 21-27 Anaheim (Cal. USA)
Int Cooperation Council. World festival « Dynamics of unity and diversity ». (YB n° 1707)
ICC Festival, 8570 Wilshire Blvd, Beverly Hills, CA 90211. USA.

1977 Jan 23-25 San Antonio (Texas, USA)
Int Federation of Beekeepers' Association. Commission d'Economie Apicole

et Commission de Technologie et Outillage Apicole. Symposium sur les technologies modernes d'entretien des colonies d'abeilles.

R Banker, The American Beekeeping Federation Inc, RFD 1 Box 62, Cannon Falls, Minn 55009, USA. (YB no 1867)

1977 Jan 24-28 Strasbourg (France)
Council of Europe. Parliamentary assembly. Session. (YB n° 435)
avenue de l'Europe, F-67 Strasbourg cedex.

1977 Jan 26 London (UK)
Education commission for foreign medical graduates. P: 1800.
Conferences Services Ltd, 43 Charles Street, Mayfair, London W1X 7PB, UK.

1977 Jan 27-Feb 4 Davos (Switzerland)
European Management Forum. 7th European management symposium and the int project exchange : Competing successfully in a world of social and structural changes. (YB n° 2413)
18 Chemin des Hauts Crêts. CH-1223 Cologny-Geneve.

1977 Jan 30-Febr 3 Lille (France)
Centre d'Etudes Techniques de l'Équipement. Séminaire int sur « Managing the metropolis » : la gestion des disparités.
CETE, 2 rue de Bruxelles, Lille, France.

1977 Jan Khartoum (Sudan)
United Towns Organisation. 2^e Colloque préparatoire à la conférence de Dakar. (YB n° 3391)
13 rue Racine, F-75008 Paris.

1977 Jan (Netherlands)
Int Council for Building Research, Studies and Documentation, W54. Meeting :

The sale of research results when projects are completed and the amount and type of communication between the research organization and industry necessary to ensure application. (YB n° 1723)
CIB, Weena 704, Post Box 20704, Rotterdam, Netherlands.

1977 Jan (UK)
Int Council (or Building Research, Studies and Documentation, W52. Meeting for project co-ordinators. (YB n° 1723)
CIB, Weena 701, Post Box 20704, Rotterdam, Netherlands.

1977 Feb 7-10 Berlin (West)
Medcomp 77 - Int congress on medical computing : Aspects of Medical care. Ex.
AMK Berlin, Ausstellungen-Messe-Kongress GmbH. D-1000 Berlin 19, Messedamm 22.

1977 Feb 15-17 Lafayette (Ind. USA)
Federal Highway Administration. Purdue University/Permanent Int Association of Road congresses. Conference on Pavement design and construction of concrete roads. (YB n° 3112)
c/o AIPCR, 43 avenue du Président-Wilson, F-75016 Paris, France.

1977 Feb 18-20 Montreal (Canada)
Int Association of Conference Interpreters. 22nd Assembly. (YB no 1265)
14 rue de l'Ancien Port, CH-1201 Geneva.

1977 Feb 23-25 Singapore (Singapore)
United Nations Economic Commission for Asia and the Pacific / Int Association of Ports and Harbours. Seattle 77 - conference : The dredging and construction of ports for developing countries. Ex. P: 500.

(YB no 4177 / 1329)
INTEC Press Ltd, 3 Station Parade, Whyteleafe Surrey, CR3, OEH, UK.

1977 Feb 28-Mar 4 Cleveland (Ohio, USA)
Int Union of Crystallography. 28th Pittsburgh conference on analytical chemistry and applied spectroscopy. Ex. (YB no 2708)
John E Graham, Program Chairman, Koppers Company inc. 440 college Park Drive, Monroeville, Pa 15146, USA.

1977 Feb 28-Mar 11 Strasbourg (France)
European Commission of Human Rights. 126th session. (YB no 437)
Conseil de l'Europe, F-67 Strasbourg.

1977 Feb London (UK)
Int Association of Professional Congress Organizers. General assembly, p. 1-30. (YB no 1330)
Jean Destree, rue aux Laines 1, B-1000 Brussels, Belgium.

1977 Mar 15-18 Leipzig (Germany Dem Rep)
Scientific Society for Measurement and Automation of GDR/Int Federation of Automatic Control. 2nd Int symposium on discrete systems (theory and design of switching circuits). (YB no 1852)
Kammer der Technik, Wissenschaftlich-Technische Gesellschaft für Mess- und Automatisierungstechnik, 1086 Berlin, PF 1315.

1977 Mar 18-20 Singapore (Singapore)
Rotary Int. District 330. 42nd Annual district conference. (YB n° 3164)
Rotary Club of S'pore West, P O Box 139, Tanglin Post Office, Singapore 10.

1977 Mar 24-25 Bonn (Germany, Fed Rep)
Int Commission for Bee Botany. Symposium int : Recherches sur le nectar et le miellet. (YB n° 1522)
Prof Dr W Klotz, Institut für Angewandte Zoologie der Universität, An den Immenburg 1, D-5300 Bonn.

1977 Mar 28-30 Copenhagen (Denmark)
Int Association for Dental Research. Triennial meeting (Conference on oral biology). (YB no 1118)
Dr Arthur Frechette, 211 East Chicago Avenue, Chicago, Ill. 60611, USA.

1977 Mar 28-31 Zurich (Switzerland)
Int Federation of Forwarding Agents Associations. Spring meetings.
POB 177, CH-8026 Zurich.

1977 Mar 28-Apr 1 Braunlage/Harz (Germany, Fed Rep)
Symposium über das Forachungs- und Entwicklungsprogramm . Korrosion und Korrosionsschutz » (FE-KKs) des Bundesministeriums für Forschung und Technologie.
DECHEMA, POB 970146, D-6000 Frankfurt (M).

1977 Mar 29-30 Oslo (Norway)
Int Council for Building Research, Studies and Documentation, W60. The Performance concept in building. meeting. (YB n°1723)
CIB, Weena 704 Post Box 20704, Rotterdam, Netherlands.

1977 Mar 30-Apr 1 London (UK)
European Federation of Corrosion / Institution of Corrosion Science and Technology. Symposium on corrosion testing and monitoring : Materials selection; prediction of plant performance; design of test rigs; application of N.D.T. : economics present status of on-line-monitoring.
Institution of Corrosion Science and Technology, 14 Belgrave Square, London SW1X 8PS, UK.

1977 Mar 31-Apr 3 Copenhagen (Denmark)
Int Association for Dental Research. Annual meeting. (YB no 1188)
Dr Arthur R Frechette, 211 East Chicago Avenue, Chicago, Ill 60511, USA.

1977 Easter Dakar (Senegal)
United Towns Organisation. Conférence inter-régions africaine : Universalisme et respect des langues maternelles, situation des langues en Afrique et éducation bilingue. (YB n°3391)
13 rue Racine, F-75008 Paris.

1977 Apr 5-7 Manchester (UK)
European Federation of Chemical Engineering/North Western Branch of the Institution of Chemical Engineers. 6th Chemical process hazards symposium, with special reference to plant design. (YB n° 728)
Mr M Kneale, Lankro Chemicals Ltd, Eccles, Manchester M30 0BH, UK.

1977 Apr 5-10 Kyoto (Japan)
Int Society for the Study of the Origin of Life. Planetary congress. P : 300. (YB n° 4099)
Prof Noda, Dept of Biophysics and Biochemistry, the Univ of Tokyo, 7-3-1, Hongo, Bunkyo-ku, Tokyo.

1977 Apr 10-16 Canberra (Australia)
Inter-Parliamentary Union. Meetings of Governing Bodies and Study Committees. (YB n° 2832)
Place du Petit-Saconnex, CH-1211 Geneva 28, Switzerland.

1977 Apr 12-13 Monte Carlo (Monaco)
Int Federation of Association Football. 4e Table ronde int : l'Arbitre et ses problèmes. (YB n° 1856)
11 Hiltzweg, CH-8032 Zurich.

1977 Apr 14-16 Brussels (Belgium)
3e Congrès Français d'Hématologie.
Hématologie UCL, Prof G Sekal, Clos Chapelle aux Champs 30, Be UCL 30.52, B-1200 Brussels.

1977 Apr 15-22 Killamey (Ireland)
World Association of Girl Guides and Girl Scouts. Euroconference 77. (YB no 3469)
Mr JJ Kelly, Federation of Irish Scout Associations, 19 Herbert Place, Dublin 2.

• 1977 Apr 18 Hamburg (Germany, Fed Rep)
Int Association of Congress Centres. General assembly. (YB no 1268)
Palais des Congrès, Coudenberg 3, B-1000 Brussels.



CONGRES
réceptions

lingues, trilingues
partout où l'efficacité
doit être discrète...

...un sourire
**HOTESSES
de FRANCE**

...une organisation

Socofi
Société d'Organisation de Congrès
Français et Internationaux
7, rue Michel-Ange - Paris 16^e
Tél. : 647-92-57 / 525-14-78

CORRESPONDANTS: BARCELONE-HAMBURG-LONDRES-ROME

PUBLICITÉ DELAGE

• 1977 Apr 18-21 Melbourne (Australia)
Int Cargo Handling Co-ordination Association. 13th Biennial General assembly
and int conference. Cargo handling in a world of differing economies.

(YB no 1444)

3001.

1977 Apr 18-22 Copenhagen (Denmark)

European Federation of Chemical Engineering/ Scandinavian Member
societies / Bella-Centret A/S-Copenhagen. 4th Int Scandinavian congress of
chemical engineering. (YB no 726)

Mrs Erika Prins, Congress Manager, Belle Centret, Hvidkildevej 64, DK -

2400 Copenhagen NV.

1977 Apr 20-22 Grenoble (France)

European Federation of Chemical Engineering, Groupe de Travail -
Électricité Statique dans l'Industrie - / Société de Chimie Industrielle de Paris/
Association National pour le Recherche Technique, Paris. 3e Congres int
de l'électrostatique. (YB n° 726)

Société de Chimie Industrielle, 28 rue St Dominique, F-75007 Paris.

1977 Apr 20-27 Jerusalem (Israel)
1st Int conference of scientific editors: Scientific information transfer- the

editors role in tomorrow's world. Ex.

Myriam Balaban, Chairman. P O B 4059, Jerusalem, Israel.

1977 Apr 21-22 London (UK)
European Convention for Constructional Steelwork. Int symposium. P : 500.

(YB n° 699)

Mr DD Hrench, Director. The British Constructional Steel work Assoc
Ltd., Silvertown House, Vincent Square, London SW1P 2PJ, UK.

1977 Apr 21-23 San Francisco (Cal, USA)

American Society of Int Law. Annual Meeting.
Judith R Hall, Administrative Director, ASIL, 2223 Massachusetts Avenue
NW, Washington, DC 20008.

1977 Apr 24-May 7 Vienna (Austria)

Austrian Council for Int Cooperation. Int workshop on 3rd world producers
and alternative marketing organizations. Ex.

David Dichter and Associates, 9 rue de Vermont, CH-1202 Geneva.

1977 Apr 25-30 Nicosia (Cyprus)
Int Federation of Air Traffic Controllers Associations. Cyprus Air Traffic

Controllers Associations. 16th Conference. Aviation, air traffic control,
human and environmental problems. P : 3-400. C : 30. EX. (YB no 1652)

Cyprus ATCA, P O Box 4521, Nicosia, Cyprus.

1977 Apr 26-27 Strasbourg (France)

3rd Charles River int Symposium on laboratory animals : Newer laboratory

animal models in biomedical research.

Charles River Foundation, P O Box 430, Wilmington, Ma 01887, USA.

1977 Apr end Milan (Italy)
European Federation of Chemical Engineering. Symposium on nitrogen oxide

emissions. (YB n° 728)

Associazione Italiana di Ingegneria Chimica. Corso Venezia 16, 1-20121
Milan.

1977 Apr Seoul (South Korea)
Int Committee of Military Medicine and Pharmacy. Int Documentation Office

on Military Medicine. 35th Session : 1) Drug-abuse. 2) Wounds caused by
high velocity small caliber projectiles and their treatment. 3) epidemic he-

morrhagic fever. prophylaxis and treatment. 4) parasitic and veneral dise-

ases in military surroundings. (YB n° 1612)

rue Saint Laurent 79, B-4000 Liege, Belgium.

1977 May 2-6 Columbus (Ohio, USA)
Transportation Research Board, Technical Committee on Skidprevention and

Evenness /Permanent Int Association of Road Congresses. 2nd Int confe-
rence on skid prevention. (YB n°3112)

1977 May 2-7 Singapore (Singapore)
Int Fellowship of Evangelical Students. 3rd Far East regional conference.

P : 400. (YB n° 2048)

Fellowship of Evangelical Students Singapore, c/o Bible House. Armenian
Street, Singapore 6.

1977 May 3-6 Luxembourg (Luxembourg)
Commission of the European Communities. 3rd European congress on in-

formation systems and networks : Overcoming the language barrier. (YB n° 663)

Loll Rolling, Information Management (XIII-B), Commission of the European
Communities, European Centre. Luxembourg.

1977 May 6-8 Utrecht (Netherlands)
European symposium on the evaluation and prospects of European physi-

otherapy. Ex.

Royal Netherlands Industries Fair, Special Events Department, Jaarbeurs-
plein, Utrecht.

1977 May 9-27 Singapore (Singapore)
 FAO, Forest Industries Division, Seminar on storage transport and shipping of wood. P : 180. (YB n° 971)
 Timber Industry Board, 4th Floor Realty Centre, Enggor Street, Singapore 2.

1977 May 10-14 Paris (France)
 Int Commission on Agricultural Engineering, Section IV. 8th Int study days : Distribution and utilization of electricity in rural zones. (YB n° 1548)
 B.B.C. - 8e Journées de la CIGR. BP 5 508, F-75362 Paris cedex 08.

1977 May 11-12 London (UK)
 Institute of Physics, The Materials and Testing Group/Hospital Physicists' Association/ Institute of Acoustics/Institute of Quality Assurance. Meeting on the evaluation and calibration of ultrasonic transducers.
 Meetings Officer, The Institute of Physics, 47 Belgrave Square, London SW1X 8QX. UK.

1977 May 14-18 Montreal (Canada)
 Int Federation of Translators. 8th world congress. P : 750. (YB no 2036)
 Conseil des Traducteurs et Interprètes du Canada, B P 1565, St Laurent (Quebec), Canada H4L 4Z1.

* 1977 May 16-20 Brighton (UK)
 Rubbercon 77 - Int rubber conference. Ex.
 Maclares Exhibitions Ltd, Da vis House, 69/77 High Street Croydon, Surrey CR9 1QH, UK.

1977 May 17-18 Prague (Czechoslovakia)
 Int Federation for Housing and Planning. Standing Committee, Rent and Family Income, meeting. (YB n° 1826)
 108 Avenue du 10 Septembre, Luxembourg. G.D.

1977 May 22-25 London (UK)
 Int lighting conference and trade fair.
 Matthews & Corcoran Ltd, 16-17 Bride Lane, Fleet Street, London EC4Y 8EB. UK.

1977 May 23-25 Tokyo (Japan)
 Int Monetary Conference. 24th Annual meeting. P : 500. C : 20.
 Int Division, the Mitsubishi Bank, 2-7-1, Marunouchi, Chiyoda-ku, Tokyo.

1977 May 23-26 London (UK)
 Commercial, emergency industrial lighting conférence and exhibition.
 Datiste Publication Ltd, Pembroke House, Campsbourne Road, London N8 7DR.

1977 May 25-27 Miskolc-Tapolca (Hungary)
 Hungarian Academy of Sciences, Work-Committee for Flavenoid Research/ Hungarian Chemical Society, Bioflavonoid symposium.
 8th Hungarian Bioflavonoid Symposium, c/o Hungarian Chemical Society, P O Box 240, H-1368 Budapest.

1977 May 30-Jun 2 London (UK)
 British Nuclear Energy Society. Int conference : Ferritic steels for fast reactor steam generators.
 The Conference Office, Institution of Civil Engineers, 1-7 Great George Street, London SW1P 3AA.

1977 May 30-Jun 3 Singapore (Singapore)
 Int Touring Alliance. 79th General assembly. P : 250. (YB n° 2636)
 Automobile Association of Singapore, AA House, 336 River Valley Road, Singapore 9.

1977 May 31-Jun 4 Geneva (Switzerland)
 World Union of Organization for the Safeguard of Youth. 6e Conference int : Les professionnels des actions sociales éducatives dans les interventions en faveur des enfants et adolescents handicapés et défavorisés. (YB n° 3600)
 28 Place Saint-George, F-75442 Paris.

1977 May end Miskolc-Tapolca (Hungary)
 Schmieretechnik und Korrosion im Maschinenbau.
 Gépipari Tudományos Egyesület. POB 451, H-1372 Budapest.

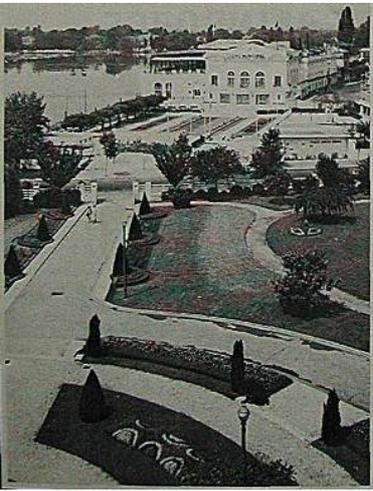
1977 Jun 1-2 Essen (Germany, Fed Rep)
 European Federation of Corrosion/VGB Technische Vereinigung der Grosskraftwerksbetreiber. Conference : Corrosions in power stations. (YB n° 728)
 VGB Technische Vereinigung der Grosskraftwerksbetreiber, Postfach 1791, D-4300 Essen 1.

1977 Jun 2-3 (Canaries Isl. Spain)
 European Confederation of Woodworking Industries. General assembly. (YB no 693)
 36 Avenue Hoche, F-75008 Paris.

1978 Jun 4-9 Budapest (Hungary)
 Federation of Associations of Technicians In the Paint, Varnishes, Enamels and Printing-ink Industries of Continental Europe. 14th Congress : Recent progress in the production, processing and properties of varnishes and paints. (YB n° 929)
 Magyar Kémikusok Egyesülete. - FATIPEC XIV. - Pf 240, H-1368 Budapest.

1977 Jun 6-11 Paris (France)
 Int Kongress uber Wasserstoff in Metallen.
 Institut Supérieur des Matériaux et de la Construction Mécanique, 3 rue Fer-naut, F-93407 Saint Ouen Cedex.

- 1977 Jun 9-14
Singapore (Singapore)
World Association of Girl Guides and Girl Scouts. Int guides seminar . . . Today's guide for tomorrow's world. P: 120. (YB n° 3469)
Singapore Girl Guides Association, 420 Clemenceau Avenue, Singapore 9.
1977 Jun 6-11
- Paris (France)
Int Kongress über Wasserstoff in Metallen.
Institut Supérieur des Matériaux et de la Construction Mécanique, 3 rue Fernand Halnaut, F-93407 Saint Ouen Cedex.
1977 Jun 13-18
- Venice (Italy)
Int Council for Building Research, Studies and Documentation, Steering Group S56, Lightweight Constructions. Symposium: Air supported structures: 1) review of air supported structures, 2) structural design and constructional problems, 3) materials, 4) fire protection, 5) energy aspects, 5) case studies.
(YB n° 1723)
CIB S56 symposium, IOTI - CNR, via Lombardia 49, frazione Sesto Uteriano, 2009S San Giuliano Milanese, Milan, Italy.
1977 Jun 14-18
- Basel (Switzerland)
Pro aqua- Pro vita 77: 7th Int. exhibition and technical meetings for Environmental sanitation: Water- waste water- refuse- air- noise.
Sekretariat Pro Aqua AG, Postfach, CH-4021 Basel.
1977 Jun 19-22
- Copenhagen (Denmark)
European Society of Toxicology. 19th Meeting: 1) Toxicological aspects of food safety, 2) hepatotoxicity of drugs.
Or C Kodel, Med. Biol. Res. Division, Sandoz Ltd, CH-Basel, or A Ravn-Jensen, Dept of Pharmacology, 20 Juliane Maries Vej, DK 2100 Copenhagen.
1977 Jun 20-24
- Copenhagen (Denmark)
European Orthodontic Society. Congress. P: 700. 1) Principles in assessing need for Orthodontic treatment, 2) the role and responsibility of the orthodontist in the care for patients with cranio-facial malformations, 3) mandibular overjet: interceptive and corrective treatment.
(YB n° 829)
OIS Congress Service, Knabstrødsøde 3, DK-1210 Copenhagen K.
1977 Jun 20-25
- Vienna (Austria)
8th Int anesthesia postgraduate course: Anesthesia for diagnostic interventions- preliminary treatment and after treatment - monitoring in anesthesia and intensive care: and a course for nurses and quardians of intensive care units.
Prof Dr O Mayrhofer, c/o Vienna Academy of Medicine, Alser Strasse 4, A-1090 Vienna.
1977 Jun 27-Jul 1
- London (UK)
Comparative Society in Europe / World Council of Comparative Education Societies. 3rd World congress of comparative societies jointly with the 8th general meeting of the comparative education society in Europe. Diversity and unity in education. (YB n° 388)
- Mr Robert Cowen, London Organising Committee for the World Council and CESE, University of London, Institute of Education, 20 Bedford Way, London WC1H, OAL.
1977 Jun 29-Jul 2
- Lyngby (Denmark)
4th Nordic meeting on medical and biological engineering.
DIS Congress Service, Knabstrødsøde 3, DK-1210 Copenhagen K.
1977 Jun
- Caracas (Venezuela)
Caribbean Hotel Association / Caribbean Travel Association. 1st Joint annual general meeting. Ex. (vs no 214/215)
CHA, 1120 Ashford Avenue, Santurce, Puerto Rico 00907.
1977 Jul 4-7
- Tokyo (Japan)
Int Union of Crystallography. 6th Int conference on internal friction and ultrasonic attenuation in solids.
(YB n° 2708)
Prof R. R. Hasiguti, Faculty of Engineering, Science University of Tokyo, Kagurazaka, Shinjuku-ku, Tokyo 162.
1977 Jul 11-14
- London (UK)
Int symposium in dendrochronology in Northern Europe. The Organising Secretary, Symposium on Dendrochronology in Northern Europe, National Maritime Museum, London SE10 9NF, UK.
1977 Jul 11-17
- London (UK)
Int congregational fellowship assembly.
Rev John Travell, 17 Reddons Road, Beckenham, Kent BR3 1LY, UK.
1977 Jul 17-22
- Cambridge (Mass, USA)
5th Int conference on crystal growth.
K Nassau, Bell Laboratories, Murray Hill, NJ 07974, USA.
1977 Jul 17-23
- Strasbourg (France)
Association of Partially or, Wholly French-Language Universities. 2e Rencontre mondiale des départements d'études françaises: Le renouveau des études françaises à l'université: fonctions, contenus et méthodes (expériences en cours et recherches). (YB n° 156)
AUPELF, B P 6128, Université de Montréal, Montréal, Canada H3C 3J7.
1977 Jul 20
- London (UK)
Educational Commission for foreign medical graduates. P: 1800.
Conferences Services Ltd, 43 Charles Street, Mayfair, London W1X 7PB, UK.
1977 Jul 26-29
- Cranfield (UK)
6th Int conference on mechanized information storage and retrieval systems: Characteristics and the use of data banks and data bases.
Cyril Cleverdon, Librarian, Cranfield Institute of Technology, Cranfield, Bedford MK43 0AL UK.



à 11
k

e
n
G
H
i
e
n

S
(30 à
personnes)

G
R
A
N
D

H
O
T
E
L

D
E
S

B
A
I
N
S

*
*
*
*
L

R
e
s

t
a
R
(40
0
per
son
nes
)
D
é
T
O

I
N
T
E
R
N
A
T
I
O
N
A
L
A
S
S
O
C
I
A
T
I
O
N
S
·
1
1
-
1
9
7
6
5
4
9

ELECTROBEL S.A.

Consulting Engineers

place du Trône 1
B - 1000 BRUSSELS
Tel. (02)512.67.00
Telex 21.852

Investigations and surveys
Reports and estimates
Preliminary studies
Complete designs
Contract drawings and specifications
Procurement
Supervision of construction
Construction management
Inspection and acceptance of the
erected works

Steam power plants and gas turbines -
Water resources development -
Nuclear power stations and related facilities -
Power transmission and distribution
networks - Industrial facilities -
City-planning - Civil engineering -
Piping and pipe-lines- Heat
transportation and distribution
networks - Equipment facilities :
industrial plants, hospitals, hotels,
schools, etc...

1977 Jul 30-Aug 6 Reykjavik (Iceland)
World Esperanto-Association. 62nd World congress. (YB n° 3399)
176 Nieuwe Binnenweg, Rotterdam 3002, Netherlands.

1977 Aug 10-12 Amsterdam (Netherlands)
Int League Against Epilepsy. 13th congress. P : 250. (YB n° 2193)
Federatie voor Epilepsiebestrijding, 22 Brigittenstraat, Utrecht, Netherlands.

1977 Aug 13-26 Plovdiv (Bulgaria)
Int Union of Pure and Applied Physics. 15th int conference on cosmic rays.
P : 500 (inv.) (YB n° 2788)
Boto Belev, Institute of Nuclear Research and Nuclear Energy Boulevard
Lenin 72, Sofia 1113.

1977 Aug 21-26 Ann Arbor (Mich. USA)
Permanent Int Association of Road Congresses. 4th Int Conference on the
structural design of asphalt pavements. (YB n° 3112)
AIPCR, 43 avenue du President Wilson, F-75015 Paris.

1977 Aug 22-25 Prague (Czechoslovakia)
Int conference on technical diagnostics.
Int Conf Technical Diagnostics, Dum techniky CVTS Praha, Gorkého ram 23,
1112 82 Prague 1.

1977 Aug 22-25 Tokyo (Japan)
4th Int conference on production research. P : 450. C : 13.
Secretariat of the 4th Int Conference on Production Research, c/o Japan
Industrial Management Association, 3-1-22, Siba-Koen, Minato-ku, Tokyo.

1977 Aug 22-28 Amsterdam (Netherlands)
8th Int symposium on comparative research on leukemia and related dise-
ases, P : 400.
Dr. J Hilgers, Netherlands Cancer Institute, 108 Sarphatistraat, Amsterdam
C.

1977 Aug 24-30 Haifa (Israel)
Int Union of Pure and Applied Physics. 13th Conference on statistical
physics. (YB n° 2768)
T Riess, Physics Department, Technion, Haifa.

1377 Aug 29-31 Veszprem (Hungary)
Hungarian Chemical Society/Hungarian Academy of Sciences, the Veszprem
Division/Research Institute for Technical Chemistry of the Hungarian Aca-
demy of Sciences. 3rd Conference on applied chemistry unit operations and
processes.
3rd Conference on Applied Chemistry, c/o Hungarian Chemical Society,
POB 240, H-1368 Budapest.

F. G. & M.

GRAINDORGE SA

IMPORT - EXPORT

PRODUITS

SIDERURGIQUES

32, BOULEVARD FRERE-ORBAN

LIEGE

TELEPHONE : (041) 52.99.90(5 lignes)

Télex : SAGRIN 41.633

